



# RAPPORT D'ACTIVITES 2019

## SOMMAIRE

<b>&gt; DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES</b> .....	<b>4</b>
DIRECTION DES FINANCES .....	6
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES .....	9
DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE LA PRESSE ET DES ÉVÉNEMENTS .....	12
DIRECTION DES ASSEMBLÉES .....	14
SERVICE DU PROTOCOLE ET DES RELATIONS PUBLIQUES .....	15
<b>&gt; DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ</b> .....	<b>16</b>
SERVICE DE L'ADMINISTRATION, DES RESSOURCES, DU PILOTAGE ET DE L'ÉVALUATION (SARPE) .....	18
SERVICE DES MAISONS DU BEL ÂGE (MBA) .....	20
DIRECTION DES PERSONNES HANDICAPÉES ET DES PERSONNES DU BEL ÂGE (DPHPBA) .....	21
DIRECTION DE L'INSERTION (DI) .....	24
DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE (DPMISP) .....	26
DIRECTION ENFANCE FAMILLE (DEF) .....	28
DIRECTION DES TERRITOIRES ET DE L'ACTION SOCIALE (DITAS) .....	31
DIRECTION DES MAISONS DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (DIMEF) .....	34
CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE DÉPARTEMENTAL (CMPPD) .....	35
MAISON DÉPARTEMENTALE DE L'ADOLESCENT (MDA) .....	36
<b>&gt; DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE</b> .....	<b>38</b>
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DES GRANDS PROJETS ET DE LA RECHERCHE .....	40
DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES TERRITOIRES .....	42
LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES .....	44
DIRECTION DE LA VIE LOCALE .....	46
DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES .....	49
<b>&gt; DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE</b> .....	<b>52</b>
DIRECTION DES ROUTES ET DES PORTS .....	54
DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES COLLÈGES .....	56
DIRECTION DE LA FORÊT ET DES ESPACES NATURELS .....	59
DIRECTION DES ÉTUDES, DE LA PROGRAMMATION ET DU PATRIMOINE .....	61
DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION .....	64
DIRECTION MAINTENANCE ET EXPLOITATION .....	66
DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ ET DE L'INFORMATIQUE MÉTIERS .....	68
<b>&gt; DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE</b> .....	<b>70</b>
DIRECTION DE LA CULTURE .....	72
DIRECTION JEUNESSE ET SPORTS .....	75
<b>&gt; DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b> .....	<b>78</b>
DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES USAGES NUMÉRIQUES .....	80
DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX .....	81
DIRECTION DE L'ACHAT PUBLIC .....	83
DIRECTION JURIDIQUE .....	85
DIRECTION DU CONTRÔLE DE GESTION .....	86

MOT  
DE LA  
PRÉSIDENTE

La volonté permanente du Département, c'est d'agir tout en rendant compte de l'ensemble de l'activité de ses services.

Ce document est essentiel pour donner une vision globale des moyens engagés et des politiques publiques conduites par la collectivité, au service des habitants du territoire, plus attractif, plus innovant et plus solidaire.

Nous avons poursuivi en 2019 notre engagement pour des projets ambitieux, s'inscrivant dans une logique de proximité et de mobilisation de l'ensemble des directions et des services, afin de répondre aux besoins des habitants des Bouches-du-Rhône.

L'année 2019 a été riche d'actions, de réalisations et d'événements.

En matière d'éducation, d'abord avec la poursuite et l'amplification du Plan Charlemagne, mais aussi en matière de solidarité avec la création de neuf nouvelles Maisons du Bel Âge. Elles sont désormais 16, fin 2019, sur l'ensemble du territoire.

Je suis fière aussi d'avoir pu lancer Marseille Provence Gastronomie 2019, cette année entière dédiée à nos terroirs, nos produits, nos agriculteurs et à tous les professionnels du secteur. L'ensemble des directions du Département a pu s'associer à ce grand événement qui a porté haut nos valeurs et nos compétences.

Je veux également remercier l'ensemble des agents qui ont œuvré toute l'année pour accélérer la dématérialisation de nos services, dans un nécessaire effort de modernisation et de rationalisation.

Cette année a enfin été marquée par l'augmentation très forte du nombre de mineurs isolés non accompagnés, qui a profondément modifié l'activité des services de l'aide à l'enfance, puisqu'ils représentent désormais plus du quart des enfants accueillis.

Malgré ces difficultés, le Département reste très actif au service de l'ensemble des communes, puisqu'il reste le premier investisseur public de ce territoire.

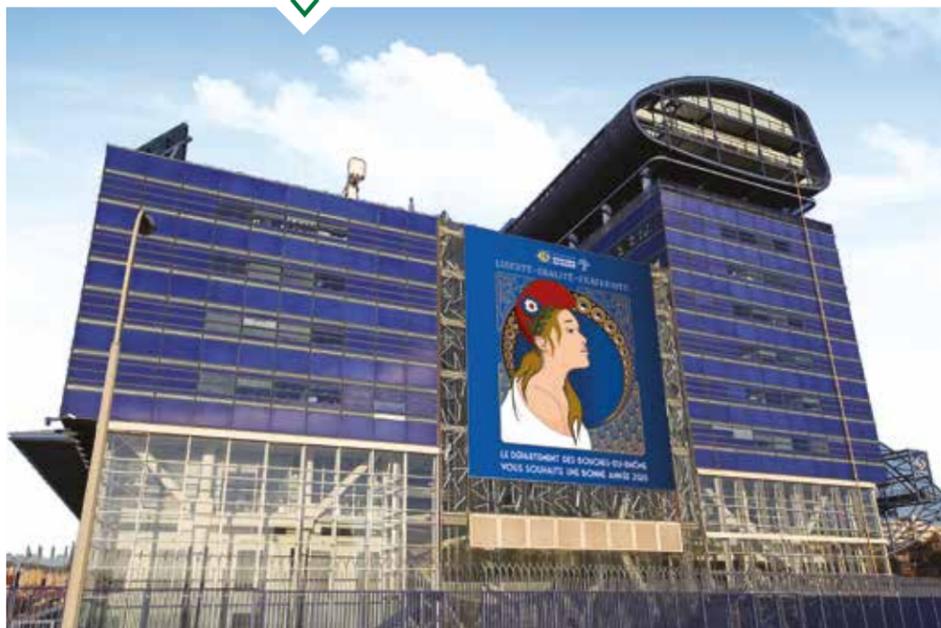
Vous découvrirez, au fil des pages de ce rapport, notre volonté commune d'agir avec l'ensemble des forces vives, des élus, et des services départementaux pour faire de la Provence une terre d'excellence.



**Martine VASSAL**

Présidente du Conseil départemental  
des Bouches-du-Rhône  
Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence

# DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES



- > DIRECTION DES FINANCES
- > DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
- > DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE LA PRESSE ET DES ÉVÉNEMENTS
- > DIRECTION DES ASSEMBLÉES
- > SERVICE DU PROTOCOLE ET DES RELATIONS PUBLIQUES



DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

## > DIRECTION DES FINANCES

### FAITS MARQUANTS 2019

> Dématérialisation des pièces comptables (factures et autres pièces justificatives), ainsi que des budgets et du compte administratif.

### MISSIONS

- > Proposer les analyses prospectives de la collectivité et identifier les marges de manœuvre;
- > Préparer le budget primitif et les décisions modificatives;
- > Assurer et sécuriser l'exécution budgétaire (visa des rapports, mandats et titres, provisionnements, relations avec la paierie); préparer le compte administratif et assurer la concordance avec le compte de gestion;
- > Garantir la qualité des procédures budgétaires et comptables;
- > Mettre en place les financements, suivre les recettes et assurer la gestion de la dette et de la trésorerie;
- > Instruire les demandes de garanties d'emprunt, analyser les risques inhérents aux engagements externes;
- > Conseiller, orienter et former les interlocuteurs et partenaires de la direction.

### CHIFFRES CLÉS

Budgets 2019 (consommations)			Opérations comptables		
	Dépenses	Recettes		2018	2019
Fonctionnement	150 793,7	2 200 586,1	Mandats (nombre)	102 645	118 348
Investissement	49 196,8	389 308,2	Variation		15,3 %
<b>Total (en milliers d'euros)</b>	<b>199 990,5</b>	<b>2 589 894,3</b>	Titres (nombre)	46 053	41 018
			Variation		-10,9 %

Au 31/12/2019 : encours de dette de 1.039,1 M€ (dont 228,7 M€ d'emprunts souscrits en 2019) ; encours de dette garantie de 1.452,2 M€ (dont 90% dans le domaine du logement) ; 97M€ de garanties départementales octroyées et plus de 1.000 logements concernés.

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

Catégories	Direction	Direction Adjointe du Budget	Direction Adjointe de la comptabilité	Total
Catégorie A	6	6	3	15
Catégorie B	1	4	4	9
Catégorie C	5*	4	30**	39
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>14</b>	<b>37</b>	<b>63</b>

Effectif pourvu au 31/12/2019  
\* dont 2 huissiers  
\* dont 1 apprenti

Structuration de la direction :

- > Équipe de direction et fonctions supports ;
- > Domaine Budget – Gestion financière :
  - > budget (préparation budgétaire et suivi) ;
  - > gestion financière – ressources (financements, analyse des risques...);
- > Domaine Comptabilité :
  - > dépenses (mandats, conventions...);
  - > recettes (titres, recouvrements...);
  - > qualité comptable (relations paierie, tiers, travaux complexes...).

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Direction Adjointe du Budget

- > Dématérialisation des documents budgétaires (et annexes) : mise en œuvre de la convention Préfecture.
- > Préparation budgétaire réalisée en privilégiant l'utilisation de nouveaux supports dématérialisés.
- > La fluidité du traitement des rapports (CP / CD) a été assurée par la mise en œuvre d'une procédure de dématérialisation totale des circuits et la qualité des alertes sur les rapports particuliers (acquisitions / cessions, mises à la réforme de biens...) a également progressé par la réalisation d'un tableau d'information.
- > Extension des tableaux de bord à l'ensemble des directeurs généraux adjoints et traitement de certaines demandes spécifiques (DGS / DGAAG).
- > Gestion des prêts du FSL : mise en place d'un tableau de bord de suivi de cette nouvelle procédure, organisation de gestion développée avec la DITAS et la paierie.
- > Financements : opérations de gestion de dette et de trésorerie (renouvellement contrats de lignes de trésorerie 100 M€), levée de nouveaux emprunts (228,5 M€), signature d'un contrat avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et levée d'une première tranche de 10 M€.
- > Production d'une étude financière rétrospective et prospective de la situation cumulée des collectivités Aix-Marseille-Provence et Département.
- > Suivi de l'application du dispositif de Cahors.

#### > Direction Adjointe de la Comptabilité

- > Déploiement avec l'équipe projet de la dématérialisation des factures (GED – factures et Chorus pro), des pièces justificatives de la dépense, de l'avis de sommes à payer en recette (ASAP) dématérialisé.
- > Elaboration des référentiels PJ dépenses et recettes ; mise en place de l'offre de paiement via PayFiP.
- > Collaboration avec la direction de l'achat public pour la mise en œuvre de la GED-Marché et du module Coriolis Marché complet et avec la DRH, pour le prélèvement à la source (PAS).
- > Suivi des opérations de clôture de Terra13 et 13D en cours de dissolution.
- > Suivi des délais de traitement des mandats et des titres en lien avec les services gestionnaires et le comptable public.
- > Application des règles de contrôle de la dépense déterminées avec le comptable public et réflexion sur les outils de contrôle interne.
- > Travaux spécifiques sur les régies (suivi, ouvertures / clôtures, contrôles, mise en place du TPE et paiement en ligne) et la carte achat.
- > Finalisation de la reddition des comptes du fonds de solidarité logement et du fonds d'aide aux jeunes ;
- > Fiabilisation du tableau de bord mensuel, des requêtes générales du secteur de la comptabilité et des simulations du compte administratif de l'année.
- > Réalisation du compte administratif 2018 et de ses annexes.
- > Rédaction du bilan et poursuite de l'application des dispositifs de la convention de service comptable et financier Paierie / Département 2014 – 2019.
- > Accompagnement des services gestionnaires et de tiers extérieurs notamment sur la GED facture et sur les nouvelles procédures comptables dématérialisées.
- > Constitution et animation d'un réseau de référents Finances / Marchés / Dématérialisation.
- > Amélioration du suivi des recettes (P503, contentieux et reste à recouvrer).

## > DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

### FAITS MARQUANTS 2019

> Déploiement de plusieurs processus de dématérialisation (pièces justificatives paie, factures, frais de déplacement,...) et préparation au passage à la déclaration sociale nominative (DSN) au 01/01/20.

### MISSIONS

La Direction des Ressources Humaines :

- > gère la situation administrative, la carrière et la rémunération des agents (permanents, vacataires, contractuels, personnels détachés ou mis à disposition, en activité ou non, stagiaires rémunérés ou non, apprentis et emplois saisonniers), ainsi que les indemnités des élus départementaux,
- > assure la gestion des effectifs, depuis l'identification et l'analyse des besoins des services jusqu'au recrutement et l'organisation de la mobilité interne et externe,
- > élabore, avec l'appui des directions, le plan d'adaptation et de développement des compétences (PADC) et coordonne la réalisation des formations,
- > contribue à la qualité du dialogue social et à la mise en œuvre de la politique d'action sociale pour les agents,
- > réalise la surveillance de la santé des agents ainsi que des conditions d'hygiène et de sécurité de travail,
- > propose des dispositifs de prévention des risques professionnels (dont les risques psycho-sociaux).

### CHIFFRES CLÉS

- > Gestion de 6.900 agents sur emplois permanents dont 62 % de personnel féminin
- > Répartition de l'effectif dans les principales filières : technique 44 % ; administrative 36 % ; médico-sociale 18 %

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > Equipe de direction + 8 services
- > Sectorisation de l'activité RH majoritaire (administration cadre de vie, solidarité, technique)

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Travaux relatifs à la mise en place de la Déclaration Sociale Nominative au 1er janvier 2020

- Déclaration mensuelle unique auprès des organismes sociaux, ce qui simplifiera les démarches des agents auprès de tiers grâce à une mise à jour plus rapide de leurs droits en cas de maladie, fin de contrat,...

#### > Dispositions prises en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat des agents

- Poursuite de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement) au fur et à mesure de la parution des décrets :
  - médecins concernés par l'IFSE en 2019,
  - mise en place du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) 2018: enveloppe de 780 000 € (dont 61% de part fixe) pour près de 4 350 agents, y compris contractuels,

### PERSPECTIVES POUR 2020

#### > Direction Adjointe du Budget

- > Mise en œuvre de la convention Préfecture sur la dématérialisation des documents budgétaires (et annexes) : envoi du premier BP dématérialisé et décisions modificatives.
- > Réformer la procédure des virements de crédits dans le sens d'une dématérialisation totale.
- > Consolidation des nouvelles pratiques expérimentées en 2019 en matière de préparation budgétaire : documents d'étude plus synthétiques permettant une approche stratégique, conduite des réunions par vidéo-projection...
- > Conduire une analyse sur la procédure des reports, en vue de modifier l'approche budgétaire des crédits de fonctionnement de la collectivité.
- > Poursuite de la gestion des prêts FSL.
- > Financements : opérations de gestion de dette et de trésorerie (nouveaux contrats de lignes de trésorerie, contrats de levées de fonds 2020 [obligataire et bancaire]). Mise en œuvre d'un programme Neu CP, renouvellement des marchés obligataires.
- > Garanties d'emprunt : travailler sur l'évolution des modèles de convention ainsi que sur les modalités de vote et poursuivre l'amélioration des tableaux de suivi.
- > Suivi de l'application du dispositif de Cahors et impact pour le Département : travail sur les retraitements de périmètre possibles et sur l'évaluation du coût de gestion des MNA.

#### > Direction Adjointe de la Comptabilité

- > Parachever l'organisation interne du service des dépenses pour mieux répondre à la dématérialisation de la chaîne comptable.
- > Préparation de la nouvelle convention Paierie / Département à mettre en œuvre à compter de 2020.
- > Pérennisation des actions de qualité comptable sur l'inventaire, le fichier tiers en lien avec la paierie départementale.
- > Suivi de la taxe additionnelle à la taxe de séjour en lien avec le secteur gestion financière et amélioration du suivi des recettes (P503, contentieux et reste à recouvrer).
- > Fiabilisation de l'ensemble des processus de dématérialisation (Dépense, Recette, Marché, Chorus Pro.).



- majoration suite à passage en catégorie A du régime indemnitaire des assistants sociaux éducatifs et éducateurs de jeunes enfants (enveloppe de 900.000 €).
- Autres mesures financières : internes (ex : application de la précarité 1 sur la MDST Chartreux ; majoration du régime indemnitaire des chefs cuisiniers, y compris volants) et réglementaires (ex : majoration des indemnités de nuitées des frais de déplacement, suppression du jour de carence pour les femmes enceintes).
- Modification du plafond de revenus des chèques vacances permettant la participation du CD13.

#### > Mise en œuvre des évolutions réglementaires et mesures favorisant la carrière

- Poursuite de la mise en œuvre de l'accord "Parcours Professionnels Carrières Rémunérations" (PPCR) avec 768 reclassements effectués, dont la majorité concernant l'intégration des assistants socio-éducatifs et éducateurs de jeunes enfants en catégorie A et la revalorisation des conseillers socio-éducatifs.
- Réalisation après avis CAP de plus de 600 avancements de grades et promotions internes au titre de 2020.
- Organisation des nouvelles commissions consultatives paritaires (CCP) pour les agents contractuels.
- Mise en place réglementaire du congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS).
- Préparation de l'instauration d'une Période de Préparation au Reclassement (PPR) au bénéfice des agents déclarés inaptes aux fonctions de leur cadre d'emploi.

#### > Politique en faveur de l'emploi et de la formation des jeunes

- Reconstitution de l'opération « services civiques » et recrutement d'apprentis préparant des diplômes de niveaux variés (du CAP au Master), sur des métiers ciblés par les directions en fonction de leurs besoins.
- **Poursuite** du dispositif « 100 stages de 3ème » qui propose une offre de stages à destination des collégiens.

#### > Accompagnement des services et des agents sur les volets emplois/compétences et formation

- Structuration des équipes des Maisons du Bel Age en fonction de l'ouverture des établissements.
- Suite au désengagement de l'Etat, poursuite du recrutement des ATC contractuels à 26h, au fur et à mesure du terme des contrats aidés non renouvelés puis stagiaires de ceux en poste afin d'atteindre l'objectif de 300 agents recrutés (près de 200 fin 2019).

#### > Actions de prévention des risques professionnels et bien-être au travail

- Elargissement du télétravail : Initialement réservé aux agents handicapés (taux d'emploi légal 2019 : 5,51%, taux obligatoire : 6%) puis étendu aux aidants, expérimentation au sein de la direction juridique.
- Recrutement d'un médecin vacataire agréé pour réduire les délais d'instruction et mieux préserver les droits des agents dans certaines situations (reprise à temps partiel thérapeutique, imputabilité,...).
- Nouvel espace de restauration sur l'HD13 confié à un établissement social d'aide par le travail, dans le cadre du plan départemental « Handi-Provence 2025 » et de l'année de la gastronomie (MPG 2019).
- Poursuite des actions de formations aux assistants de prévention et conseils en ergonomie.

#### > Processus d'amélioration des outils de travail et de l'organisation

- Travaux relatifs à la dématérialisation (formation des agents, nouvelles procédures,...) : pièces justificatives de paie, factures, paie des allocataires du chômage, frais de déplacement, mandats hors paie...
- Mise en place de la démarche relative au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) : consolidation des pratiques de classement et de protection des données informatiques ou papier.
- Renforcement des actions en matière de DQA avec résultats sur l'accueil téléphonique et physique.
- Expérimentation à la DRH du processus de destruction sécurisée des papiers de corbeille.

### PERSPECTIVES POUR 2020

#### > RIFSEEP et autres mesures financières ou sociales

- > Dès parution du décret, mise en place du RIFSEEP pour plus de 2.500 agents (filiales technique, médico-sociale, médico-technique et sportive).
- > Revalorisation de la participation du CD13 aux mutuelles à hauteur de 54 € maximum pour tous les agents.
- > Assouplissement au 1er/01 des règles de retenue sur le régime indemnitaire en cas de maladie ordinaire.

#### > D'autres actions, parmi lesquelles ....

- > Poursuite des processus de dématérialisation : Ged Factures / Chorus Pro, GED Marchés, WebFD / Coriolis, recettes...avec transmission électronique de tous les documents à la Paierie départementale.
- > Application des dispositions prévues par la loi de transformation de la Fonction Publique du 6/08/19.
- > Actions de formation : actualisation du règlement de formation incluant le compte personnel de formation (CPF) ; lancement du PADC 2020-2021 ; partenariat avec l'UGAP ; formations « obligatoires » pour les nouveaux arrivants ou en matière de sécurité...
- > Mise en œuvre opérationnelle du dispositif de « période de préparation au reclassement » (PPR).
- > Déploiement du télétravail.
- > Etude de l'élargissement des fonctionnalités de l'intranet.
- > Etude de la mise en œuvre du dispositif de rupture conventionnelle.
- > Modification du champ de compétences des CAP et préparation des nouvelles modalités pour les avancements et promotions au titre de l'année 2021.
- > Amélioration de la procédure de renouvellement des contrats.
- > Reconstitution du dispositif d'apprentissage et élargissement du nombre d'apprentis accueillis.
- > Projet de conventionnement avec le Fond pour l'insertion des personnes handicapées (FIPH).
- > Migration Chronogestor/Chronotime.



## > DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE LA PRESSE ET DES ÉVÉNEMENTS

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Alternance de directeur
- > Période de réserve : élections municipales mars 2020
- > MPG 2019 année de la gastronomie : organisation d'événements toute l'année

### MISSIONS

Direction transversale par essence, la Direction de la communication, de la presse et des événements concourt à rendre visible et lisible par le plus grand nombre l'action du Département en poursuivant trois objectifs principaux :

- > promouvoir les compétences et les missions du Département,
- > garantir et développer le droit à l'information du public en lui facilitant l'accès aux services, actions et dispositifs gérés et impulsés par le Département,
- > concourir à rendre le Département plus proche des citoyens et assurer la mise en valeur et la lisibilité de ses actions et des politiques publiques qui en découlent.

Pilotant tous les champs d'une communication institutionnelle déployée à 360 degrés, la Direction de la communication, de la Presse et des Événements veille ainsi, dans un rôle stratégique et en association, avec les directions, à l'efficacité et aux moyens affectés aux actions conduites à destination du grand public.

### CHIFFRES CLÉS

- > 163 demandes presse, 74 invitations presse, 39 communiqués de presse et 13 dossiers de presse
- > 144 800 abonnés sur les réseaux sociaux du Département (+99% par rapport à 2018)
- > 5 050 publications sur les réseaux sociaux (+122%)
- > 1,230 million de visiteurs sur departement13.fr (+23%)
- > 261 créations au Studio Graphique
- > 485 manifestations organisées ou coordonnées par le service projets
- > 521 reportages photos réalisées et 540 vidéos créées
- > 55 campagnes de communication
- > +80% d'investissements publicitaires sur le digital
- > Réalisation de 6 numéros d'Accents de Provence
- > Rédaction de 120 articles web, 101 éditos, 35 publi-reportages et de 31 spots radios
- > Réalisation de 112 flyers/plaquettes/documents

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

Ce sont 62 agents qui œuvrent au sein du :

- > Service Image et Communication Digitale
- > Service Projets
- > Service Médias
- > Service Administration Générale
- > Service Juridique et Financier
- > Pôle Promotion
- > Pôle Communication interne

### BILAN DES ACTIONS 2019

- > Rendre visible et lisible l'action du Département par l'image et la communication digitale de façon performante et innovante afin d'accroître les audiences.
- > Refonte complète du site departement13.fr.
- > Mise en ligne du nouvel intranet et formation des 150 contributeurs.
- > Dématérialisation des saisines de la direction (Éditos, créations graphiques et organisations d'événements, demande de car podium).
- > Création de la rubrique vidéo "c'est qui c'est quoi".



### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Démarrage du projet « Google My Business » : obtenir la propriété des établissements "CD13" sur Google Map.
- > Évolutions régulières de l'intranet et du site internet departement13.fr.
- > Actualisation du site www.auserviceprovencaux.fr.
- > Mise en place de chargés de communication par secteur en liaison avec chaque direction.
- > Démarche éco-responsable sur les actions et événements organisés ou soutenus par l'institution.
- > Amélioration de la rentabilité des plans médias avec mise en place de négociations renforcées.
- > Développement de la communication interne.
- > Mise en place d'un comité éditorial pour optimiser la diffusion des informations.

## > DIRECTION DES ASSEMBLÉES

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Dématérialisation des rapports
- > Réorganisation de la direction

### MISSIONS

- > Organiser le processus délibératif dans son intégralité [Service des séances].
- > Transmission de tous les actes administratifs au contrôle de légalité [Service des actes administratifs].
- > Gestion de la logistique et des secrétariats d'élus [Service des élus].

### CHIFFRES CLÉS

- > 7 réunions des 4 commissions thématiques
- > 4 séances publiques
- > 7 commissions permanentes
- > 1 376 rapports
- > 10 362 lettres de notification
- > 4 852 actes transmis au contrôle de légalité

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 3 services
- > 92 agents

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Dématérialisation des rapports

- > Circuit dématérialisé des rapports, annexes et délibérations. Préparation budgétaire réalisée en privilégiant l'utilisation de nouveaux supports dématérialisés.

#### > Réorganisation et nouvelle appellation du Service des séances qui devient la Direction des Assemblées (DA)

- > Changement d'intitulé du bureau des actes administratifs en service des actes administratifs.
- > Changement d'intitulé du bureau général de l'assemblée en service des élus.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Finaliser la transmission électronique des actes urgents soumis au contrôle de légalité
- > Développer la télétransmission des actes en préfecture en collaboration avec la DSIUN
- > Gestion informatisée des délibérations :
  - S'équiper d'un logiciel performant et multifonctions en remplacement de Gedélib [diffusion sur Kbox incluse, télétransmission des pièces soumises au contrôle de légalité, etc].

## > SERVICE DU PROTOCOLE ET DES RELATIONS PUBLIQUES

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Implication protocolaire dans le cadre de l'année de la Gastronomie en Provence (MPG 2019).

### MISSIONS

- > Être présent aux côtés de Mme la Présidente du Conseil Départemental lors de ses déplacements,
- > Assurer l'organisation et la gestion des cérémonies publiques, des réceptions et de l'accueil des personnalités,
- > Être garant du respect des règles protocolaires pour toutes les cérémonies officielles et manifestations de l'institution,
- > Gérer le fichier protocolaire,
- > Gérer la billetterie
- > Elaborer, valider et envoyer les invitations (par voie postale ou numérique), assurer la gestion des retours,
- > Assurer la gestion et le suivi de l'attribution des objets promotionnels dans le cadre de la communication institutionnelle et des relations publiques.

### CHIFFRES CLÉS

#### > Budgets :

- > Crédits inscrits 2019 : 1 418 K€
- > Crédits engagés 2019 : 1 385 K€

### COMPOSITION DU SRP

#### > 42 agents :

- > 4 A
- > 5 B
- > 33 C

### BILAN DES ACTIONS 2019

- > 1.407 événements de l'institution assurés.
- > Organisation de 130 cocktails (30 cocktails de plus de 400 personnes dont 5 de plus de 1000), accueilli 50 groupes pour des petits déjeuners, 140 groupes pour des accueil-café, servi 1.104 plateaux-repas et 2.424 convives lors de repas.
- > Livraison de 130 gerbes, couronnes et bouquets lors de cérémonies officielles.
- > Gestion du fichier protocolaire (17.780 données) en le mettant en conformité avec le RGPD et envoi de 10.920 invitations.
- > Gestion de l'ensemble de la billetterie de l'institution soit environ 17.700 places.
- > Traitement d'environ 1650 demandes d'objets promotionnels.
- > Gestion de 46 marchés dont 21 ont été passés en cours d'année.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Organisation protocolaire des manifestations de l'institution se déroulant dans le cadre de l'année de la Gastronomie en Provence (MPG 2020) et du Congrès Mondial de la Nature 2020 (reporté en 2021).

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



- > SERVICE DE L'ADMINISTRATION, DES RESSOURCES, DU PILOTAGE ET DE L'ÉVALUATION (SARPE)
- > SERVICE DES MAISONS DU BEL ÂGE (MBA)
- > DIRECTION DES PERSONNES HANDICAPÉES ET DES PERSONNES DU BEL ÂGE (PHPBA)
- > DIRECTION DE L'INSERTION (DI)
- > DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE (DPMISP)
- > DIRECTION ENFANCE FAMILLE (DEF)
- > DIRECTION DES TERRITOIRES ET DE L'ACTION SOCIALE (DITAS)
- > DIRECTION DES MAISONS DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (DIMEF)
- > CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE DÉPARTEMENTAL (CMPPD)
- > MAISON DÉPARTEMENTALE DE L'ADOLESCENT (MDA)

La direction générale adjointe de la solidarité (DGAS) met en œuvre et coordonne l'action sociale, médico-sociale et de santé publique voulue par le Conseil départemental, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment de la Loi NOTRe du 7 août 2015.

Par ses actions de solidarité, le Département est présent aux côtés de tous les publics fragiles tout au long de la vie. Les missions d'action sociale de la DGAS sont :

- > le soutien à l'autonomie et la prise en charge des personnes du bel âge et de leurs aidants ;
- > l'engagement en faveur des enfants et leur famille ;
- > la promotion des politiques sur l'ensemble du domaine du handicap ;
- > les actions en faveur de l'emploi et de l'insertion ;
- > la préservation de l'offre de santé et de soins de proximité sur l'ensemble de son territoire.

### EFFECTIF TOTAL DE LA DGA :

> 2 503 postes budgétaires (au 31 décembre 2019)



## > SERVICE DE L'ADMINISTRATION, DES RESSOURCES, DU PILOTAGE ET DE L'ÉVALUATION (SARPE)

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Le pôle ressources humaines (RH) a accompagné le développement du service des maisons du bel âge. Un travail de fond a été engagé avec la direction des ressources humaines (DRH) et le centre médico psycho pédagogique départemental (CMPPD).
- > Augmentation sensible de la fréquentation des dépenses d'aide sociale à la régie.
- > Mise en application de la dématérialisation des factures et pièces comptables, notamment de la régie d'avances.
- > Poursuite du dispositif d'urgence mis en place par le Département en faveur des personnes sinistrées après l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne à Marseille : mobilisation jusqu'à la fin du dispositif des agents de la régie et des huissiers.

### MISSIONS

Le SARPE qui regroupe les ressources stratégiques pour la DGAS, assure une fonction d'expertise, de conseil et de proposition auprès du directeur général adjoint de la solidarité, auquel il est directement rattaché.

L'activité de ce service repose sur les missions suivantes :

- > la gestion des ressources humaines des directions centrales de la DGAS, de la maison départementale des adolescents, du centre médico-psycho-pédagogique et du service des maisons du bel âge.
- > la régie d'avance pour le paiement des secours d'urgence aux adultes ainsi qu'aux familles.
- > les études qualitatives et quantitatives sur les bénéficiaires et les dépenses de l'action sociale.
- > le suivi des rapports présentés au Conseil départemental et à la Commission permanente.
- > le recueil des informations statistiques des directions, coordination du rapport d'activité de la DGAS.
- > la participation aux démarches engagées par la collectivité : qualité accueil et agenda 2030.
- > la représentation du Département à la commission départementale pour l'autonomie des personnes handicapées ; l'interface entre la DGAS et la maison départementale des personnes handicapées.
- > l'expertise informatique et l'interface avec la direction des systèmes d'information et des services numériques.
- > le suivi des projets transversaux de la DGAS, du règlement départemental de l'action sociale, du plan de contrôle interne et de la veille juridique.
- > la coordination des achats et des marchés publics de la DGAS.

### CHIFFRES CLÉS

- > 224 dossiers de demandes de mobilité instruits (+ 19 %) ;
- > 849 demandes de formation instruites (+ 42 %) ;
- > 259 rapports présentés à la CP et 9 au CD ;
- > 8 585 usagers au guichet des secours d'urgence à la régie (ASE + secours aux adultes)

### EFFECTIF DU SERVICE

- > 21 postes budgétaires

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Pôle ressources humaines et administration générale :

- > Pilotage, pour l'ensemble de la DGA, des dossiers transversaux tels que les nominations proposées à la commission administrative paritaire, les préparations des BP et DM, des commissions d'examen des mobilités, des rapports présentés en comité technique, le suivi des régimes indemnitaires spécifiques avec notamment l'accompagnement du déploiement du RIFSEEP au sein de la DGAS (première mise en application du CIA), la gestion des contrats d'apprentissage.
- > Gestion et suivi des postes budgétaires, des mobilités, des demandes de formations et des stages, préparation des rencontres avec les organisations syndicales en relation avec la DRH et les directions.
- > Paiement des secours d'urgence aux adultes et aux familles à la régie d'avances.

#### > Pôle pilotage :

- > Participation aux travaux du dispositif régional d'observation sociale.
- > Réponse aux différentes enquêtes statistiques menées par la direction de la recherche, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et par l'observatoire national de l'action sociale (ODAS).
- > Gestion des rapports CP et CD (En 2019, 1 rapport sur 5 adopté en CP a concerné la DGAS).
- > Coordination des travaux pour l'Agenda 2030 et le rapport de développement durable.
- > Gestion et suivi des astreintes à la DGAS.

#### > Pôle ressources :

- > Coordination des travaux pour la mise à jour du règlement départemental de l'action sociale.
- > Mise en place du suivi des projets stratégiques transversaux concernant la DGA.
- > Le nombre de personnes bénéficiaires d'un droit ouvert par la CDAPH a augmenté de 18 % pour les décisions concernant le public enfant et de 4,4 % pour le public adulte (Source rapport d'activité MDPH des Bouches-du-Rhône).
- > Recensement des besoins (RDB) 2020 : accompagnement des directions opérationnelles (utilisation du logiciel MARCO CFM et lancement du logiciel APM), consolidation des pratiques professionnelles, centralisation des données collectées et fiabilisation avec la direction de l'achat public.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Poursuite du suivi des projets transversaux DGA et du plan de contrôle interne.
- > Optimisation de la gestion des ressources humaines des directions centrales de la DGA, accompagnement à la mise en œuvre du RIFSEEP pour de nouvelles catégories de personnels (filiales technique et médicale).
- > Développement de la mission de coordination des achats et des marchés publics de la DGA (procédure de dématérialisation des données - GED marché, Coriolis, portail chorus pro et utilisation de l'outil APM pour l'enregistrement du RDB 2021).

## > SERVICE DES MAISONS DU BEL ÂGE (MBA)

### FAITS MARQUANTS 2019

> 9 nouvelles maisons du bel âge ont ouvert leurs portes en 2019, portant ainsi leur nombre à 16.

### MISSIONS

- > Lutter contre l'isolement et favoriser l'autonomie des personnes du bel âge et de leurs aidants.
- > Devenir un guichet unique en informant les personnes du bel âge et leurs proches sur les dispositifs et les structures à leur service.
- > Les accompagner dans leurs démarches administratives et les orienter dans leurs recherches.
- > Créer du lien social, assurer une veille sanitaire, repérer les personnes fragilisées, améliorer leur qualité de vie.

### CHIFFRES CLÉS

- > 52 319 demandes traitées en 2019
- > 9120 usagers réguliers
- > Profil des usagers : une moyenne d'âge de 73 ans, 72% de femmes

### EFFECTIF DE LA DIRECTION

- > 138 postes budgétaires

### BILAN DES ACTIONS 2019

- > Les programmes proposés depuis un an s'enrichissent et se développent principalement autour de trois grandes thématiques: fracture numérique, santé et sécurité.
- > Pour poursuivre l'objectif de maintien des services publics sur le territoire, une convention avec la Poste a été signée en mars 2019 visant à conserver les activités postales dans les communes et certains quartiers des grandes villes.
- > Lancement d'un plan numérique 2022, dédié et adapté aux personnes de 60 ans et plus : prêts de tablettes, cours d'informatique, développement d'applications numériques, accompagnement numérique, ateliers de découvertes aux innovations numériques.
- > 9 718 actions visant à lutter contre l'isolement, accompagnées de 27 502 actions créatrices de lien social (sorties culturelles, jeux de société, sport etc.), 3 262 aides administratives et 4 943 actions de prévention santé et sécurité.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Ouverture de 23 nouvelles MBA sur l'ensemble du territoire départemental.
- > Le plan numérique se renforce en allant aux contacts des communes et quartiers isolés grâce à la MBA itinérante et le prêt de tablettes.
- > En collaboration avec les communes rurales et les Maisons du Bel Age, le département subventionne l'installation ou le maintien de distributeurs automatiques de billets (DAB).
- > Test de « Cabines de téléconsultations médicales » dans des communes isolées ou des quartiers considérés comme déserts médicaux.
- > Lancement d'une mutuelle négociée par le Département pour améliorer la prise en charge et la qualité des frais de santé de tous les habitants du département, et en particulier les plus âgés.

## > DIRECTION DES PERSONNES HANDICAPÉES ET DES PERSONNES DU BEL ÂGE (DPHPBA)

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Démarrage des travaux du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA).
- > Travail sur l'accueil familial.
- > Appel à projets résidence autonomie et Ehpad (1er AAP conjoint avec l'ARS).
- > Appel à candidatures sur l'habitat inclusif et validation du principe de mutualisation de la prestation de compensation du handicap (PCH).
- > Organisation d'événements dans le cadre de Marseille Provence gastronomie : journée des aidants à l'Hôtel du département ; repas dans le noir en partenariat avec l'association Nouveau regard sur le handicap ; repas « Le Sans Fourchette » avec l'association Mémoire et santé.
- > Co-organisation d'événements : journée des « Dys » avec les associations Dyspraxie France Dys 13 et Avenir dysphasie Provence.

### MISSIONS

- > Instruire, évaluer, gérer et payer les aides et prestations destinées aux personnes du bel âge et aux personnes handicapées, à domicile et en établissement.
- > Instruire les dossiers pour l'autorisation, l'habilitation, la tarification et le contrôle des établissements et services.
- > Renforcer l'autonomie des personnes en favorisant, notamment au travers des actions de prévention de la perte d'autonomie, leur maintien à domicile et en améliorant leurs conditions de vie.
- > Garantir, dans les meilleures conditions, le placement en établissement ou chez un accueillant familial, ainsi que l'accès aux services.
- > Garantir le transport des élèves et étudiants en situation de handicap.

### CHIFFRES CLÉS

- > 27 753 demandes d'allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- > 4 350 personnes du bel âge bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement
- > 8 749 bénéficiaires PCH
- > 1 382 bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)
- > 3 560 personnes handicapées bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement
- > 1 430 bénéficiaires du transport scolaire handicapé (TSH)
- > 13 292 personnes abonnées au dispositif de téléassistance « Quiétude 13 » au 31/12/2019
- > 83 372 appels reçus sur la plateforme Info APA PCH
- > 276 établissements pour personnes âgées représentant 20 533 places dont 10 139 habilitées à l'aide sociale
- > 94 établissements pour personnes handicapées
- > 62 familles d'accueil agréées pour 116 places
- > 170 services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) autorisés
- > 10 pôles Infos seniors

### EFFECTIF DE LA DIRECTION

- > 240 postes budgétaires

## BILAN DES ACTIONS 2019

### > La programmation et la tarification des établissements et services pour les personnes du bel âge

- > Le service a traité les dossiers de délocalisation de structures ou de places, ainsi que l'ouverture de deux établissements (résidence autonomie « Les Terrasses du Levant » et l'Ehpad « Les Jardins de Beauvallon » par transfert de places).
- > La réforme de la dépendance des Ehpad a été poursuivie pour la 3ème année avec la réception des premiers états réalisés des recettes et des dépenses (ERRD).
- > Dans le cadre de la mise en œuvre du forfait autonomie, un montant global de 675 000 € a été réparti sur 37 structures.
- > 16 contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) ont été programmés représentant 31 Ehpad.
- > 5 contrôles ont été effectués.
- > 2 appels à projets lancés pour la création de 300 places en résidence autonomie et 88 en Ehpad.

### > La programmation et la tarification des établissements et services pour les personnes en situation de handicap

- > Des extensions de structures ont été traitées pour un total de 51 places en foyer de vie, foyer d'accueil médicalisé ou services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) dont 47 ont pu ouvrir en 2019. 17 places en foyer de vie autorisées préalablement ont également été ouvertes en 2019.
- > 6 contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens ont été négociés.
- > 5 contrôles d'établissements ont été réalisés.
- > Participation à la réponse accompagnée pour tous (situations complexes examinées en groupes opérationnels de synthèse tous les 15 jours) organisée par la MDPH.

### > Le maintien à domicile

- > Depuis la loi ASV du 28/12/2015 qui instaure le régime unique d'autorisation des SAAD, la politique de contrôle/accompagnement de ces services a été poursuivie notamment par la réalisation de 20 visites de contrôle.
- > Le diagnostic réalisé sur les SAAD démontre un enjeu fort autour de l'attractivité des métiers du domicile.
- > La tarification a concerné 12 SAAD représentant 30 % des heures réalisées auprès des personnes du bel âge.
- > Par ailleurs, la mise en œuvre du cahier des charges départemental des 10 pôles infos seniors, guichet unique d'information et de coordination, s'est poursuivie.
- > Suite à l'appel à candidature pour la mutualisation de la PCH dans le cadre du développement de l'habitat inclusif pour les personnes en situation de handicap, le Département va conventionner avec 7 gestionnaires.

### > La conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie

- > 32 actions ont été financées pour un montant total de 1 313 031 €.
- > Un appel à projet a été lancé dans les Ehpad pour des actions de prévention (prévention des chutes, hygiène bucco-dentaire, alimentation) : 41 projets ont été retenus pour un montant de 267 665 €.

### > Le service départemental des personnes handicapées (SDPH)

- > 179 subventions ont été accordées pour un montant de 1,285 M€ pour le soutien à la vie sociale des personnes en situation de handicap. 62 dossiers ont été traités en partenariat avec le Centre régional d'ergothérapeutes, études, diagnostics, adaptations techniques dans le cadre du dispositif visant à l'amélioration de l'habitat et l'acquisition d'aides techniques.

## PERSPECTIVES POUR 2020

- > Poursuite de la mise en œuvre des actions s'inscrivant dans les orientations 2017-2022 des schémas départementaux.
- > Poursuite de la mise en œuvre des actions du « Plan HandiProvence 2025 ».
- > Ouverture de la maison des aidants à Marseille.
- > Poursuite des travaux du CDCA avec mise en place d'une commission « Aidants ».
- > Poursuite de l'action HandiContacts – Volet territorial.
- > Lancement d'un appel à projet pour la création de places en établissement non médicalisé pour personnes handicapées.
- > Lancement d'un appel à projet conjoint avec l'agence régionale de santé (ARS) pour la création d'un service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) autisme.
- > Lancement d'un appel à projet pour la création de places de répit à domicile.
- > Ouverture des 1ers habitats inclusifs avec mutualisation de la PCH par le Département.
- > Réforme de la tarification des établissements personnes handicapées (projet Serafin).
- > Poursuite de la contractualisation des établissements sociaux et médico-sociaux (CPOM).
- > Création de la conférence des financeurs pour l'habitat inclusif.
- > Plan grand âge et autonomie.



## > DIRECTION DE L'INSERTION (DI)

### FAITS MARQUANTS 2019

> Contractualisation avec l'Etat sur la stratégie pauvreté.

### MISSIONS

La direction de l'insertion (DI) est chargée des actions de lutte contre les exclusions. Ses missions :

- > relever le défi de l'emploi en favorisant la rencontre du monde de l'insertion avec celui de l'entreprise en œuvrant transversalement avec les autres directions parties prenantes,
- > proposer, mettre en œuvre et évaluer la politique publique départementale d'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, selon les axes définis dans le cadre du programme départemental d'insertion (PDI) et gérer le dispositif rigoureusement,
- > piloter le pacte territorial d'insertion (PTI) qui formalise les actions et les engagements de l'ensemble des acteurs intervenant dans le champ de l'insertion..

### CHIFFRES CLÉS

- > 71 057 allocataires au 31 décembre 2019
- > montant de l'allocation : 472 M€
- > montant des contrats aidés : 10,5 M€
- > montant des actions d'insertion (y compris les rattachements) : 32 M€

### EFFECTIF DE LA DIRECTION

> 291 postes budgétaires

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > La poursuite de la mobilisation du monde économique pour favoriser le placement en emploi :

- > Les rencontres de l'accélérateur à l'emploi se sont concrétisées par la réalisation de 11 séquences mensuelles dédiées à des filières professionnelles en tension. Sur les 765 personnes présentes, 382 ont été présentées aux entreprises lors des rencontres emploi.
- > Lancé en septembre 2018, le bus de l'emploi « accélérateur délocalisé » a effectué 70 sorties. Sur les 1 812 bénéficiaires du RSA (bRSA) présents, 415 ont été mis en relation avec des employeurs.
- > 99 nouveaux membres ont adhéré au « Club des entreprises de Provence » qui regroupe 494 membres actifs. La fonction d'ambassadeur s'est pérennisée avec la participation de 8 membres réunis bimensuellement pour dynamiser l'activité et l'image du club.
- > La plateforme de mise en relation entre les bRSA demandeurs d'emploi et les offres des entreprises du Département, « Provence Emploi », compte 2 419 bRSA inscrits et 1 536 curriculum vitae déposés.
- > 1 392 parcours emploi compétences, contrats aidés ont été signés en 2019 dont 542 traités par le service de l'emploi. 327 aides au tutorat « Emplois en Provence » ont été instruites dans le secteur marchand.
- > Le 4ème Forum de l' « Emploi en Provence » a vu la présence de 120 entreprises et 40 partenaires de l'emploi proposant plus de 1500 offres, 6 conférences et 4 ateliers de préparation aux entretiens de recrutement.
- > Ces actions ont permis la sortie en emploi de 18 215 allocataires du RSA.

#### > Les actions mises en place dans le cadre de l'axe insertion du plan pauvreté :

- > « BOOST EMPLOI », action qui consiste en un accompagnement court et intensif de 3 mois, visant à définir et construire un projet de recherche intensive d'emploi. Cette action suivra 1 000 allocataires du RSA pour une sortie vers l'emploi de 680 bénéficiaires.
- > L'accompagnement global spécialisé (AGS) est une action innovante basée sur la mise en place d'un accompagnement tripartite de 12 mois, réalisé par un accompagnateur à l'emploi, soutenu par un référent social et un psychologue, pour des publics en accompagnement social employables à moyen terme. Cette action suivra 280 bRSA avec pour objectifs des sorties emploi devant représenter 30% des sorties.
- > Le renforcement de l'insertion par l'activité économique (IAE) avec la mise en place de nouveaux chantiers d'insertion (ACI) sur des supports innovants et avec le renforcement du nombre de postes sur des chantiers existants dans des territoires sous dotés ; ce renforcement porte sur 76 postes supplémentaires.
- > Un lieu d'accueil spécialisé pour les travailleurs indépendants, chargé d'accueillir, d'informer et d'assurer l'accompagnement de ce public spécifique en apportant un regard professionnel sur les perspectives de l'entrepreneur en vue du développement de son activité et la sortie du RSA ou de son orientation vers un nouveau projet si nécessaire. 319 travailleurs indépendants bRSA sont actuellement accompagnés sur les 400 prévus.

> L'extension de l'action de diagnostic, d'accompagnement et de placement en emploi des bRSA rencontrant des difficultés de santé avec la prise en charge de 168 personnes supplémentaires, soit au total près de 1 000 bénéficiaires du RSA sur l'action.

#### > La maîtrise du pilotage du dispositif :

- > Le Département a contenu le nombre d'allocataires avec une moyenne annuelle se situant autour de 70 745 allocataires par mois. Sur un an, il enregistre une baisse de 0,1% du nombre de ses foyers allocataires pendant que le chiffre de la France métropolitaine a augmenté de 1%.
- > Dans le cadre de l'internalisation de l'orientation des nouveaux entrants, les conseillers d'orientation ont procédé à 43 804 convocations, ont réalisé 18 967 orientations et demandé 16 012 radiations.
- > La direction de l'insertion a mené une gestion rigoureuse du dispositif en poursuivant une politique de contrôle des personnes dans le cadre de leurs droits et devoirs. Le service des contrôles administratifs a examiné 7 500 dossiers dont 1 374 contrôles sur place demandés à la CAF ; 51% de ces dossiers ont fait l'objet d'une sanction. Parallèlement, les contrôleurs des pôles d'insertion ont convoqué 14 382 personnes.
- > Cette année, 22 660 suspensions ont été prononcées par le service de la gestion de l'allocation et du contentieux.
- > La cellule gestionnaire du fonds social européen (FSE) a réalisé le contrôle des dernières opérations rattachées à l'enveloppe de la subvention globale 2015-2017. A ce titre, le Département a reçu le remboursement de 2,994 M€.
- > Concernant la subvention globale 2018-2020 d'un montant de 10 436 000 €, la cellule a accompagné une dizaine de porteurs et a instruit et programmé 11 opérations pour un cofinancement FSE prévisionnel de 7,370 M€.

### PERSPECTIVES POUR 2020

#### > Faire adopter le PDI 2020-2022, le PTI et le cadre départemental des protocoles d'accueil

Le plan départemental d'insertion définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes.

Un travail sera mené sur la réécriture du plan territorial d'insertion qui définit les modalités de coordination des actions entreprises pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des bRSA. Ce document validera la présence de nouveaux partenaires tels que les missions locales, l'agence régionale de santé (ARS) et Cap emploi.

Le cadre départemental des protocoles d'accueil territoriaux qui définit la procédure et vers quelles structures sont orientés les bRSA, sera également présenté en Commission permanente.

#### > Maintenir l'effort porté sur l'orientation des nouveaux entrants

> L'équipe des conseillers d'orientation sera renforcée avec comme objectif l'orientation de tous les nouveaux entrants dans le mois qui suit leur entrée dans le dispositif.

#### > Poursuivre la mise en œuvre du « Plan de Lutte contre la Pauvreté »

- > Dans ce cadre, la direction de l'insertion renouvellera les actions existantes et en créera de nouvelles :
  - > une plateforme de diagnostic médical pour les bénéficiaires qui rencontrent des problèmes de santé. Des médecins seront chargés de poser un diagnostic sur la situation de la personne quant à la construction de son parcours d'insertion et son éventuel retour à l'emploi ;
  - > un accompagnement global spécialisé étendu vers le public des jeunes avec les missions locales ;
  - > un nouvel accord cadre d'accompagnement à l'entrepreneuriat avec un axe sur l'accompagnement à la création d'activité et un axe sur le diagnostic des travailleurs indépendants bRSA ;
  - > une action d'accompagnement intensif vers l'emploi pendant 1 mois pour les bénéficiaires du RSA sans frein majeur comportant plusieurs ateliers destinés à traiter les différentes techniques de recherche d'emploi.

#### > Poursuivre les efforts de gestion rigoureuse de l'allocation

- > optimisation des contrôles réalisés en interne et avec les partenaires afin de ne pas laisser dans le dispositif des personnes qui n'y ont pas droit.
- > mise en place du plan d'action préconisé dans l'audit sur la prévention et la réduction des indus.

# DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE (DPMISP)

## FAITS MARQUANTS 2019

- > Généralisation de Doctolib
- > Ouverture des consultations en ligne

## MISSIONS : LA PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SANTÉ

- > Missions obligatoires relevant de la protection maternelle et infantile (PMI) :
  - Actions de prévention pour les enfants de 0 à 6 ans : consultations, vaccinations, visites au domicile, une visite obligatoire à l'âge de 4 ans, l'agrément des modes d'accueil du jeune enfant et le suivi des certificats de santé.
  - Actions de prévention auprès des femmes : consultations dans le cadre de la planification et de la contraception, consultations et visites à domicile pour le suivi des grossesses et accompagnement professionnel des femmes victimes de violences.
- > Mise en œuvre de la politique volontaire de santé publique du Département :
  - Par convention avec l'Etat, le Département est chargé de la lutte contre la tuberculose (consultations, actions ciblées de dépistage, enquêtes autour de cas). Il met en œuvre les missions des centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD) autour des infections sexuellement transmissibles (IST). Il participe à la promotion et à la vaccination des personnes de plus de six ans et s'investit dans la lutte contre le cancer.
  - Grâce à l'expertise du conseil scientifique départemental, la direction instruit les dossiers de demande de subvention des associations et des hôpitaux pour favoriser la prévention dans le domaine de la santé.

## CHIFFRES CLÉS

- > 94 sites uniques de consultation
- > 62 014 personnes suivies
- > 151 053 consultations, 18 681 visites à domicile

## EFFECTIF DE LA DIRECTION

- > 517 postes budgétaires

## BILAN DES ACTIONS 2019

### > Les missions obligatoires :

- > Un axe central, le suivi de la grossesse et la périnatalité :
  - assurer la prévention en santé au cœur de l'action de la PMI : suivi de 3 303 parturientes (12 397 consultations dont 5 006 visites à domicile de sages-femmes) par des équipes pluridisciplinaires,
  - suivi de 19 936 jeunes enfants dans le cadre de consultations (52 142) et de visites à domicile (12 081),
  - renforcer le lien parent enfant : 3 518 sessions collectives de préparation à la naissance, d'information sur l'allaitement, la parentalité, le livre, la psychomotricité et animation de groupes de parole,
  - assurer le suivi des mères et des enfants par les partenariats et l'établissement de réseaux : la PMI est inscrite dans le réseau périnatalité Méditerranée. Présente dans l'ensemble des maternités et services pédiatriques des hôpitaux publics comme privés, elle intervient au bénéfice de familles en situation de vulnérabilité par la participation de techniciens de l'intervention sociale et familiale.
- > Suivre l'enfant et accompagner sa famille après la période périnatale :
  - établir un bilan de santé systématique pour les enfants autour de 4 ans : pour l'année scolaire 2018/2019, 22 093 enfants ont été suivis dont 4 509 par un médecin avec des dépistages généraux et ciblés (couverture vaccinale, repérage surpoids, sensoriel, développement psychomoteur, troubles du langage),
  - assurer un accueil professionnel et sécurisé de l'enfant permettant son développement : agrément et suivi des modes d'accueil individuel et collectif du jeune enfant. Fin 2019, 7 234 assistants maternels offraient 23 120 places (84 d'entre eux exerçant au sein de 31 maisons d'assistants maternels) et 573 établissements mettaient à disposition 18 914 places. La direction promeut le métier d'assistant maternel : participation de 1 222 personnes aux 32 réunions d'information et organisation de la formation obligatoire,

- intervenir dans le champ de la protection de l'enfance: l'expertise de la direction est requise dans le cas d'informations préoccupantes en particulier pour les enfants de moins de 6 ans ou dans des commissions d'adoption. La direction assure le suivi médical des enfants placés avant six ans et parfois au-delà; elle agrée les 697 assistants familiaux qui offrent 1 342 places,
- intervenir en partenariat pour améliorer la situation de santé des enfants dans des champs particuliers : favoriser l'accueil des enfants en situation vulnérable, prévenir et accompagner le handicap en travaillant avec les centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP), coopérer notamment sur la santé bucco-dentaire, l'asthme, l'autisme et le saturnisme. Deux actions prioritaires sont développées en termes de repérage et prise en charge précoce dans toutes les interventions de la PMI: le dépistage du surpoids et de l'obésité et le dépistage des troubles du spectre autistique.

### > La politique volontaire de santé :

- > Mettre en place des actions de prévention dans le domaine de la santé publique :
  - les CeGIDD: 48 166 consultations au bénéfice de 23 397 personnes en 2019 dans ou hors lieux de consultations, dans un contexte de recrudescence des IST. Mise en place de nouveaux outils de dépistage et de prévention de l'infection par le VIH ; 337 séances d'information d'éducation à la sexualité ont été réalisées,
  - centre de lutte antituberculeuse: 12 654 consultations au bénéfice de 7 338 personnes et 219 enquêtes autour de cas de tuberculose (chiffres 2018),
  - le service de vaccination des plus de 6 ans : 569 consultations en 2019.
- > Soutenir les acteurs de la prévention: Le Département favorise la recherche, la prévention et l'équipement des établissements de santé. Il finance la prévention des cancers et soutient des réseaux de santé et de prévention. La direction a instruit des demandes de subvention d'équipement des hôpitaux pour un montant de 8,31 M€. Elle travaille en réseau avec tous les acteurs, ARS, médecins, mairies, comité de coordination, réseaux, associations, médecine universitaire et scolaire et médecine du travail sur la politique sanitaire et la réalisation d'actions auprès des publics du département.

## PERSPECTIVES POUR 2020

- > Renforcer l'accessibilité pour les consultants : adapter au mieux les heures d'ouverture au public et aller vers les publics en particulier auprès des plus vulnérables et des populations les plus concernées ou les plus éloignées du soin : projet d'un minibus « PMI et santé ».
- > Soutenir la technicité sur le terrain : formations adaptées et mise en place d'outils diagnostiques (échographies en protection maternelle).
- > Exploiter les outils d'un pilotage moderne : généraliser le dossier médical numérique hors réseau, en consultation. Le dossier Eval Mater numérique (consultation 3-4 ans) est lui, généralisé sur l'année scolaire 2019/2020.

## > DIRECTION ENFANCE FAMILLE (DEF)

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Un quart des mineurs confiés sont des mineurs non accompagnés.
- > Contrôle et enquêtes sur la protection de l'enfant par la chambre régionale des comptes (CRC), l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) et les missions parlementaires.
- > Création de places (appel à projets).

### MISSIONS

#### > Chef de file de la protection de l'enfance, le Département déploie sa mission selon les axes suivants :

- > apporter un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs de moins de 21 ans confrontés à des difficultés sociales susceptibles de compromettre gravement leur équilibre,
- > organiser des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles,
- > pourvoir à l'ensemble des besoins des mineurs qui lui sont confiés, veiller à leur orientation ;
- > conduire des actions de prévention, centraliser le recueil des informations préoccupantes et organiser l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE),
- > agréer et accompagner les personnes souhaitant adopter un pupille de l'Etat ou un enfant étranger, autoriser les œuvres d'adoption à exercer dans le département et en contrôler le fonctionnement,
- > organiser les moyens nécessaires à l'accueil, notamment en urgence, et à l'hébergement des enfants confiés, des femmes enceintes et des mères avec leurs enfants de moins de trois ans,
- > employer et accompagner professionnellement les assistants familiaux ;
- > gérer et consolider les données informatiques relatives aux missions de protection et de prévention (enfants, fournisseurs, assistants familiaux etc.).

### CHIFFRES CLÉS 2019

- > 4 997 informations entrantes dont 2 583 informations qualifiées préoccupantes, 192 signalements directs à la cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP).
- > Au 31/12/2019, 4 353 enfants confiés, plus de mille mineurs non accompagnés (MNA).
- > 431 places supplémentaires d'hébergement collectif et d'accompagnement à domicile assurés par les établissements, soit un total de 3 260 places.
- > 731 enfants accueillis chez des assistants familiaux.
- > 39 adoptions.

### EFFECTIF DE LA DIRECTION

- > 164 postes budgétaires

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Adoption et recherche des origines :

- > • 64 agréments délivrés, 246 agréments en cours d'instruction, 39 adoptions.
- > • 135 entretiens avec les enfants, 546 participants aux réunions destinées aux candidats, 204 entretiens de préparation des candidats.
- > • 276 demandes de recherche des origines par d'anciens pupilles ou bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance, 136 accompagnements des demandeurs.

#### > Actions de prévention :

- > Augmentation de l'externalisation des visites en présence d'un tiers (visites des parents pour les enfants confiés), finalisation des protocoles d'action éducative en milieu ouvert (AEMO), technicien d'intervention sociale et familiale (TISF)-services, aide et accompagnement à domicile des familles fragilisées.

- > Mise en place de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2019-2022.

#### > Accueil familial :

- > 731 enfants accueillis chez des assistants familiaux.
- > 495 assistants familiaux employés (dont 39 hors département).
- > 36 assistants familiaux recrutés en 2019.

#### > Etablissements :

- > 431 places supplémentaires installées dont 211 créations soit une augmentation de l'offre de 15,24% en 2019 ; lancement d'un appel à projets visant à autoriser 560 places à destination des MNA (245 étant installées au 31/12/2019).
- > Extension de places disponibles pour les mesures de placement à domicile (+ 22 places pérennes).
- > Augmentation du nombre d'évènements indésirables, une douzaine de situations ont donné lieu à approfondissement ou enquête administrative.

#### > Prestations et coordination informatique :

- > 9 200 saisies de régies ASE (soit une augmentation de 22 %) et appui aux saisies concernant les MNA (+ de 400) ; suivi mensuel des tableaux : ministère de la justice, ADDAP 13, DGAS, DGS ; extractions nombreuses de la base de données (contrôle CRC, IGAS etc.).
- > Mise en place de la déclaration sociale nominative des salaires et de la dématérialisation des pièces justificatives.
- > Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) :
- > 4 997 informations entrantes, 2 583 informations préoccupantes qualifiées, 192 signalements directs au parquet des mineurs, 584 signalements de partenaires enregistrés.

#### > Pôles enfance-famille :

- > Suivi de 4 353 mesures de placement dont 675 contrats jeunes majeurs ; suivi de 3 794 mesures éducatives administratives ou judiciaires dont 3 317 AEMO, 311 aides éducatives administratives (AEA), 166 aides éducatives à domicile (AED).

#### > Observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE) et actions transversales :

- > Renouvellement des membres pour 3 ans approuvé en Commission permanente avec représentation des instituts de formation en travail social ainsi que de l'association départementale d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance (ADEPAPE 13), 3 réunions du groupe de travail autour de la scolarité des MNA avec l'Education nationale, réunion des directeurs enfance-famille grand-sud en février 2019.
- > Lancement officiel de l'album de vie pour les enfants accueillis à l'ASE le 28 mars 2019.
- > Mise en place d'un cycle de formation de 6 modules relatifs à l'assistance éducative en lien avec l'ordre des avocats de Marseille à destination des avocats de l'enfant des barreaux de Marseille et d'Aix-en-Provence.
- > Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022.

#### > Appui technique et juridique :

- > Actions de formation et de conseil sur l'autorité parentale et la protection de l'enfance à l'attention des MDS et des partenaires.
- > Collecte des informations et rédaction des réponses aux questionnaires (CRC, IGAS, missions parlementaires).
- > Suivi des contentieux de la direction (MNA, adoption, mineurs confiés, aides financières...) et des contrats jeunes majeurs des ex-MNA, appui aux pôles inspecteurs enfance-famille.
- > Mise en place d'une commission sur le décrochage scolaire.
- > Identification de projets éligibles aux financements européens (programmation 2012-2028).

## > DIRECTION DES TERRITOIRES ET DE L'ACTION SOCIALE (DITAS)

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Convention avec l'Etat sur la stratégie pauvreté avec le développement d'actions liées à l'axe sur le travail social, poursuite du projet « MDS connectées »,
- > Elaboration de nouveaux dispositifs pour une meilleure prise en charge des mineurs confiés à l'ASE.

### MISSIONS

La direction des territoires et de l'action sociale :

- > Exerce ses missions transversales en collaboration avec les directions centrales de la DGA de la solidarité en particulier la direction enfance-famille, la direction de la protection maternelle et infantile et de la santé publique ainsi que la direction de l'insertion.
- > Met en œuvre les politiques d'action sociale du Département, la politique du logement et les dispositifs de lutte contre les exclusions.
- > Anime et coordonne les actions de solidarité sur les territoires des maisons départementales de la solidarité (MDS).
- > Conduit le pilotage de la démarche qualité de l'accueil au sein de la DGAS.

### CHIFFRES CLÉS

- > Site d'Arenc : accueil de 73 926 personnes.
- > MDS : 10 000 contacts hebdomadaires, traitement de 2 418 situations dites d'« informations préoccupantes » relevant de la protection des personnes mineures et 107 pour les personnes majeures.
- > 54 % des appels téléphoniques de la collectivité.
- > 70 % des personnes reçues par la collectivité.
- > 68 640 ménages suivis par le service social départemental.
- > 4 465 enquêtes sociales réalisées dans le cadre de la prévention des expulsions domiciliaires.
- > 5 312 aides au titre du fonds énergie.
- > 3 880 dossiers au titre du fonds de solidarité logement (FSL).
- > 28 878 contrats d'engagements réciproques signés au titre du revenu de solidarité active.

### EFFECTIF DE LA DIRECTION

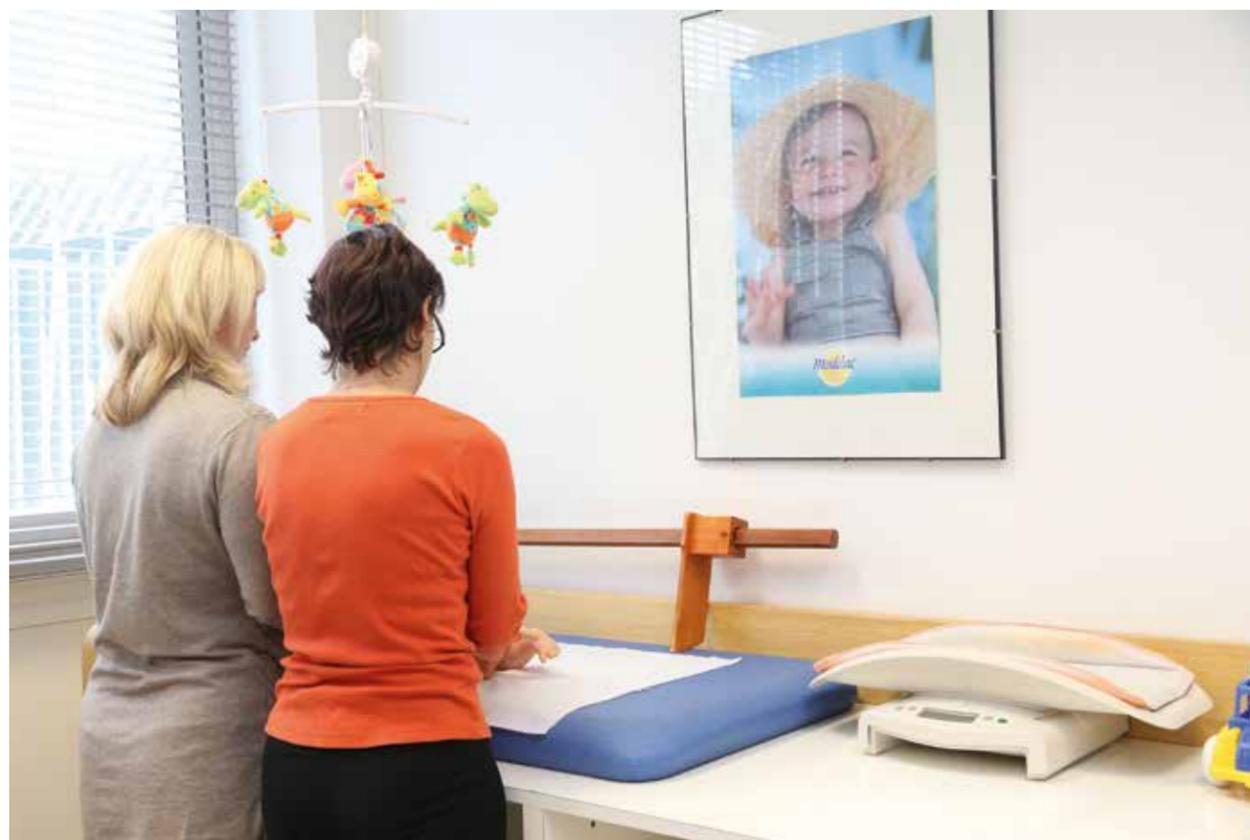
- > 1063 postes budgétaires

### BILAN DES ACTIONS 2019

- > **Relation aux usagers**  
Près de 1 200 courriers reçus en 2019, soit près de 100 courriers par mois.
- > **Schéma immobilier**
  - Emménagement du Pôle d'insertion des 2ème et 3ème arrondissements de Marseille.
  - Rénovation du pôle santé d'Aix-en-Provence.
- > **Renouvellement des marchés interprétariat et jeux et jouets**
- > **Amélioration d'un accueil social inconditionnel de qualité**
  - Une formation-action a été déployée dans les 22 MDS.
- > **Accueil des publics en maisons départementales de la solidarité**
  - L'accueil téléphonique représente 795 674 appels entrants externes, soit 52 % des appels reçus par la collectivité. 444 715 appels ont été présentés pour un taux de décroché usager de 42,55 % et un taux de décroché service de 73,08 %.
  - L'accueil et l'accompagnement des ménages : Près de 400 000 personnes ont été reçues en MDS, soit 70 % des accueils de la collectivité.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Elaboration du schéma départemental enfance-famille 2021-2025 en lien avec la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020 -2022.
- > Instruction de nouveaux projets d'ouverture de places en structures, y compris en placement accompagnement à domicile et lancement d'un appel à projet pour les foyers jeunes travailleurs (300 places), étude d'un projet de création d'un internat socio-éducatif médicalisé pour adolescents (ISEMA) avec l'agence régionale de santé (ARS) et la direction territoriale de la protection judiciaire et de la jeunesse (DTPJJ); poursuite de l'installation des places pour les MNA (315).
- > Mise en place d'un référentiel partenarial d'intervention AEA et référentiel alternative à domicile ; renforcement des interventions à domicile ; développement des actions d'alternatives au placement (internat éducatif)
- > Mise en place d'une commission sur le décrochage scolaire.
- > Identification de projets éligibles aux financements européens (programmation 2012-2028).





## PERSPECTIVES POUR 2020

La Direction poursuit ses missions et s'engage en 2020 sur :

- > La dématérialisation des frais de déplacement.
- > La dématérialisation du FSL.
- > L'ouverture de l'espace accueil enfant (EAE) et le lancement du dispositif de convoyage ;
- > La mise en œuvre d'un projet de direction 2020-2023 ;
- > Les plans d'actions liés au logement et à l'hébergement d'urgence.
- > Le renforcement des grands partenariats de l'action sociale et le développement de dispositifs et actions complémentaires.
- > La poursuite de la convention avec l'Etat sur la stratégie pauvreté, avec le développement des actions liées à l'axe sur le travail social.
- > Le développement de l'e-administration et l'implication des MDS dans la stratégie digitale du Département (expérimentation de l'usage de tablettes et d'applications spécifiques pour les travailleurs sociaux, déploiement du Wi-Fi dans les MDS, accueil numérique : mise en ligne d'un formulaire de demande de rdv ou de renseignements des MDS).
- > La réécriture du règlement intérieur du fonds de solidarité pour le logement et du plan de l'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).

### > Accueil et hébergement d'urgence des publics sans solution de logement

- Près de 280 demandes d'hébergements d'urgence auprès du service de l'action sociale par mois
- Poursuite du partenariat avec les acteurs du secteur de l'hébergement d'urgence (Etat, 115, SIAO).
- Accueil des familles réfugiées.
- Expérimentation sur l'accueil des publics seniors en vue d'un protocole d'accueil avec la ville de Marseille.
- Contribution au projet relatif à l'accès aux soins des personnes sans abri (ASSAb), sur le territoire marseillais, en partenariat avec l'hôpital européen, l'ARS, la préfecture, la direction de la cohésion sociale et la ville de Marseille.

### > Mise en place d'un dispositif d'accueil d'urgence, puis poursuite de l'accueil et de l'accompagnement des personnes évacuées, suite à l'effondrement des immeubles en centre-ville de Marseille

- Convention multipartite (Etat, ville de Marseille, Métropole, Département) avec l'association France Horizon pour poursuivre l'action engagée par les services sociaux pour l'accueil et l'accompagnement des personnes évacuées. (Plus de 4 000 personnes évacuées au cours de l'année 2019).

### > Prévention sociale et familiale

- Contribution au 5ème plan triennal de lutte contre les violences faites aux femmes : par la nomination de 30 personnes-ressources formées qui ont pour objectif de mailler le territoire départemental dans le cadre de la prévention et par l'élaboration d'un protocole d'actions Etat-Département concernant ce dispositif partenarial ; parallèlement, la DITAS pilote un comité de travail pour l'élaboration d'une charte départementale de prévention et de lutte contre ces violences ainsi qu'un dispositif dédié d'accompagnement du parcours de ces femmes.
- Participation à la lutte contre le décrochage scolaire par la participation à des cellules de veille éducative.

### > Prévention de la radicalisation

- Poursuite de la mise en place d'un réseau de personnes ressources en MDS, formées sur la prévention de la radicalisation.

### > Participation aux projets et aux actions collectives liés à la promotion de la santé, favorisant le lien social, l'insertion, le soutien à la parentalité et l'accès à la culture

- Contribution aux espaces santé jeunes, aux ateliers santé ville.
- Organisation d'ateliers sur la thématique de la préservation du toit et de l'endettement budgétaire, d'activités et de sorties culturelles familiales (pique-nique, visites de lieux, sorties à l'opéra, ateliers conte, ateliers cafés...) en transversalité avec Ensemble en Provence. 6 MDS ont participé à ce dispositif, à savoir : Marseille Littoral, Gardanne, Châteaurenard, Aubagne, La Ciotat et Salon-de-Provence.

### > Soutien du secteur associatif dans le périmètre de l'action sociale

- Le service soutient des associations qui assurent une action complémentaire aux MDS notamment par le financement d'actions d'accès aux droits des personnes en grande précarité.
- Le dispositif des mesures d'accompagnement social lié au logement (ASELL) s'appuie sur 44 opérateurs subventionnés pour la mise en œuvre de 2 001 mesures ASELL. 82 projets ont été conventionnés pour un montant total de 4 749 120 €.
- Le dispositif d'actions sociales collectives (ASC) a permis la mise en œuvre de 55 projets, portés par 38 opérateurs conventionnés pour un montant total de 1 778 488 €.

### > Soutien des ménages en difficulté : Les dispositifs d'aide mobilisés

- Le secours d'urgence aux adultes a représenté un budget de 1 524 606 €, dont 69 860 en régie.
- Régie Enfance (ASE) : 808 402 € ont été accordés à 5 236 familles.
- Les allocations mensuelles d'aide sociale à l'enfance ont représenté un budget de 4 807 274 €.
- Le financement des séjours de classes transplantées en faveur d'enfants scolarisés en zones urbaines sensibles s'élève à 30 000 €. Près de 398 enfants, issus de 21 classes du CP au CM2, ont pu en bénéficier.

### > Amélioration continue de l'accueil du public

- Contribution au pilotage de la démarche qualité de l'accueil (DQA) et à la certification des 52 sites de la DGAS : 2 MDS auditées en audit de certification et 11 en audit interne.
- 632 enquêtes de satisfaction (10 MDS) ; 98% de satisfaction globale sur l'accueil en MDS.

## > DIRECTION DES MAISONS DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (DIMEF)

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Fortes sollicitations de la direction dans le cadre de la mission parlementaire d'information sur l'aide sociale à l'enfance, de la mission interministérielle sur la prostitution des mineurs, des groupes de concertation nationaux sur différents thèmes (articulation avec l'éducation nationale, articulation avec le secteur médico social, gouvernance et contrôle des établissements).

### MISSIONS

- > Accueillir en urgence, 24h sur 24 et 365 jours par an des mineurs de 0 à 18 ans en danger, dans le cadre d'un placement judiciaire ou administratif d'une durée moyenne de 3 mois. Cet accueil repose sur les principes d'inconditionnalité de l'admission et de non exclusion.

### CHIFFRES CLÉS 2019

- > 101 077 journées réalisées pour 299 places.
- > 1 710 enfants accueillis.
- > Augmentation de 40% en 2 ans du nombre de fugueurs recueillis en vue d'un retour dans leur département d'origine.
- > 14 maisons et services (10 à Marseille et 4 hors Marseille).

### EFFECTIF DE LA DIRECTION

- > 434 agents (hors effectifs DGAS) relevant de la fonction publique hospitalière (équipes éducatives, soignantes, techniques, administratives).

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Actions éducatives

- > Adaptation de la pouponnière pour créer une unité d'accueil spécifique pour les nourrissons.
- > Pérennisation du pôle d'accueil et d'accompagnement dédié aux mineurs non accompagnés.

#### > Ressources Humaines

- > Organisation de stages d'observation et d'échanges de pratiques avec les équipes de l'ASE.
- > 1ère édition du baromètre social de l'établissement : taux de participation élevé des agents au questionnaire sur la qualité de vie au travail.

#### > Services économiques et logistiques

- > Révisions des procédures internes en vue de la dématérialisation complète des éléments comptables.
- > Formalisation des conventions (niveau de prestation, modalités d'information réciproques) avec les lieux d'hébergement destinés aux enfants accueillis hors internats.

### PERSPECTIVES POUR 2020

L'année 2020 sera consacrée à l'amélioration des prestations proposées aux enfants accueillis selon les axes de travail suivants :

- > Phase de réécriture collective du projet d'établissement et mise en œuvre du programme national de suivi médical renforcé PEGASE pour les enfants de moins de 2 ans accueillis en pouponnière.
- > Mise à jour de la cartographie des métiers et formalisation du plan d'action « Qualité de Vie au Travail ».
- > Recherche et signature de conventions avec des nouveaux sites de restauration en vue d'augmenter la qualité de la prestation à destination des jeunes accueillis.
- > Mise aux normes, classement et déplacement des archives de l'établissement sur un site adapté.

## > CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE DÉPARTEMENTAL (CMPPD)

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Elaboration d'un nouveau projet médical axé sur la pédopsychiatrie intégrative.

### MISSIONS

- > Le centre médico-psycho pédagogique départemental est habilité et financé par l'agence régionale de santé en tant qu'établissement social et médico-social (ESMS). Administrativement, c'est une direction du Conseil départemental, placée sous l'autorité du directeur général adjoint de la solidarité.
- > Le CMPPD met en place des actions dans le cadre de la prévention et des soins en santé mentale auprès d'enfants et d'adolescents de moins de 20 ans et de leur famille. Il a un partenariat privilégié avec les services de la DGA s'occupant d'enfants ou d'adolescents (PMI, ASE, maison départementale de l'adolescent, MDPH...).

### CHIFFRES CLÉS

- > File active : 1 377
- > Séances facturées : 17 593

### EFFECTIF DE LA DIRECTION

- > 39,2 postes budgétaires

### BILAN DES ACTIONS 2019

- > Suivi des recommandations du rapport de l'IGAS.
- > Développement des thérapies de groupe dans les quatre antennes du CMPP.
- > Création d'une consultation transversale dédiée au psycho traumatisme.
- > Participation de l'équipe de direction au groupement régional des CMPP.
- > Démarche qualité accueil : audit interne des antennes St Adrien et Florian et enquête de satisfaction : atteinte des attendus de la collectivité : 80% taux de « décroché service et usagers ».
- > Poursuite du renforcement de l'offre de service : embauche de deux volontaires en mission de service civique à compter du mois d'octobre 2019 et d'un contrat d'apprentissage en psychomotricité à compter du mois de septembre 2019.
- > Accueil de 22 stagiaires.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Contractualisation du premier contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) en partenariat avec l'ARS.
- > Mise en œuvre du projet médical de pédopsychiatrie intégrative.
- > Stabilisation des effectifs médicaux conditionnant le fonctionnement de la structure.
- > Actualisation de la convention CMPPD/éducation nationale et renforcement des actions pour l'école inclusive.
- > Développement des thérapies familiales et thérapies du psycho traumatisme.
- > Poursuite des liens transversaux avec les autres CMPP, tant au niveau départemental que régional.
- > Mise en conformité par rapport aux recommandations de la haute autorité de santé (HAS) pour les troubles neuro développementaux.
- > Développement du partenariat avec l'institut de rééducation psychomotrice et l'école d'orthophonie de Marseille.

## > MAISON DÉPARTEMENTALE DE L'ADOLESCENT (MDA)

**FAITS MARQUANTS 2019** > Développement de nouveaux projets de prévention en lien avec nos partenaires.

### MISSIONS

**Lieu d'accueil, de prévention et de prise en charge multidisciplinaire de l'adolescent et sa famille.**

La maison départementale de l'adolescent est un dispositif de prévention et de traitement des troubles psychiques, des troubles du développement et de la souffrance globale (psychologique, physique ou sociale) des adolescents de 11 à 18 ans et de leur famille.

- > Offrir un accueil sans rendez-vous et une prise en charge multidisciplinaire des adolescents, de courte durée, en réponse aux difficultés psychiques, éducatives, sociales, familiales et somatiques de l'adolescent et de sa famille.
- > Favoriser un travail de réseau et une articulation avec les partenaires et acteurs territoriaux.
- > Développer des projets de prévention.
- > Favoriser l'élaboration d'une culture commune sur l'adolescence en permettant un lieu accessible en ressources et expertise et en participant à des projets de recherche sur l'adolescent.

### CHIFFRES CLÉS

- > Accueils : 503
- > Rendez-vous posés : 4 145
- > Accueils téléphoniques : 8 167
- > Atelier : 239 adolescents

### EFFECTIF DE LA DIRECTION

- > 14 postes budgétaires

### BILAN DES ACTIONS 2019

- > **Une équipe pluridisciplinaire assure l'accueil et la prise en charge globale** (des suivis individuels, des guidances parentales, des ateliers hebdomadaires).
- > **Les actions de prévention se déclinent comme suit :**
  - un projet prévention suicide et mal être de l'adolescent au sein des collègues,
  - un projet avec l'éducation nationale sur les « signes de mal-être, de fragilités ou de troubles pouvant conduire à l'échec scolaire, à la déscolarisation »,
  - une action éducative ayant pour objet les comportements alimentaires des collégiens, intitulée « Bien dans sa tête, bien dans son corps »,
  - un groupe d'écoute, de partage à l'attention des parents concernés par la problématique adolescente.
  - un groupe multi partenarial sur le refus scolaire anxieux,
  - un groupe sur la santé psychique des mineurs non accompagnés,
  - pilotage et mise en place d'une journée préventive à l'Hôtel du Département. Plusieurs collégiens ont été sensibilisés à différentes problématiques.
- > **Le partenariat actif avec de nombreuses institutions et dispositifs** permettent une continuité et des suivis conjoints formalisés, dans une démarche de réseau réfléchi.
- > **Une dynamique d'enseignement et de recherche** : des séminaires cliniques mensuels, des colloques et des animations de groupes autour de la problématique adolescente.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Renforcer et stabiliser la dynamique de changement et le travail d'équipe.
- > Pérenniser les projets de prévention avec nos partenaires.
- > Renforcer le travail partenarial.



# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE



- > DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DES GRANDS PROJETS ET DE LA RECHERCHE
- > DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES TERRITOIRES
- > LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES
- > DIRECTION DE LA VIE LOCALE
- > DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES



La DGA-SDT et ses cinq directions développent les politiques publiques dont elles ont la charge au service de l'équilibre et de l'attractivité du territoire. Les actions menées recherchent à la fois la consolidation de ses points forts traditionnels et un positionnement stratégique sur les projets d'avenir. Elle mène un travail collaboratif avec l'ensemble des autres directions de la collectivité, et porte un dialogue permanent avec les différents acteurs du territoire, et notamment la Métropole. Ce travail partenarial garantissant la cohérence des différentes interventions qui contribuent au financement d'équipements de pointe, à la mutation des infrastructures de transports, au soutien aux activités économiques, à la modernisation des équipements urbains, dans un objectif de développement durable.

> Les aides aux communes, gérées par la direction de la vie locale, ont notamment porté en 2019 sur la revitalisation des centres urbains, en particulier à Marseille. Les actions engagées depuis 2015 en matière de politique de la ville et de logement ont été poursuivies avec, le succès grandissant du dispositif d'aide à la rénovation thermique des logements : Provence Eco Rénov. La montée en puissance de la Prime Air Bois et des aides à l'acquisition de voitures et vélos électriques, instaurés, fin 2018 par l'agenda environnemental a mobilisé les équipes sur l'année 2019. Enfin, dans le domaine de la vie associative, la politique d'animation en faveur des personnes du Bel-Age s'est désormais bien déployée.

> Outre la gestion de ses différentes mesures de soutien au monde agricole, la direction de l'agriculture et des territoires s'est impliquée aux côtés de la Métropole dans l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial (PAT) ainsi que dans la mise en place d'un plan de développement de l'agriculture urbaine. Elle a par ailleurs organisé divers événements dans le cadre de « MPG 2019 » afin de promouvoir les produits et producteurs du territoire.

> La direction des relations internationales et des affaires européennes s'est fortement engagée dans la production d'événements internationaux au titre de MPG 2019. Elle par ailleurs renforcé sa cellule Europe de manière à mieux mobiliser les financements européens au bénéfice de la collectivité et du territoire.

> Le laboratoire départemental d'analyses a obtenu de nouvelles accréditations COFRAC, et intervient désormais dans les mesures de la qualité de l'air intérieur dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

> La direction de l'environnement, des grands projets et de la recherche a piloté la mise en œuvre de l'Agenda Environnemental, en lien avec les principales directions du Département, la Métropole et divers partenaires tels que le GPMM pour lequel une subvention de 6M€ a été engagée afin d'accélérer le raccordement électrique des navires à quai. Elle s'est également mobilisée pour susciter et soutenir une multitude d'initiatives dans la perspective du Congrès mondial de la nature, désormais programmé en janvier 2021 et a poursuivi la mise en œuvre du Plan Mobilité. Celui-ci est à présent doté de 520M€ et a d'ores et déjà permis de soutenir plus de 30 opérations et 1,2 milliard d'euros d'investissements. Dans le domaine du tourisme et de l'attractivité, le Syndicat mixte Provence Fluviale a été créé en septembre 2019 pour développer la croisière sur le Rhône et MPG 2019 s'est déployé, sous l'égide de Provence Tourisme, avec un millier d'événements et plus de 2 millions de participants. En application du SDDUS 2019-2021, les partenariats avec les acteurs de l'enseignement et de la recherche ont été poursuivis et développés, en particulier en médecine, tandis que, dans le domaine de l'emploi, près de 800 actions ont été menées avec les acteurs économiques du territoire.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

# > DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DES GRANDS PROJETS ET DE LA RECHERCHE

FAITS MARQUANTS 2019 > MPG2019

## MISSIONS

La Direction est chargée :

- > d'accompagner ou conduire de grands projets qui contribuent à l'attractivité du territoire,
- > de porter les stratégies en matière d'environnement et d'aménagement du territoire,
- > d'apporter un soutien à la recherche et à l'enseignement supérieur,
- > de rapprocher l'offre d'emploi de la demande, notamment pour ceux qui en sont le plus éloignés,
- > de contribuer à la connaissance du territoire,
- > de mettre en œuvre la politique publique du tourisme en étroite relation avec Provence Tourisme.

## CHIFFRES CLÉS

- > Budget réalisé : 149,48 M€
- > 376,24 M€ engagés sur 34 opérations du Plan Mobilité
- > 26 584 personnes concernées par les Pactes Emploi
- > 8,1 M€ d'investissements dans l'enseignement supérieur.

## EFFECTIF DE LA DIRECTION

- > 2 directions adjointes, 5 services
- > 59 agents

## BILAN DES ACTIONS 2019

### > Environnement et aménagement du territoire

- > Le Service a participé à l'Agenda Environnemental Métropole-Département approuvé en décembre 2018.
- > Sur le plan de la biodiversité, le Département s'est fortement impliqué dans la préparation du Congrès mondial UICN qui se tiendra en janvier 2021 à Marseille.
- > En termes de qualité de l'air, deux mesures nouvelles rencontrent un net succès : au 31/12/19, plus de 1 800 aides pour l'achat d'un véhicule électrique et 1 100 aides pour l'achat d'un équipement chauffage bois labellisé ont été attribuées.

### > Observatoire du territoire

- > Le nouveau Service élabore désormais un tableau de bord socio-économique autour de 8 thématiques et d'une soixantaine d'indicateurs, avec la publication de notes thématiques périodiques.
- > Il a aussi commencé un état des lieux de la Data au sein de la Collectivité.

### > Grands projets

- > Le Protocole pour l'extension d'**Euroméditerranée** (2019-2030) a été signé le 28/05/19 avec un engagement départemental de 14,87 M€ (2,975 M€ par an sur 2019-2023). Par ailleurs, le Département a décidé d'engager un processus concerté avec Euroméditerranée sur le secteur des ABD et le bâtiment Saint-Martin d'Arenc.
- > Le Département poursuit son soutien au **Grand Port Maritime de Marseille** (GPMM) sur 2015-2020 dans le cadre du CPER et hors CPER, pour un montant de 26,516 M€. En février 2019, une convention de partenariat a approuvé le cofinancement du Département (6 M€) pour le branchement électrique des navires à quai. Le projet French Smart Port in Med a fait l'objet d'une convention-cadre (Département : 50 000 €).
- > **La Ciotat** Shipyards a bouclé le plan de financement pour son projet de développement : plateforme 4000t et village d'entreprises. Un 17ème avenant au contrat de DSP, qui en prolonge la durée de 21 ans, a été approuvé.
- > Le Syndicat mixte **Provence Fluviale** a été créé en septembre 2019. Ce SMPF réunit, autour du Département, les Communes de Tarascon, Arles, Port-Saint-Louis et Martigues ainsi que la Métropole et la CA-ACCM.
- > Le **Plan Mobilité** a engagé 376,24 M€ pour 34 opérations représentant un volume global d'investissement d'environ 1,2 Md€.
- > Pour les **nouveaux usages et services numériques**, la DEGPR a piloté - avec la DSIUN - un "startup challenge" sur le thème de l'alimentation et un "hackathon" sur le thème de la mobilité douce.
- > Le 5e « Schéma **Tourisme** » 2018-2021, élaboré par Provence Tourisme à la demande du Département, fixe la stratégie pour 4 ans, pour chaque filière et pour chaque territoire. Impulsé par le Département et porté par Provence Tourisme, **MPG2019** a été un succès grâce à 1 100 événements, avec plus de 2 millions de participants et 93 % de commentaires positifs.

### > Partenariats pour l'emploi

- > Avec **les Pactes**, plus de 700 actions menées par des acteurs économiques.
- > Dans le cadre des **conventions annuelles de partenariat avec les trois chambres consulaires**, la Route de l'Emploi, organisée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat pour les jeunes en situation d'orientation, a tenu sa 2e édition à Aubagne.
- > En matière d'événementiel, les Rendez-vous du développement se sont tenus en pays salonais/Nord Etang-de-Berre, à Aix et environs, à Marseille et environs (2), sur la ZIP/Sud Etang-de-Berre à Port-Saint-Louis.
- > **Le groupe d'experts sur l'emploi**, pluridisciplinaire, a retenu sept nouvelles actions pour 2020/2021.

### > Recherche et enseignement supérieur

- > Dans le cadre du SDDUS 2019-2021, le Département a contribué à la structuration des pôles par aide à la réhabilitation ou à la construction (IMTV-ENSAM ; Ecole Centrale), et, plus particulièrement, en matière de Santé et d'Electronique (FightCancer-IPC ; CNRS-CEA ; Equipements de pointe).
- > Le Prix Départemental pour la Recherche en Provence 2019 a reçu 43 candidatures et décerné 3 prix.
- > Le Département a favorisé l'insertion professionnelle des étudiants (réseau départemental étudiants-acteurs socioéconomiques-monde de l'ESR; dispositif AMU Entreprise ; dispositif PEPITE ; projet ID-Fab à l'Ecole des Mines Saint-Etienne à Gardanne).

## PERSPECTIVES POUR 2020

### > Environnement et aménagement du territoire

- > Le Comité de pilotage Département-Métropole souhaite que l'Agenda Environnemental continue à s'enrichir.
- > Le Congrès mondial de l'UICN, reporté en janvier 2021, fera l'objet de multiples initiatives préparatoires en 2020.
- > Etude avec la DRH des modalités pour proposer aux agents un covoiturage sur les trajets domicile-travail.

### > Observatoire du territoire

- > La production de notes thématiques périodiques sera pérennisée et élargie.
- > Un audit technique sera lancé au sein du Département pour la production et la gestion de data utilisable.

### > Grands projets

- > Un avenant de consolidation sur le contrat de DSP du port de La Ciotat va être élaboré afin d'avoir une lecture intégrée des nombreuses modifications apportées au contrat initial.
- > Le nouveau SMPF a désormais pour objectifs : des aménagements fluviaux, des aménagements terrestres et des services à quais, une offre touristique globale. Les premiers appels d'offres devraient être lancés fin 2020.
- > Le soutien du Département aux investissements portuaires pourrait être réajusté en fonction du prochain Projet stratégique 2020-2024 du GPMM.
- > Les études sur la LNPCA seront réajustées par la SNCF pour tenir compte des nouvelles orientations du projet et préparer une prochaine DUP.
- > Le Plan Mobilité sera poursuivi sur la base d'une enveloppe portée en 2019 de 300 à 520 M€.
- > Le déploiement de la fibre par SFR et Orange, en "zone moyennement dense" comme dans la zone de l'ex-RIP, fera l'objet d'un suivi attentif dans le cadre des Conventions Déploiement.
- > Le SDGP va suivre le processus d'élaboration du nouveau CPER.

### > Partenariats pour l'emploi

- > Les différents dispositifs existants seront maintenus et enrichis en 2020.

### > Recherche et enseignement supérieur

- > Le Département poursuivra la stratégie engagée pour soutenir l'émergence de pôles d'excellence sur notre territoire. Il renforcera ses actions de diffusion de la culture scientifique en particulier auprès des collégiens.

## > DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES TERRITOIRES

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Renforcement des actions en faveur de la promotion.
- > Montée en gamme des produits des Bouches du Rhône pour répondre aux enjeux alimentaires du territoire.

### MISSIONS

- > Conception et mise en œuvre de mesures de soutien aux exploitations agricoles et d'élevage (ex. : aide à l'investissement en bio) et de pêche (ex. : aide à la modernisation des navires de pêche).
- > Conduite de projet (ex. : Agrilocal13).
- > Pilotage ou co-pilotage d'opérations de promotion des produits (ex. : Salon des Agricultures de Provence).
- > Animation de commissions règlementaires (ex. : Commission Départementale d'Aménagement Foncier).

### CHIFFRES CLÉS

- > 10,5 M€ de budget consolidé, stable depuis 4 ans
- > 148 000 ha de surface agricole utile dont 25% en bio
- > 4 900 exploitations et 18 000 emplois salariés
- > 850 M€ de chiffre d'affaires agricole
- > 1er département pour la production de tomates, salades, courgettes, riz, olives

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 7 agents (4 A, 2 B, 1 C)

### BILAN DES ACTIONS 2019

Comme l'ont très clairement souligné les « Etats Généraux de Provence », l'agriculture joue un rôle stratégique pour le développement de l'économie et du territoire des Bouches-du-Rhône, légitimant une action forte de la collectivité avec pour ambition d'encourager une agriculture durable, rentable, de qualité et qui répond notamment aux besoins d'alimentation du territoire.

C'est en poursuivant ces objectifs que la direction de l'agriculture et des territoires s'est, engagée en 2019 dans :

- > l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial (PAT) pour les Bouches-du-Rhône piloté par la Métropole et le Pays d'Arles,
- > l'organisation de différents évènements au titre de l'opération « MPG 2019 » qui ont permis de valoriser les produits et le savoir-faire des producteurs des Bouches-du-Rhône,
- > la préparation d'un plan de développement de l'agriculture urbaine sur Marseille.

### > Les résultats de 5 actions/projets emblématiques :

#### Le soutien à l'investissement dans les exploitations bio :

- > Un dispositif plébiscité par les exploitants bio ou en conversion confrontés à des problèmes de rendement.
- > Une aide plafonnée à 40 % des dépenses éligibles, dans la limite de 50 000 €. d'investissement/exploitation : financement de 170 projets en 4 ans (dont 61, soit + 134 % en 2019) : arboriculture 34 %, maraichage 15 %, viticulture 15 %, oléiculture 11 %, élevage et cultures fourragères 10 %, polyculture-élevage 8 %, riz et grandes cultures 4 %, divers 3 % ; 4,2 M€ d'investissement ; 1,758 M€ d'aide consolidée du Département ; une aide moyenne de 10 341 €/exploitation.

### > Le Salon des Agricultures de Provence :

- > Une manifestation d'envergure organisée avec la Métropole, le Pays d'Arles et la Chambre d'Agriculture au domaine du Merle à Salon de Provence pour présenter l'agriculture/élevage des Bouches-du-Rhône, valoriser ses produits auprès du grand public et donner la parole aux professionnels.

- > Le succès confirmé de la 4ème édition placée sous les auspices de MPG 2019 (accueil de l'AG du réseau Agrilocal et banquet populaire en nocturne) : 59 000 visiteurs (+18 %) dont 68 % du département ; 202 exposants (111 producteurs et éleveurs, 25 équipementiers, 66 OPA) ; 1 000 animaux présentés ; 1 650 scolaires et collégiens accueillis ; 93 % des personnes interrogées satisfaites ou très satisfaites ; plus de 50 % d'entre elles ont dépensés entre 20 et 60 € dans l'achat de produits locaux ; plus de 8 000 repas servis sur place ; Budget 2019 : 0,595 M€, dont 0,255 M€ votés par le Département (43 %).

### > Le dispositif « Agrilocal 13 » :

- > Une plateforme internet de mise en relation de l'offre (producteurs...) et de la demande (Communes ; collèges...) de produits locaux dans le cadre d'une démarche structurée d'approvisionnement local (adhésion au réseau Agrilocal le 01/01/17 ; site opérationnel depuis le 01/09/2017).
- > Une montée en charge du dispositif qui se confirme au 31/12/2019 : 97 acheteurs (75 % de collèges) et 190 fournisseurs (¾ de producteurs et ¼ de plateformes et artisans de bouches) inscrits ; 1 170 produits référencés ; 0,130 M€ de CA en 2019 (+ 28 %).

### > Le Fonds Départemental de Gestion de l'Espace Rural (FDGER) :

- > Un dispositif en faveur de la reconquête de friches agricoles, enjeu stratégique dans un département soumis à une très forte pression foncière et au risque incendie : 3 950 ha reconquis depuis l'origine (2,6 % de la SAU).
- > Le FDGER « classique », une aide variant de 40 à 80% des investissements de remise en état des parcelles dans la limite de 0,100 M€ d'investissement/exploitation : 30 projets financés en 2019 (60 % de « jeunes installés » et 60 % de Bio) ; 127 ha reconquis ; 0,942 M€ d'investissement ; 0,586 M€ d'aide du Département ; une aide moyenne de 19 533 €/ exploitation et de 4 614 €/ha.
- > Le FDGER « DFCI », une mesure spécifique pour prévenir le risque incendie en piémont ou en cœur du massif : 7 projets financés ; 20 ha reconquis (plantation de vignes, d'oliviers, maraichage) ; 0,204 M€ d'investissement ; 0,163 M€ d'aide du Département (80 %) conditionnés à un engagement d'entretien ; un dispositif qui se heurte à des contraintes règlementaires (exigibilité de la taxe de défrichement).

### > L'aide à la modernisation de la flotte de pêche artisanale :

- > Une aide de 25 %, en complément de la Région, pour soutenir dans la limite de 0,120 M€/projet les investissements de modernisation/ sécurité/ amélioration des conditions de travail de la flotte de pêche artisanale.
- > Un dispositif en progression très apprécié des professionnels : 17 projets financés (64 % Marseille ; 12 % Port-Saint-Louis ; 12 % Martigues ; 6 % Le Rove ; 6 % Port-de-Bouc) ; 2,631 M€ d'investissement ; 0,276 M€ d'aide.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Finalisation de la stratégie et identification des premières actions concrètes dans le cadre du PAT.
- > Mise en œuvre des premiers projets dans le cadre du plan de développement de l'agriculture urbaine piloté par la Métropole.

# LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

## FAITS MARQUANTS 2019

> Evaluations COFRAC de surveillance et d'extension.

## MISSIONS

En exerçant ses actions de prévention, de dépistage et de contrôle dans les domaines de la santé humaine, l'environnement, la qualité de l'eau, la sécurité alimentaire, la protection des végétaux et de la santé animale, la qualité de l'air intérieur, le laboratoire répond aux priorités du Conseil départemental concernant la protection de la population du département, de ses cheptels et de ses productions agricoles.

- > Mener toute action en matière d'analyses, d'essais, de prélèvements, d'audits techniques, de formations dans ses domaines de compétences.
- > Participer à la veille sanitaire en santé animale et en santé végétale (en application de la loi NOTRe et du décret sur les laboratoires départementaux du 30/12/15).
- > Contribuer à la mise en œuvre des politiques publiques départementales dans le domaine de la jeunesse (plan Charlemagne) et de l'exigence sociale, de l'attractivité économique et du rayonnement du territoire, de l'équilibre et de la préservation du territoire, de la santé.

### Le laboratoire, ce sont :

- > 6 domaines d'activités : biologie médicale, biologie vétérinaire, sécurité alimentaire (microbiologie et chimie), hydrologie (eaux potables, eaux de loisirs, eaux chaudes sanitaires), phytopathologie, qualité de l'air intérieur.
- > Des activités supports : prélèvements, audits, formations, conseils, collecte des échantillons, une unité relation clientèle avec un technico-commercial, administration et hygiène et sécurité.

## CHIFFRES CLÉS

- > 6,53 M€ de budget
- > 18 000 échantillons alimentaires, 4 200 échantillons d'eau de piscine
- > 26 084 prélèvements alimentaires et eaux, 450 audits et 35 formations
- > 49 281 dossiers de biologie médicale, 19 175 recherches de HIV
- > 2 850 recherches de la bactérie Xylella fastidiosa
- > 671 devis, 284 nouveaux contrats, 11 appels d'offres, 13 conventions

## COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 4 laboratoires techniques
- > 3 pôles supports
- > 71 agents

## BILAN DES ACTIONS 2019

### > Laboratoire de biologie médicale

- > Augmentation du volume de télétransmission pour les patients ayant une couverture sociale, permettant un remboursement par la CPAM.
- > Augmentation importante du nombre de dossiers due à une augmentation de l'activité des consultations au niveau des CeGIDD (Infection sexuellement transmissible avec une priorité chez les jeunes, suivi des épidémies), au niveau des CLAT (suivi de la problématique de la tuberculose), et de la PMI (accompagnement médical des grossesses dans une population précaire).
- > Partenaire actif dans les campagnes de dépistage du cancer du col de l'utérus (journée nationale).

### > Laboratoire de biologie vétérinaire

- > Légère diminution du nombre d'analyses réalisées dans le cadre de la prophylaxie des ruminants, du diagnostic vétérinaire et de la recherche de salmonelles dans l'environnement des productions animales.
- > Augmentation du nombre d'analyses réalisées dans les domaines achats (mouvement) et police sanitaire.
- > Nombre d'analyses pour le diagnostic d'avortement des ruminants stable.

### > Laboratoire de contrôle sanitaire des aliments, des eaux et des baignades (CSAEB)

- > Mise en place d'une étude environnementale sur la qualité des coquillages dans le département pour valoriser la production locale
- > Assistance à la maîtrise de l'hygiène en cuisine centrale pour de grosses structures hospitalières
- > Suivi du contrôle sanitaire officiel des eaux de loisirs (piscines et mer) à la demande de l'ARS PACA
- > Augmentation des auto-contrôles des eaux de consommation, des recherches de légionnelles dans les ERP et TAR.
- > Développement de la collaboration avec la DDPP13 dans le cadre d'inspections ou toxi-infections alimentaires.

### > Laboratoire de contrôle sanitaire agronomique et environnemental (CSAE)

- > Maintien des activités en lien avec le contrôle officiel (chimie, végétal et eaux) et la surveillance des zones de production des coquillages de tout le bassin méditerranéen.
- > L'agrément du LDA13 pour l'analyse des métaux dans les produits de la pêche/produits carnés est suspendu. En parallèle, le laboratoire s'est doté d'un nouvel automate. La validation de la méthode est en cours pour une levée de suspension prévue en mars-avril 2020.
- > Le CSAE reste un acteur principal et un soutien très apprécié par la filière maraîchage du Département.
- > Le service a mis en place la recherche de 2 nouveaux champignons sur maïs et la mesure de la qualité de l'air intérieur dans les ERP. L'attestation COFRAC permettra de réaliser les analyses de QAI dans les collèges et les ERP.

### > Pôle Assistance technique (PAT)

- > Le pôle réalise, en collaboration avec la DEC et la DRH, les actions de formations et d'audits dans tous les collèges du département pour vérification des plans de maîtrise sanitaire (PMS).
- > Le service joue un rôle important dans la prévention du risque de légionellose par la surveillance des réseaux d'eau chaude sanitaire dans tous les collèges et les autres bâtiments départementaux.
- > Surveillance des eaux des 8 ports départementaux, des eaux de baignades, des potabilités des sites départementaux.
- > Réalisation des prélèvements dans le cadre de la surveillance sanitaire des zones de production de coquillages.
- > Mise en place de prélèvements en Qualité de l'Air Intérieur.

### > Démarche qualité

- > Un audit COFRAC de surveillance et d'extension sur la qualité de l'air intérieur et d'autres paramètres analytiques s'est déroulé avec succès en 2019 dans tous les secteurs sauf la biologie médicale.

## PERSPECTIVES POUR 2020

- > Le laboratoire de biologie médicale disposant d'une accréditation dans chaque secteur, a atteint les 100% d'analyses accréditées à l'issue de l'audit COFRAC de janvier 2020
- > Le laboratoire de biologie vétérinaire prévoit de suivre la mise en application du Plan élevage, sécurité alimentaire et développement du territoire rural en collaboration avec la DAT et le GDS13. Il est prévu de demander un agrément pour la BVD avec la mise en place des différentes techniques permettant de suivre le plan mis en place suite à la publication de l'arrêté ministériel de Juillet 2019.
- > Le CSAEB développe les méthodes d'analyses conformément à la réglementation en vigueur et en fonction des besoins des clients du département. Il est envisagé de mettre en place la recherche des germes témoins d'hygiène dans les coquillages par méthode automatisée plus rapide.
- > Le CSAE met tout en œuvre pour récupérer son agrément métaux dans les produits de la pêche/produits carnés en début 2020 et travaillera sur l'analyse de métaux dans l'eau. Il va demander l'agrément pour la recherche des toxines paralysantes dans les coquillages par méthode chimique. Ce développement nécessitera deux ans et permettra de conserver l'intégralité de la surveillance des coquillages de tout le pourtour méditerranéen.
- > Le Pôle AT assurera le suivi des plans d'action du Département en lien avec les directions (notamment le plan Charlemagne), le suivi du marché de l'ARS et soutiendra le pôle relation clientèle dans sa démarche commerciale.
- > En janvier et octobre 2020, dans le cadre de sa démarche qualité, le LDA connaîtra une évaluation de surveillance et d'extension de son accréditation COFRAC en biologie médicale et pour la recherche des métaux lourds dans les aliments.
- > En 2020, les partenariats avec les directions du Département seront reconduits et développés afin d'augmenter les recettes d'activités.
- > La démarche commerciale sera développée. Tournée en priorité vers les communes et les industriels du département, elle se poursuivra par des actions de communications et le démarchage des PME.

## > DIRECTION DE LA VIE LOCALE

FAITS MARQUANTS 2019 > Création de nouveaux dispositifs d'aides au titre de l'agenda environnemental

### MISSIONS

La Direction de la vie locale est chargée de mettre en œuvre, administrer, suivre et évaluer les politiques publiques départementales en matière :

- > d'aide aux communes,
- > de soutien au tissu associatif,
- > de politique de la ville
- > de réhabilitation et de production de logements locatifs sociaux publics (et parfois privés).

A travers ses missions, elle accompagne les projets visant à un développement équilibré du territoire en tenant compte des aspects environnementaux et sociaux du développement.

### CHIFFRES CLÉS

- > 175 M€ de subventions payées aux communes
- > 299 rapports présentés en commission
- > 5736 aides aux particuliers pour l'achat de véhicules électriques (voitures et vélos)
- > 2 213 aides allouées au titre de Provence Eco Rénov
- > 79 000 colis de Noël remis aux personnes du bel-âge

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 3 services : communes ; vie associative ; politique de la ville et de l'habitat
- > 81 agents

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > L'aide aux communes s'affirme comme l'élément d'équilibre entre tous les territoires pour faire des Bouches-du-Rhône un département attractif et équitable.

Les aides attribuées aux communes en 2019 (hors Marseille) se sont élevées à 99 M€ et ont permis d'améliorer la qualité des services et des équipements pour les habitants de notre département et de constituer un levier économique pour les artisans et les entreprises locales.

Les dispositifs généralistes représentent 70% du budget de l'aide aux communes avec :

- > les contrats départementaux (12 nouveaux contrats passés en 2019) ;
- > les travaux de proximité (497 dossiers pour 25 M€) ;
- > le FDADL (51 dossiers pour 6,5 M€).

D'autres aides, plus spécifiques, viennent compléter ce socle principal afin de soutenir le financement des investissements communaux dans des domaines stratégiques pour l'attractivité de nos territoires. Pour 2019, l'ensemble des dispositifs ont été reconduits. On retiendra :

- > le soutien à la mise en œuvre du Plan Air-Energie-Climat territorial avec 78 dossiers votés pour 5,9 M€,
- > la mise en accessibilité des bâtiments communaux pour 2 M€ et 26 dossiers,
- > l'aide aux acquisitions foncières et immobilières pour la création de logements sociaux et la requalification urbaine avec 1,8 M€ de subventions, soit 13 dossiers votés,
- > l'aide à la sécurité publique, 89 dossiers votés pour 4 M€,
- > l'aide au développement de la Provence numérique, 1,5 M€ d'aides pour 42 dossiers,
- > l'aide à l'amélioration de la forêt communale et la protection de l'incendie, 1,5 M€ d'aides attribuées pour 93 demandes.

L'année 2019 ayant été marquée par l'année de la gastronomie, le Département a accompagné, à titre exceptionnel, les communes dans leurs projets d'investissement liés à cette thématique. On compte 23 dossiers pour 2,9 M€.

Par ailleurs, la création d'une aide aux particuliers pour l'achat de véhicules électriques (voitures/vélos) a été un succès puisque 5 736 subventions ont été accordées représentant un montant total de 10 M€.

Dans le cadre du partenariat 2016/2019 avec la ville de Marseille, 196 M€ d'aides ont été attribuées pour les équipements de proximité de la ville et pour accompagner les grands projets structurants.

Pour prolonger l'effort d'amélioration des espaces publics et des voiries de compétence métropolitaine, des subventions ont été attribuées pour la redynamisation du centre-ville marseillais afin de le rendre plus attractif (32 M€ pour « Marseille - Ambition centre-ville » et 9 M€ pour la réhabilitation du cours Lieutaud) et pour la revitalisation des centres urbains du territoire métropolitain (17,8 M€).

#### > Dans le domaine de la vie associative, le travail s'est poursuivi pour :

- > améliorer la lisibilité de l'action départementale en matière associative,
- > maîtriser les délais d'instruction des dossiers tout en renforçant significativement la qualité technique de celle-ci,
- > faciliter la mise en œuvre de projets en direction du monde associatif.
- > Ainsi les actions ont visé à :
- > promouvoir la solidarité active et accompagner les publics les plus fragiles,
- > soutenir les modes de gardes (crèches et haltes garderies) par un soutien en fonctionnement et en investissement pour la création d'équipements nouveaux : plus 15 000 places de crèches agréées ont ainsi été aidées en 2019.

Le service de la vie associative est le premier instructeur de dossiers associatifs de la collectivité avec plus de 1600 dossiers instruits, pour plus de 17 M€ de subventions.

La politique publique d'animation en faveur des personnes du Bel-Age s'est poursuivie avec un soutien constant à l'association Energies solidaires 13, aux actions d'animations ainsi qu'à la distribution des colis de Noël.

Dans le cadre de la Lutte contre les discriminations, une manifestation a été organisée pour la journée internationale de la femme, en lien avec Marseille Provence Gastronomie, sur le thème de l'accès des femmes aux métiers dits « masculins », et un colloque intitulé « premiers pas vers l'égalité » du CIDFF a été accueilli en novembre à l'Hôtel du Département sur les stéréotypes éducatifs dès le plus jeune âge. Les associations membres du COLD ont poursuivi leur travail.

Enfin, plus de 60 personnes, ont pu bénéficier de la formation gratuite des dirigeants bénévoles responsables d'associations.

#### > Concernant la politique de la ville et les centres sociaux, les actions engagées depuis 2015 ont été poursuivies :

- > Dans le secteur de l'animation sociale, le soutien apporté en fonctionnement aux associations, aux structures et aux actions à travers l'aide départementale aux contrats de ville et aux aides en fonctionnement s'est poursuivi, avec près de 2,25 M€ consacrés au financement de 536 projets dont un projet de médiation sociale sur le territoire d'Aubagne qui a été lancé en partenariat avec l'ADDAP. Un montant de 1,16 M€ a été consacré à l'investissement avec le financement de 12 projets portés par des bailleurs sociaux ou des associations dont un projet novateur de tiers lieu culinaire avec la société ERILIA sur le quartier du Plan d'Aou.
- > Les 96 centres sociaux du département ont été soutenus pour leur fonctionnement à travers la convention cadre des centres sociaux, l'accompagnement de 144 projets portés par ces structures ainsi que le financement de 38 postes d'Animateur Prévention Jeunes (APJ) principalement dans les Centres Sociaux des quartiers prioritaires pour un montant total de 3 128 000 €.

#### > Dans le domaine du logement et de la rénovation urbaine, l'intervention départementale a permis :

- > La construction de 790 logements neufs dans le parc public et la réhabilitation de 1 538 logements pour une aide globale de 14,78 M€.
- > La poursuite du partenariat des 7 dispositifs OPAH sur l'ensemble du territoire avec les aides aux travaux réalisés par 196 propriétaires dont 12 bailleurs pour un montant de 507 590 €.
- > Le dispositif Provence Eco Rénov, pour l'aide aux travaux concernant la rénovation énergétique des logements a aidé 1 734 propriétaires occupants pour un montant global de 3 113 918 €, soit un total de 4 324 bénéficiaires depuis le début de l'opération.
- > Le dispositif ADAPA (Aide départementale à l'accession à la propriété dans l'ancien) a permis l'octroi de 223 000 € de primes à 65 bénéficiaires dont 16 jeunes accédant à la propriété et 6 bénéficiaires sur les périmètres d'éradication de l'habitat indigne.
- > La participation aux réunions de préfiguration des 23 nouveaux programmes nationaux de rénovation urbaine et du programme d'aide aux copropriétés dégradées, dont le NPNRU de Miramas signé le 13 décembre 2019 et aux réunions de suivi et de pilotage des 17 programmes de rénovation urbaine et du PNRQAD du centre ancien de Marignane, en voie de clôture.
- > Le dispositif Prime Air Bois visant à lutter contre la pollution de l'air par une aide de 1 000 € pour l'achat d'un équipement de chauffage au bois a permis d'aider 1 098 personnes en 2019.

## > DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Création d'une cellule Europe contribuant à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie départementale de mobilisation de financements externes issus des fonds et programmes européens.
- > Large contribution aux actions et à la promotion de MPG 2019 sur le territoire et à l'international.

### MISSIONS

- > Contribuer à l'attractivité internationale du territoire de Provence dans un objectif de création de richesse.
- > Positionner la collectivité comme un acteur de poids dans la dynamique européenne du territoire.
- > Maintenir l'aide de solidarité internationale en faveur des populations les plus fragiles.

### CHIFFRES CLÉS

- > Budget alloué à la direction 1.391 M€
- > Budget réalisé : 92%
- > 5 missions internationales : 3 conventions signées, promotion du territoire sur 4 zones euro-méditerranéennes
- > 66 associations et réseaux de référence du département soutenus
- > 15 manifestations de promotion de l'attractivité internationale de la Provence organisées et soutenues
- > L'action de la DRIAE a permis l'obtention de 7,5 M€ par des acteurs du territoire
- > 411 jeunes ont bénéficié d'une mobilité internationale

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 14 agents dont 1 collaborateur à Bruxelles
- > 3 pôles opérationnels et 2 pôles administratifs

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Contribuer à l'attractivité internationale du territoire de Provence dans un objectif de création de richesse

- > **Animation de réseaux** : marketing territorial et diplomatie économique afin de contribuer à l'investissement de capitaux étrangers en Provence en mobilisant les consulats étrangers basés à Marseille et favoriser les partenariats. 5 dispositifs mis en œuvre : Visites de sites exemplaires du territoire ; Suivi des retombées de ces visites et diffusion de supports de communication ; Manifestation de lancement de MPG2019 à Marseille, « Les Halles internationales de la Gastronomie », à l'initiative du Corps Consulaire de Marseille et en partenariat avec l'Union des Chambres de Commerce et Clubs d'Affaires Bilatéraux, 1700 participants ; « Dîner des Consuls et de la Provence internationale » (75 consuls et 100 acteurs internationaux de Provence).
- > **Dynamique événementielle** locale à dimension internationale en contribuant à des manifestations exemplaires relatives au partenariat euro-méditerranéen telles que la 3ème édition du Forum « Emerging Valley », et l'Assemblée plénière du Conseil de Provence (dans le cadre du dialogue du 5+5 du Sommet des Deux Rives à Marseille).
- > **Accueil de délégations étrangères**, afin de renforcer la lisibilité des atouts et des compétences du territoire départemental, par exemple l'accueil de la délégation de hauts fonctionnaires allemands du Baköev à l'HD13.
- > **Promotion de la Provence à l'international** : déplacements politiques, coopération décentralisée, et événements internationaux. Cinq missions internationales conduites par la Présidente ou le Délégué ont permis la signature de trois conventions et la promotion du territoire sur 4 zones euro-méditerranéennes :

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Ouverture de la Maison Départementale de Lutte contre les Discriminations en 2020, structure d'accès aux droits ouverte aux associations et au public suite aux travaux du Comité d'Orientation et de Lutte contre les Discriminations.
- > Création de dispositifs de l'aide aux communes en faveur de l'environnement.
- > Mise en place des Nouveaux Programmes de Rénovation Urbaine et de l'accord partenarial en faveur des copropriétés dégradées.



## PERSPECTIVES POUR 2020

- > Soutenir les événements internationaux majeurs : préparation du Congrès Mondial de la Nature de l'IUCN, la Saison Africa 2020, le Sommet Afrique France 2020.
- > Pérenniser les dispositifs mis en place dans le cadre du partenariat avec le Corps Consulaire.
- > Accompagner la mise en œuvre des 17 ODD de l'Agenda 2030, par un soutien aux opérateurs et à la solidarité internationale, et par la mise en œuvre de projets portés en propre.
- > Conforter les coopérations techniques sur des thématiques nouvelles telles que le développement durable, l'environnement et les thématiques connexes (tourisme durable, alimentation durable, ...).
- > Maintenir les dispositifs favorisant citoyenneté européenne et mobilité internationale des jeunes.
- > Accompagner les directions de la collectivité, les communes et les acteurs du territoire dans les dépôts de demande de subvention au titre des fonds européens sur la dernière année de programmation 2014-2020.
- > Préparer la période de programmation 2021-2027 (lobbying, information et formation des agents de la collectivité et des acteurs du territoire).
- > Pérenniser la participation de la collectivité à la « Semaine européenne des régions et des villes » et ainsi développer encore davantage ses réseaux afin d'accroître les opportunités de partenariat.



- **Maroc** : Signature d'accords de partenariat entre structures de développement économique du territoire et du Maroc ; déplacement porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec le soutien du Département.
  - **Arménie** : Signature de convention entre le Musée Institut du Génocide des Arméniens, le Camp des Milles et le Département (échanges culturels, formation). Signature de Convention entre le Château de la Buzine, la fondation Aznavour et le Département (échanges culturels).
  - **Israël** : Signature de convention entre le Camp des Milles, le Mémorial Yad Vashem et le Département (échanges culturels, formation) ; déplacement porté par la Métropole avec le soutien du Département.
  - **Italie** : Réception d'un prix pour MPG2019 à Rimini et inauguration de l'opération Bonjour Provence à Gênes.
- > **Mise à l'honneur de la Provence et de MPG à l'international** avec le MEAE et Provence Tourisme dans le cadre de l'édition 2019 de « Goût de France » : opération lancée depuis Paris par un événement promotionnel de l'art de la table de Provence, avec 3 villes priorisées: New-York, Bruxelles et Séoul.

### > Positionner la collectivité comme un acteur de poids dans la dynamique européenne du territoire

#### > Soutien aux dispositifs facilitant l'émergence d'une citoyenneté européenne :

- **Fête de l'Europe 2019** : manifestation à Aix-en-Provence le 9 mai 2019 sélectionnée par un appel à projets départemental, avec environ 2 000 participants à cet événement.
- **13ème concours de la Maison de l'Europe de Provence** : participation de plusieurs milliers de collégiens du département et de 3 collèges étrangers. La remise de prix s'est déroulée devant 150 personnes à l'HD13.
- **Soutien au Centre d'Information Europe Direct** qui vise à rapprocher les citoyens de l'Europe.

#### > Mobilité des jeunes, utilisée comme un outil de renforcement de l'employabilité des jeunes :

- 411 jeunes ont bénéficié d'une mobilité internationale d'une durée comprise entre 2 et 12 mois.
- 914 000 euros de financements européens ont été captés (IEJ, Erasmus +, agence du service civique).
- Intervention de la collectivité lors de la 5ème université européenne de l'AFCCRE (mobilité européenne comme facteur d'insertion des jeunes).

#### > Recherche de financements et accompagnement au montage de projets :

- **Initiative pour l'Emploi des Jeunes** : partenariat unique en France entre le CD13 et les services de l'Etat, afin de soutenir les projets alliant mobilité internationale et accompagnement des jeunes vers l'emploi. Les actions d'information du CD13 ont permis l'obtention de 7,5 millions d'euros par des acteurs du territoire.
- **255 000 euros** obtenus au titre de l'initiative WiFi4EU par 17 communes des Bouches-du-Rhône qui ont reçu chacune un coupon d'une valeur de 15 000 euros pour l'installation de points d'accès WiFi.
- **Accompagnement de la DITAS** dans le dépôt de demande de subvention au titre du Fonds Européen pour le Développement Régional de 180 000 euros, pour financer la mise en œuvre du numérique au sein des MdS.
- **Organisation, avec l'ATD13**, de 2 sessions de formation à destination des élus du département sur la captation de financements européens (participation de 25 communes).
- **Mise en place de référents** Europe au sein des directions opérationnelles de la collectivité afin de permettre l'échange d'information, et de soutenir le montage et la gestion de projets dans leurs directions respectives.

#### > Suivi de la réglementation, des politiques et des instruments de financement européens

- Travail de lobbying dans le cadre de la préparation du futur budget de l'Union pour la période 2021-2027 afin de défendre les intérêts de notre territoire.

#### > Réseautage et rayonnement du territoire auprès des acteurs européens

- Participation de la collectivité à la plus grande manifestation européenne à destination des autorités locales, la « **Semaine européenne des régions et des villes** », dans le but de faire connaître les actions du Département pour un déploiement du numérique.

### > Maintenir l'aide de solidarité internationale en faveur des populations les plus fragiles

- > Par le soutien et l'animation des associations et réseaux de référence du département actifs à l'international: Dispositifs de coopération-développement et d'inclusion sociale et économique (tels que ceux portés par Santé Sud, l'Institut de la Méditerranée, ou l'Association internationale des Forêts méditerranéennes) visant à répondre aux 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 dans les pays en développement.

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

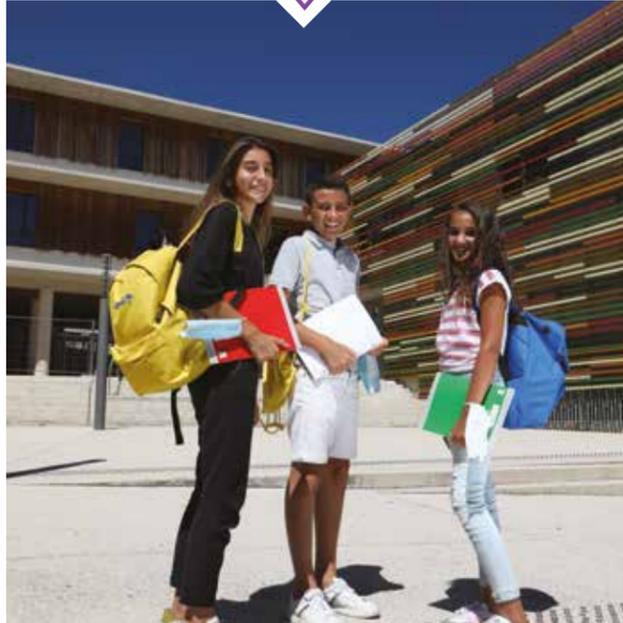
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



## Les missions de la Direction Générale de l'Équipement du Territoire consistent à :

- > gérer et construire les routes départementales,
- > mener la politique éducative du Département pour les collégiens,
- > gérer la forêt, en la protégeant notamment contre l'incendie, les domaines départementaux et les espaces naturels sensibles,
- > garantir la fonction de maître d'ouvrage de l'institution, dans le champ de ses compétences obligatoires, et mettre en œuvre les dispositions nécessaires à l'élaboration de la programmation et des études intervenant en amont du démarrage des projets,
- > assurer la maintenance, la rénovation et la construction de tous les bâtiments que l'institution occupe en tant que propriétaire ou locataire, hormis l'Hôtel du Département.



- > DIRECTION DES ROUTES ET DES PORTS
- > DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES COLLÈGES
- > DIRECTION DE LA FORÊT ET DES ESPACES NATURELS
- > DIRECTION DES ÉTUDES, DE LA PROGRAMMATION ET DU PATRIMOINE
- > DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
- > DIRECTION MAINTENANCE ET EXPLOITATION
- > DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ ET DE L'INFORMATIQUE MÉTIERS



# DIRECTION DES ROUTES ET DES PORTS

## FAITS MARQUANTS 2019

> déménagement des services du siège

## MISSIONS

La Direction des Routes et des Ports :

- > met en œuvre les politiques publiques routes, sécurité routière, pistes cyclables et ports départementaux,
- > participe aux réflexions sur l'organisation des réseaux de déplacements routiers prenant en compte la politique de développement des transports collectifs,
- > assure la gestion de la voirie départementale : l'aménagement, l'exploitation, l'entretien, en intégrant la lutte contre l'insécurité routière, la prise en compte des conditions de circulation et l'intégration dans l'environnement,
- > participe financièrement à la réalisation d'autres infrastructures routières,
- > gère et aménage huit ports départementaux,
- > soutient des activités de développement maritime.

Pour relever le défi de la mobilité et pour desservir en priorité les pôles de développement, un plan d'investissements routiers de 80 M€ annuels a été mis en place dans le cadre du projet « la Provence de demain », issu des Etats Généraux de Provence (EGP).

La politique publique d'aménagements routiers du Département se décline en trois axes :

- > les interventions sous maîtrise d'ouvrage départementale qui s'inscrivent dans le cadre du schéma directeur routier découlant des conclusions des EGP,
- > les participations financières du Département aux opérations routières réalisées sous autres maîtrises d'ouvrage,
- > l'entretien et l'exploitation du réseau routier départemental pour la sécurité des usagers et la pérennité du patrimoine.

## CHIFFRES CLÉS

- > 2 975 km de routes
- > 1 600 ouvrages d'art
- > 8 ports départementaux

## COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 633 agents
- > 5 services au siège
- > 3 unités territoriales
- > 24 centres d'exploitation

## BILAN DES ACTIONS 2019

- > **8 opérations** en 2019 ont été arbitrées favorablement pour pouvoir être engagées en études, en acquisitions foncières et en travaux, et notamment :
  - la réparation du pont suspendu de Rognonas (RD570n),
  - l'aménagement du giratoire nord à Sénas (RD7n).
- > **3 opérations** significatives ont été mises en service en 2019 :
  - l'aménagement du carrefour du Verdalaï sur la RD,
  - l'aménagement entre Grans et Salon-de-Provence sur la RD16 avec suppression du Passage à niveau,
  - la RD20e à Marignane (liaison entre RD9 et RD48).
- > S'agissant des **aménagements cyclables**, les Etats Généraux de Provence ont conduit à la mise œuvre d'un plan d'investissements sans précédent. Bénéficiant d'une enveloppe de 40 M€ sur une période de cinq ans, ce plan « vélo » vise à doter notre Département d'un grand réseau cyclable répondant à un large éventail de pratiques. A ce titre, 14,6M€ ont été investis en 2019, soit 11 opérations lancées, pour un linéaire de 12,3 km, parmi lesquelles l'aménagement cyclable entre l'Avenue du Lubéron et la ZA des Saurins (Rd 7n), la voie verte au sud de Salin-de-Giraud (Rd36d), la piste cyclable à St Martin de Crau permettant d'offrir une liaison entre l'Ecopole et la Gare (Rd24), ou la piste cyclable D20e à Marignane. A l'horizon 2024, 200km de pistes cyclables auront été réalisés depuis 2015.

### > Entretien routier

> En plus de ces opérations, un programme quinquennal de renforcement de chaussées a été initié dès 2018. Doté d'une enveloppe de 40 M€, il vise au renforcement de structure des chaussées sur les réseaux structurant et économique de liaison, afin d'allonger leur durée de vie et donc de préserver le capital investi dans le patrimoine routier.

> Pour ce type de travaux, 3,9 M€ ont été réalisés en 2019.

> Cette stratégie est la seule à même de maintenir de manière pérenne le niveau de service de notre réseau afin de conserver l'attractivité du territoire bucco rhodanien. Elle permet aussi de ne pas faire supporter d'importants travaux de reconstruction par les générations futures (dette grise). Ce programme constituera par ailleurs le support de la mise en œuvre de solutions routières innovantes.

### > Exploitation de la route

> Le CIRD (Centre d'Information des Routes Départementales), en fonctionnement 24H/24, a traité 2200 événements. En majorité, ces événements concernent des obstacles (29%), les accidents (26%) et les matières répandues sur la chaussée (16%).

### > Sensibilisation à la sécurité routière

> L'action volontariste du Département en matière de sécurité routière s'est poursuivie à travers plusieurs interventions ayant permis de sensibiliser près de 19 000 collégiens. Des actions en collaboration avec d'autres partenaires (Etat notamment et associations) ont touché plus de 76 000 personnes.

### > Services économiques et logistiques

> En sa qualité de gestionnaire du domaine public le Département a multiplié les travaux significatifs pour assurer la sécurité (vidéo protection déployée sur l'ensemble des ports), le confort d'usage (rénovation ou installation de grues de levage, réfection de locaux) l'accès aux personnes à mobilité réduite. L'image des ports est également à l'ordre du jour avec le renouvellement complet de la signalétique et l'inscription dans le label « Ports propres ».

> En sa qualité de financeur, le Département a notamment soutenu la SNSM (Société Nationale de Sauvetage en Mer) pour lui permettre de mener à bien ses opérations de secours en mer.

## PERSPECTIVES POUR 2020

- > Le budget 2020 prévoit :
  - 10,3 M€ en fonctionnement dont 6,6 M€ consacrés à l'entretien et à la gestion du réseau et 2 M€ pour le fonctionnement du Syndicat Mixte des Traversées du Delta du Rhône,
  - 67 M€ en investissement,
  - 10 M€ de crédits travaux ont été inscrits pour les deux roues.
- > En parallèle des opérations de travaux, les études préliminaires du pont de Barcarin ont été lancées.



## > DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES COLLÈGES

### FAITS MARQUANTS 2019

> 3 ans du plan Charlemagne - 2,5 milliards d'euros, sur 10 ans.

### MISSIONS

La Direction de l'éducation et des collèges :

- > établit la carte des collèges publics et définit leur secteur de recrutement,
- > pilote le plan de sécurisation des collèges publics et les travaux de sécurisation à caractère informatique,
- > développe les usages numériques en vue de la réussite éducative de tous,
- > assure les missions d'accueil, de restauration et d'entretien des collèges publics, la définition des besoins en personnels et la gestion des agents techniques des collèges (ATC),
- > donne à la communauté éducative les moyens de mener à bien ses missions, en dotant financièrement les collèges, en les équipant et en assurant l'exploitation de certains équipements,
- > finance les collèges privés sous contrat, dans le respect du principe de parité et de la réglementation,
- > met en place des actions éducatives contribuant à l'ouverture des collèges sur le monde,
- > promeut l'égalité des chances et l'accès à l'éducation par une réduction du coût de la scolarité,
- > conseille les directions techniques en matière de travaux, d'aménagement et d'équipement des collèges

### CHIFFRES CLÉS

- > 135 collèges départementaux, 1 collège métropolitain, 52 collèges privés sous contrat
- > 100.000 collégiens dont 66.000 demi-pensionnaires
- > 1 615 ATC et 135 ATI
- > 300 contrats 26 h créés en compensation des CUI

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > Un directeur, deux directeurs adjoints
- > Un conseiller technique
- > Un secrétaire général
- > Un secrétariat de direction
- > Sept services

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > 3 ans du plan Charlemagne. Des dispositifs clés mis en œuvre parmi lesquels :

> remise de 25 000 kits de fournitures scolaires aux élèves de 6ème, aide renforcée aux collèges privés sous contrat, lancement d'un projet d'amélioration de l'efficacité énergétique des collèges pour rationaliser nos consommations, soutien aux établissements agricoles, les Maisons Familiales et Rurales (numérique, aides à la scolarité, actions éducatives), lancement de la charte de restauration scolaire, organisation de 856 évènements dans les collèges autour de Marseille Provence capitale de la Gastronomie, déploiement du Plan numérique départemental pour 182 collèges, vote d'un rapport cadre pour la promotion du développement durable dans les collèges et lancement de l'expérimentation de véhicules électriques dans les collèges...

#### > Deux nouvelles sectorisations adoptées en décembre 2019 (application en septembre 2020 - Marseille Nord).

> 43 collèges publics sécurisés depuis le lancement du plan 100% sécurité collèges : installation de sas sécurisés sur tous les points d'entrée, rehaussement de l'enceinte à 2,5 m, vidéo protection...

#### > Vers le collège numérique

- > Gestion du parc et de l'architecture informatiques et participation au développement des usages,
- > Rénovation de l'architecture informatique et Très Haut Débit (100 Mb) pour les collèges publics,
- > 108 000 tablettes mise à disposition des élèves, enseignants et directions des 182 collèges volontaires,
- > Equipement de tous les collèges publics : postes fixes, tableaux interactifs, imprimantes, vidéoprojecteurs,
- > Généralisation du don des tablettes aux élèves de 3ème,
- > Une aide aux travaux informatiques (THD notamment) dans les collèges privés,
- > Poursuite de l'expérimentation du manuel 100% numérique dans 14 collèges publics et privés.

#### > Des personnels départementaux au service des élèves dans tous les collèges publics

- > Confection et service de 7 millions de repas,
- > Gestion de 229 contractuels sur poste pérenne en moyenne tout au long de l'année,
- > 202 agents nommés stagiaires, en cours de suivi,
- > Formation à l'accueil des personnes en situation de handicap,
- > 25 836 jours de remplacements accordés, soit 44 % des jours demandés,
- > Participation de 20 chefs volants et 29 chefs aux manifestations du Département.

#### > Le fonctionnement et l'équipement des collèges (année 2019)

- > Collèges publics - dotations : 10.000 k€ de fonctionnement, 2.300 k€ d'investissement,
- > Exploitation des chaufferies et achat d'énergie : 9.750 K€ en fonctionnement et 1.400 k€ en investissement,
- > Mise en œuvre d'actions d'économies d'énergie,
- > Financement des installations sportives municipales utilisées par les collèges pour 2.600 k€,
- > Acquisition de vêture professionnelle pour les agents du Département pour 200 k€
- > Gestion du Fonds Commun des Services d'Hébergement de 300 k€,
- > Achats de mobiliers pour près de 600 k€,
- > Gestion des 684 logements de fonction dans les collèges publics,
- > Contrôle de plus de 700 actes budgétaires des collèges publics,
- > Cités mixtes : participation aux travaux de la Région pour 1.300 k€,
- > Collèges privés : dotations de fonctionnement 14.000 k€, participation aux travaux 1.300 k€.

#### > Des actions éducatives pour tous (année scolaire 2018/2019)

- > Plus de 4 200 classes sensibilisées, toutes thématiques confondues, pour 1.700 k€,
- > Actions éducatives pour 1 835 classes de 6ème, 4ème et 3ème : découverte du patrimoine naturel départemental, prévention des addictions, sécurité routière, sensibilisation à l'alimentation, Mémorial du Camp des Mille,
- > Des actions éducatives pour découvrir le monde professionnel, pour l'éducation artistique et culturelle, ...
- > Des aides financières aux initiatives des collèges (PAME) : 932 projets soutenus pour 1.000 K€,
- > Une aide au remboursement de transport: 1 197 remboursements pour 494 k€,
- > Des subventions aux associations et organismes à caractères éducatifs : 380 k€ en 2019,
- > Mise en œuvre d'un accord cadre pour un service de médiation auprès de 55 collèges pour 2 600 K€,
- > Aide à l'achat de produits locaux et d'agriculture bio ou raisonnée : 96 collèges, pour 728 k€.

## DIRECTION DE LA FORÊT ET DES ESPACES NATURELS

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Mise en œuvre du Groupe d'appui forestier avec le SDIS13 sur les grands feux de forêts.
- > Chemin d'accessibilité PMR Parc de Saint Pons.

### MISSIONS

- > veiller à la prise en compte de la protection de la forêt et des espaces naturels départementaux afin d'accroître la qualité du cadre de vie et les équilibres entre territoires, vecteurs d'un développement économique et social harmonieux,
- > préserver les espaces naturels sensibles et la biodiversité,
- > participer à la recherche d'un équilibre durable entre espaces urbanisés et espaces naturels, dont les espaces agricoles,
- > contribuer à un développement économique écologiquement soutenable,
- > protéger et préserver les massifs forestiers du risque incendie.

### CHIFFRES CLÉS

- > 17 000 hectares d'espaces naturels répartis sur 31 sites
- > 1 967 hectares de pistes DFCI débroussaillés
- > 3 306 hectares routes départementales débroussaillés
- > 2 000 km d'itinéraires de promenade et de randonnées

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 257 agents dont 41 ouvriers des domaines, 24 gardes départementaux, 2 techniciens forestiers et 148 forestiers sapeurs

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Préservation et protection de la forêt

Les incendies des étés précédents (plus de 5 500 hectares détruits) sont venus rappeler l'exposition du département au risque incendie, la fragilité de la forêt et la nécessité de poursuivre l'effort sur les mesures préventives.

#### > Protéger par le débroussaillage, outil essentiel de prévention

- 164 hectares débroussaillés sur les routes départementales, dans le cadre des obligations légales, (environ 650 propriétaires de fonds privés concernés par ces interventions).
- 1 967 hectares débroussaillés sur les pistes DFCI (Défense contre les incendies de forêt).
- Près de 150 agents travaillent au débroussaillage des routes départementales et des pistes DFCI.

#### > La surveillance

En période estivale, tous les forestiers (ainsi qu'une partie des ouvriers forestiers et la garde départementale dans le cadre de ses missions de surveillance) participent activement à la lutte contre les incendies :

- patrouilles VSI (Véhicules Spéciaux d'Intervention) : 2 740 patrouilles et 424 vigies armées en 2019 pour les forestiers sapeurs,
- vigies : 5 vigies sont armées par les forestiers sapeurs, 1 par les ouvriers forestiers et la totalité des vigies est entretenue par les services du Département,
- aide à la fermeture des massifs par la fourniture de barrières et de clés DFCI (33 matériels distribués).

#### > Les interventions actives sur les incendies

- les feux naissants (90 en 2019, 41 en 2018) : si le Département a connu de grands incendies ces dernières années, un nombre important a été jugulé, grâce à l'intervention rapide des agents du Département dans le cadre de leur mission de surveillance et d'intervention sur les feux naissants.

### > Des aides à la scolarité

- > Allocation départementale d'études des collèges (ADEC): 20.427 bénéficiaires, pour 2.819 K€,
- > Chèque resto collège (public et privé): 16.172 bénéficiaires, pour 4.289 K€,
- > Doublement des manuels (allègement des cartables) : dans 66 collèges pour un montant total de 372 K€,
- > Aide aux élèves de SEGPA et des classes de 3ème Prépa Pro pour les tenues et les déplacements : 106 K€,
- > Récompense aux collégiens méritants des collèges publics et privés : 100 collèges et 395 élèves ont participé.

### > Une expertise renforcée

- > Suivi de tous les dossiers de travaux et d'équipement dans les demi-pensions,
- > Réduction et valorisation des déchets : projet européen « Life », collecte et valorisation des bio déchets,
- > Programmation et suivi des audits des plans d'action en sécurité alimentaire par le LDA,
- > Programmation des analyses de potabilité de l'eau dans les collèges publics réalisés par le LDA,
- > Accompagnement des dispositifs Agrilocal13, Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), Prévention du gaspillage alimentaire, La Provence dans mon assiette, Plaisir à la cantine...
- > Promotion de la charte de restauration scolaire, labellisation par l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature).

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > **Collège durable** : mise en œuvre du rapport sur l'exemplarité environnementale des collèges.
- > **Collège numérique** : grande évaluation concertée du dispositif et préparation du collège numérique de demain
- > Poursuite du **plan 100% sécurité-collèges**.
- > **Généralisation du kit de fournitures scolaires** : 100 000 collégiens dotés en septembre 2020.
- > **Actions éducatives** : évolution des PAME (Participation aux Actions Menées par les Etablissements).
- > **Restauration scolaire** : pilotage de MPG 2020, participation au Programme NUTRIN'MED, campagne de pesées des biodéchets et relance du marché de collecte et valorisation des biodéchets des collèges.
- > Passeurs de mémoire 2020 : **les 80 ans de l'Appel du 18 juin 1940** du général de Gaulle.
- > **Adaptation des effectifs ATC** : Poursuite de la pérennisation des 98 postes contractuels restants. Formation des ATC, notamment à la gestion de crise ainsi qu'aux « gestes qui sauvent ».



## DIRECTION DES ÉTUDES, DE LA PROGRAMMATION ET DU PATRIMOINE

### MISSIONS

La Direction des études, de la programmation et du patrimoine :

> Elabore la stratégie patrimoniale des ensembles immobiliers départementaux, réalise les acquisitions et cessions de biens correspondantes et met à jour le référentiel « Etat des Biens »

> Gère l'ensemble des biens immobilier en qualité de propriétaire, de copropriétaire, de locataire : traitement des loyers, impôts et taxes, conventions d'occupations, assurances et sinistres.

> Assure la maîtrise des consommations d'énergie et des fluides des bâtiments par la renégociation des contrats, leur suivi rigoureux et les conseils aux directions métiers - Participe au développement durable, au respect du Plan Climat et du programme de l'Agenda 21 pour la lutte contre le « changement climatique ».

> Etudie les faisabilités et les nouveaux projets pour les différentes politiques publiques (Education, Social, Handicap, etc.). Elabore les études de cadrage, de besoins et de pré programmation du Plan Charlemagne, et réalise les dossiers permis de construire, déclarations de travaux, ERP.

> Assure la Maîtrise d'œuvre des opérations de construction, d'aménagement ou de réhabilitation de bâtiments, de la phase conceptuelle du projet à la réception des ouvrages, pour les Maisons du Bel Âge les centres de secours, les collèges. Produit des esquisses de présentation des projets phares

### CHIFFRES CLÉS

> Conception et suivi de maîtrise d'œuvre :

13 projets MBA réalisés en MOE interne pour 34 M€ TTC

9 autres projets en MOE interne - travaux 25 M€ TTC

> 79 études de cadrage et programmations

> 790 ensembles immobiliers dont 1,6 M de m<sup>2</sup> de surface bâtie.

> 437 propriétés du CD13 et 124 mises à disposition au bénéfice du CD13.297 prises en location

> 289 prises en location, 131 mises à disposition, 178 mises en location, 46 biens dans immeubles en copropriété

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

> 1 équipe de direction

> 4 services

> 1 mission d'expertise

- en complément du SDIS, broyages post incendie afin de prévenir tout nouveau départ de feu,
- mise en œuvre du Groupe d'Appui Forestier (bulldozer + engin broyeur) avec le SDIS 13 sur les grands feux de forêt afin de traiter les lisières et d'ouvrir des chemins d'accès,
- création de chemins d'attaques de feux pour les sapeurs-pompiers.

### > Préservation et protection de la forêt

Le Département développe au sein de ses parcs et domaines départementaux une politique d'accueil multiforme, polyvalente, dont les lignes directrices se déclinent en grandes orientations :

> **Sensibiliser les nouvelles générations aux problématiques environnementales dont la biodiversité** : animations proposées aux collèges sur des projets pédagogiques comme l'organisation d'ateliers de nichoirs à oiseaux ou l'installation d'hôtels à insectes dans les parcs départementaux, participation à la journée prévention organisée à l'intention des collégiens du département.

> **Ouvrir aux pratiques et loisirs divers** :

- activités sportives : événements sportifs, VTT, marche, courses d'orientation...
- activités culturelles : théâtre de plein air, tournage de films...
- activités cynégétiques : chasse, pêche,
- recherche scientifique : faune, flore, eau, effets du changement climatique, migration...

> **Développer l'accueil du public et notamment des publics en situation de handicap**

- mise en place d'une signalétique routière harmonisée et visible en amont des parcs,
- réflexion sur des projets d'accompagnement du public en situation de handicap (PSH).

> la DFEN poursuit l'ouverture des parcs départementaux à tous les publics avec l'aménagement d'un troisième tronçon de chemin PMR sur St Pons, la création d'un chemin PMR sur Roques Hautes et la rénovation et remplacement de pontons de pêche accessibles aux PMR sur l'étang des Aulnes.

> **Rendre les espaces plus accessibles et homogènes** : mise en place d'une veille foncière qui vise à résorber les enclaves au sein des domaines et permettre une meilleure appréhension des espaces sur des territoires plus denses, harmonisés, signalés et accueillants.

> **Développer l'action économique par la création d'entreprises et des emplois « verts »** : les espaces naturels départementaux accueillent de multiples activités économiques (apiculture, élevage, sylvopastoralisme...). Au-delà de l'impact économique et de la préservation patrimoniale de certains métiers, leur présence sur site permet d'entretenir la biodiversité et d'influer sur la réappropriation de ces espaces.

A noter : l'année 2019 a vu l'installation d'un nouveau restaurateur à la Maison Sainte-Victoire, le succès du nouveau restaurant contribue à donner plus de visibilité aux animations proposées sur le site.

> **Protéger les domaines et parcs** : le Département surveille et entretient les domaines (24 gardes départementaux) : travaux permanents de mise en valeur, d'entretien, de nettoyage, de sécurisation.

> **Communiquer 2.0** : l'application spécifique dédiée à la découverte des domaines et parcs départementaux « Provence Nature », est active depuis mai 2018. Elle permet de mieux connaître les espaces naturels départementaux et les activités qui y sont proposées.

> **Accessibilité des personnes en situation de handicap** :

> **Insertion** : le Département s'est engagé dans une démarche d'insertion économique en mettant ses domaines départementaux à la disposition de deux associations d'insertion afin de former 20 personnes sur les activités d'entretien et de gestion des espaces naturels. Au regard du succès de cette démarche, ce partenariat a été renouvelé pour 2019.

### PERSPECTIVES POUR 2020

> **Année de la nature** :

En sa qualité d'acteur de premier plan en matière de protection de la biodiversité, la DFEN s'inscrit pleinement dans les événements de l'année de la Nature.

Deux axes essentiels :

- la mise en évidence des actions pérennisées de longue date (animations, expositions, visites guidées...),
- le lancement d'une programmation événementielle innovante (nuits étoilées, expo biodiversité...).

En outre, la DFEN prendra part aux animations lors du congrès mondial UICN.

## BILAN DES ACTIONS 2019

### > Etat des biens :

> Suivi et mise à jour du référentiel de l'« Etat des Biens », recensement exhaustif, vérification et saisie des données patrimoniales.

### > Stratégie immobilière

> 13 acquisitions pour 8 438 696 € et 9 cessions pour 10 062 072 € concernant les différentes politiques du CD13

> Lancement des actes d'acquisition pour les Maisons du Bel Âge et la redynamisation du centre-ville de Marseille

### > Gestion Immobilière

> 121 mises en location pour 3 539 948 € et 108 prises en location pour 4 476 411 €

> Modernisation des outils de suivi patrimonial

> Suivi du dispositif de passation des Autorisations d'Occupation Temporaire (130 AOT passées en 2019)

> Application des garanties d'assurances (116 sinistres en 2019) et passation contrats d'assurances

> Mise en œuvre de la procédure de dématérialisation

> Elaboration des fiches RGPD

### > Stratégie Energie

> Gestion et suivi des marchés d'électricité, gaz, bois et fuel. Obtention de la distribution à 100% en « électricité verte » pour tous les ensembles immobiliers du CD13. 5,7 M€, 280 sites du patrimoine.

> Traitement de 1 570 factures de consommations, 697 contrats et gestion technique points de livraison.

> Elaboration des actions de maîtrise de l'énergie du Plan Charlemagne, conseil technique AMO, sélection de 23 collègues pour la mise en place de panneaux photovoltaïques.

### > Etudes et programmation

> 25 études de cadrage (diagnostics et analyse des besoins) et préprogrammation du Plan Charlemagne.

> Etudes d'aide à la décision d'acquisition de locaux dans le cadre de la redynamisation du centre-ville de Marseille

> Etude et suivi de l'opération d'aménagement de la MPJS rue des Chapeliers.

> Suivi et études d'hébergements pour les Mineurs Non Accompagnés et ASE (Pressensé, Arbois )

### > Maîtrise d'œuvre

> Conception de 13 projets des Maisons du Bel Âge. 11 MBA ouvertes en 2019

> Maîtrise d'œuvre pour la conception et la construction de :

> 2 centres de secours SDIS (Aix-en-Provence et Arbois), 3 collèges en réhabilitation (Charloun Rieu à St Marin de Crau et Jules Ferry à Marseille), HD13 Accueil public et PC sureté, Musée départemental de l'Arles Antique (bâtiments des réserves). Chantier en cours : études et projet des ateliers départementaux Traverse Santi et des ateliers des routes à St Menet, Hôtel de Castillon à Aix-en-Provence, suivi Vefa pour la DGAS (Argo Fauchier / Dimef Peyssonnel/ St Marcel), MDS La Ciotat, aménagement de la DRP rue de Ruffi.

## PERSPECTIVES POUR 2020

### > Etat des biens :

• Suivi et mise à jour du référentiel de l'« Etat des Biens », recensement exhaustif, vérification méticuleuse et saisie des données patrimoniales.

### > Stratégie immobilière

• 13 acquisitions pour 8 438 696 € et 9 cessions pour 10 062 072 € concernant les différentes politiques du CD13

• Lancement des actes d'acquisition pour les Maisons du Bel Âge et la redynamisation du centre-ville de Marseille

### > Gestion Immobilière

• 121 mises en location pour 3 539 948 € et 108 prises en location pour 4 476 411 €

• Modernisation des outils de suivi patrimonial

• Suivi du dispositif de passation des Autorisations d'Occupation Temporaire (130 AOT passées en 2019)

• Application des garanties d'assurances (116 sinistres en 2019) et passation contrats d'assurances

• Mise en œuvre de la procédure de dématérialisation

• Elaboration des fiches RGPD

### > Stratégie Energie

• Gestion et suivi des marchés d'Electricité, Gaz, Bois et Fuel. Obtention de la distribution à 100% en « Electricité Verte » pour tous les ensembles immobiliers du CD13. 5,7 M€, 280 sites du patrimoine.

• traitement de 1 570 factures de consommations, 697 contrats et gestion technique points de livraison.

• Elaboration des actions de maîtrise de l'énergie du Plan Charlemagne, conseil technique AMO, sélection de 23 collègues pour la mise en place de panneaux

### > Etudes et programmation

• 25 études de cadrage (diagnostics et analyse des besoins) et préprogrammation du Plan Charlemagne.

• Etudes d'aide à la décision d'acquisition de locaux contexte « Redynamisation du Centre-Ville Marseille »

• Etude et suivi de l'opération d'aménagement de la MPJS rue des Chapeliers.

• Suivi et études d'hébergements pour les Mineurs Non Accompagnés et ASE (Pressensé, Arbois )

### > Maîtrise d'œuvre

• Conception de 13 projets des Maisons du Bel Âge. 11 MBA ouvertes en 2019

• Maîtrise d'œuvre pour la conception et la construction de :

2 Centres de Secours SDIS (Aix-en-Provence et Arbois), 3 Collèges en réhabilitation (Charloun Rieu à St Marin de Crau et Jules Ferry à Marseille), HD13 Accueil public et PC sureté, Musée départemental de l'Arles Antique (bâtiments des réserves). Chantier en cours, Etude et projet des Ateliers départementaux Traverse Santi et des ateliers des routes à St Menet, Cité du livre St Sébastien, Hôtel de Castillon à Aix-en-Provence, Suivi Vefa pour la DGAS (Argo Fauchier / Dimef Peyssonnel/ St Marcel), MDS LA Ciotat, Aménagement de la DRP rue de Ruffi

## > DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Réorganisation de la Direction de l'Achat Public (impact sur les marchés liés aux opérations de construction)
- > Difficultés de recrutement dues au niveau de technicité requis pour les postes vacants (- 24%)

### MISSIONS

> La DAC assure la fonction de Maitrise d'Ouvrage de la collectivité. Elle a en charge la réalisation des bâtiments relevant des différentes politiques publiques et mène les opérations depuis la phase amont (post expression du besoin et programmation partielle) jusqu'à la livraison du bâtiment, y compris l'année de parfait achèvement (GPA).

Composée de 2 services, le Service Construction Collèges (SCC) et le Service Construction Patrimoine (SCP), la DAC a pour mission d'améliorer par des constructions neuves ou rénovations lourdes, le service rendu ainsi que de maintenir le parc immobilier actif avec un taux de remplacement satisfaisant.

### CHIFFRES CLÉS

- > 51 opérations dans les collèges
- > 45 opérations dans le patrimoine départemental

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 2 services

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Collèges

##### > Opérations livrées :

- Collège Gyptis à Marseille : Gymnase et logements
- Collège Arthur Rimbaud à Marseille : salle polyvalente

##### > Chantiers en cours :

- Collège Albert Camus à Miramas (construction du gymnase)
- René Cassin (rénovation SEGPA et chauffage) à Tarascon
- Versailles (démolition/reconstruction collège, rénovation gymnase) à Marseille 03

##### > Opérations initiées ou poursuivies (désignation de concepteur, démarrage ou poursuite des études) :

- Jean Moulin à Salon de Provence (réhabilitation partielle, création salle polyvalente et logements)
- Les Amandeirets à Châteauneuf les Martigues (Reconstruction)
- Gilbert Rastoin à Cassis, (restructuration, création salle polyvalente)
- Gaston Defferre (reconstruction délocalisée) à Marseille
- Lou Garlaban à Aubagne (rénovation énergétique, restructuration et extension)
- André Chenier à Marseille (rénovation énergétique, restructuration et extension)
- Paul Eluard à Port de Bouc (Reconstruction)
- Les Caillols (création salle polyvalente)
- Jules Ferry (réhabilitation partielle)
- Jean Moulin (création salle polyvalente) à Marseille
- Saint Eutrope (réfection enveloppe, salle polyvalente)
- Les Hauts de l'Arc à Trets (restructuration extension)
- Auguste Mignet (restructuration) à Aix en Provence
- Virebelle à La Ciotat (réhabilitation partielle, extension)
- Lançon (construction neuve)
- Pagnol (construction neuve) à Martigues

#### > Patrimoine

##### > Opérations livrées :

- Rénovation des installations techniques du Centre d'Exploitation des Routes de VITROLLES
- Réhabilitation des façades de l'immeuble sis 15-Place de la Joliette, à MARSEILLE (2ème)
- Aménagement intérieur de la Maison Sainte-Victoire à SAINT-ANTONIN SUR BAYON
- Aménagement des espaces extérieurs du Pôle évènementiel de la Joliette, à MARSEILLE (3ème)

##### > Chantiers en cours :

- Modernisation du centre de secours de LAMBESC
- Création des réserves du Musée Départemental de l'Arles Antique, à ARLES
- Restructuration de la Maison Départementale de la Solidarité de territoire d'AIX-EN-PROVENCE.
- Restauration du Museon Arlaten, à ARLES
- Remplacement des vitrages des Archives et Bibliothèque Départementales de prêt, à MARSEILLE (3ème)
- Construction de l'unité des Forestiers Sapeurs de PEYROLLES

##### > Opérations initiées ou poursuivies (désignation de concepteur, démarrage ou poursuite des études) :

- - Aménagements intérieurs de la Maison Provence Jeunesse et Sports (3ème création), à MARSEILLE (10ème)
- - Rénovation des installations techniques du bâtiment Mirabeau Arenc, à MARSEILLE (2ème)
- - Construction des centres de secours "Carcassonne" à AIX-EN-PROVENCE, "de l'Arbois" à CABRIES, "Sainte-Victoire" à VAUVENARGUES, d'ALLAUCH, d'ISTRES, de SENAS et de TARASCON
- - Réhabilitation du Parc automobile de Saint-Menet, à MARSEILLE (11ème)
- - Construction des gendarmeries de LA ROQUE D'ANTHERON, TRETTS et SAINT-MARTIN DE CRAU
- - Restructuration de l'unité des Forestiers Sapeurs de LAMBESC
- - Restructuration de la Maison de la Solidarité de territoire de GARDANNE
- - Réhabilitation du Musée Départemental de l'Arles Antique, à ARLES
- - Construction de l'unité des Forestiers Sapeurs d'AUBAGNE.

### PERSPECTIVES POUR 2020

#### > Collèges

- Livraison du gymnase du collège Albert Camus à Miramas et de la SEGPA du collège René Cassin à Tarascon
- L'ouverture du chantier du collège Lançon-Provence (construction neuve)
- Lancement de la consultation de concepteurs pour 7 collèges
- Lancement d'études préalables pour l'élaboration des programmes constructifs de 5 autres collèges

#### > Patrimoine

- Extension de la gendarmerie de GARDANNE
- Construction de la gendarmerie d'EGUILLES
- Réhabilitation du Port de Carro, à MARTIGUES
- Délocalisation de la Plateforme logistique et technique du SDIS, à VELAUX
- Restructuration de l'immeuble sis 64b-Rue Saint-Sébastien, à MARSEILLE (6ème)
- Construction du centre de secours "Le Merle" à SALON DE PROVENCE.

#### > Ouverture de Chantiers :

- Aménagement intérieur de l'accueil/sûreté de l'Hôtel du Département, à MARSEILLE (4ème)
- Réhabilitation du Domaine "La Blancherie" de Saint-Pons, à GEMENOS
- Constructions du centre de secours de ROQUEVAIRE
- Construction de la gendarmerie de ROQUEVAIRE.

## > DIRECTION MAINTENANCE ET EXPLOITATION

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Plan Maisons du Bel Age
- > Sécurisation des collèges
- > Programme Ad'Ap pour l'accessibilité aux handicapés des divers sites du Département

### MISSIONS

- > Opérations de rénovation dans les collèges – Compétence Service Rénovation et Maintenance des Collèges.
- > Opérations de maintenance dans les collèges – Compétence Service Rénovation et Maintenance des Collèges.
- > Opérations de maintenance dans les bâtiments abritant les services de la collectivité – Compétences Service Maintenance des Bâtiments.
- > Opérations d'exploitation dans les bâtiments abritant les services de la collectivité – Compétence Service Exploitation Technique des Bâtiments.
- > Opérations de réaménagements de locaux (MBA, MDS...), de fabrication de mobilier et actions d'urgence - Compétence Service Prestations Urgentes et Ateliers.

### CHIFFRES CLÉS

- > 126 collèges
- > 575 autres sites représentant une superficie bâtie de 1 074 716 m2 (gendarmeries, centre médicaux sociaux, vigies DFCL, sites de la DRP...)
- > Crédits engagés en 2019 : 46 324 000€ dont 84% en investissement

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > Un service central administratif
- > Un service technique des marchés
- > Quatre services techniques opérationnels
- > 136 agents en poste / 28 postes à pourvoir

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Service Prestations Urgentes et Ateliers (SPUA)

- > 3679 dossiers ont été ouverts, en réponse aux appels reçus par le numéro d'urgence « #1 », et ont donné lieu à 7358 interventions du SPUA dans ses domaines habituels - plomberie, électricité etc. - ceci pour un montant total engagé de 604 000 € de crédits de fonctionnement.
- > L'activité a progressé de 11 % par rapport à l'exercice 2018.
- > Service assuré 7 jour sur 7, de jour comme de nuit en application d'un régime d'astreinte.
- > Effectif de 42 personnes dont 37 agents techniques.
- > Possibilité de recourir à des entreprises extérieures pour de petits forfaits d'interventions.

#### > Service Exploitation Technique des Bâtiments

- > Maintenance préventive et corrective pour l'exploitation des installations techniques (chauffage, climatisation, sécurité incendie, ascenseurs, portes et portails, potabilité de l'eau) et l'exploitation multi-technique des grands sites (Arenc, archives de Marseille, musées Arlaten et d'art antique...).
- > Suivi de la conformité réglementaire.
- > Le montant total des crédits engagés s'est élevé à 5 202 000 € en fonctionnement et 1 798 000 € en investissement.

#### > Service Maintenance des Bâtiments

- > Maintenance curative : en 2019, 620 opérations d'urgences auxquelles SPUA ne pouvait répondre de par leur ampleur ou leur nature.
- > Maintenance programmée : 175 grands travaux réalisés dans des domaines très variés – sécurité relative aux risques d'incendie et de panique, accessibilité, désamiantage, économie d'énergie.
- > Deux plans ont été poursuivis : la sécurisation des casernes de gendarmerie et le plan Maisons du Bel Age avec les résultats suivant :

- Sécurisation de 5 casernes de gendarmerie pour un coût de 696 000 €,
- 10 Maisons du Bel Age livrées, dont 6 sur Marseille, pour un coût de 1 790 000 €.

> Le montant total des crédits engagés par le service en 2019 s'est élevé à 798 000 € en fonctionnement et 7 131 000 € en investissement, dont 3 096 000 € pour les Maisons du Bel Age.

#### > Service Rénovation et Maintenance des Collèges

- > Interventions sur une superficie bâtie globale de 910 000 m2,
- > 2 321 opérations urgentes et 207 grands travaux concernant la sécurité incendie et le risque panique, les économies d'énergie, le désamiantage, les travaux du propriétaire dans 684 logements de fonction etc.
- > Mise en sécurité totale réalisée dans 7 collèges de la phase 1, 8 collèges de la phase 2, et 11 collèges de la phase 3
- > 30 opérations de rénovation relatives aux Sections d'Enseignement Général Professionnel Adapté (SEGPA)
- > Suivi des prélèvements et des analyses effectuées dans les 126 collèges par le Laboratoire Départemental d'Analyse, surveillance de la potabilité de l'eau et du risque de légionellose ;
- > Participation à 31 commissions de sécurité et exécution des prescriptions qui en ont résulté.
- > Le montant total des crédits engagés par le service en 2019 s'est élevé à 1 597 000 € en fonctionnement, et 29 775 000 € en investissement, dont 11 700 000 € pour la sécurisation.

#### > Service Technique des Marchés

- > Dépenses engagées 217 000 € de crédits de fonctionnement

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Service Prestations Urgentes et Ateliers
  - Poursuite des missions en fonction des demandes qui seront reçues.
  - Poursuite de l'augmentation de l'effectif, avec le pourvoi des 7 postes vacants.
  - Déménagement programmé du service sur des locaux du Département sis traverse Santi.
- > Service Exploitation Technique des Bâtiments
  - Poursuite de l'action de maintenance préventive et corrective pour l'exploitation des installations techniques sur l'ensemble du patrimoine départemental, hors collèges.
  - Poursuite du maintien du niveau de conformité et de sécurité des bâtiments du Département – hors collèges – et de leurs installations techniques.
- > Service Maintenance des Bâtiments
  - Poursuite de l'opération de sécurisation dans les casernes de gendarmerie d'Orgon, Gréasque, Les Saintes Maries de la Mer et Saint Martin de Crau pour un coût estimé à 700 000 €.
  - Poursuite du plan Maisons du Bel Age pour une vingtaine de nouveaux sites.
  - Poursuite du programme Ad'Ap d'accessibilité des locaux du Département aux personnes handicapées.
  - Poursuite de la mission d'entretien des bâtiments de la collectivité pour un meilleur accueil du public et de bonnes conditions de travail pour les agents du Département.
- > Service Rénovation et Maintenance des Collèges
  - Poursuite des travaux de mise en sécurité des collèges en phase 4 pour 4 établissements, en phase 5 lancement des études et travaux pour 22 établissements.
  - Rénovation des systèmes de sécurité incendie – S.S.I. – dans 13 collèges.
  - Rénovation de la demi-pension avec accès handicapés au collège Les Caillols de Marseille.
  - Création sanitaire et préau avec accès handicapés au collège Moustiers de Gréasque.
  - Aménagement de la nouvelle entrée du collège Jean Bernard de Salon de Provence.
  - Poursuite des travaux urgents et grands travaux selon les besoins exprimés et en fonction d'éventuels changements des réglementations en vigueur dans divers domaines spécifiques (sécurité incendie, accessibilité...).

## > DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ ET DE L'INFORMATIQUE MÉTIERS

FAITS MARQUANTS 2019 > Transfert de trois services à la Direction de l'Achat Public

### MISSIONS

- > Mandatement et liquidation des factures des directions de la DGA ET, hors DRP et DFEN.
- > Missions de correspondant informatique et de téléphonie pour les directions de la DGA ET.

### CHIFFRES CLÉS

- > 16 537 mandats et 1 966 titres de recettes émis
- > 728 demandes informatiques
- > 137 demandes de téléphonie

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 2 services
- > 32 agents (18C, 9B, 5A)

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Finances et comptabilité

Le nombre de mandatements a continué à augmenter en 2019. Ceci s'explique par le fait que de nombreux marchés à bon de commande ont été notifiés cette année.

Le délai moyen « service » comprenant l'enregistrement des factures, leur pré-contrôle ainsi que la liquidation des dites factures s'établit à 12 jours, en augmentation de 5 jours par rapport à 2018 (7 jours).

Le délai DGA comprenant le délai du service comptabilité (enregistrement, pré-contrôle et liquidation) ainsi que le délai des services techniques des autres directions est de 26 jours soit une augmentation de 11 jours du délai par rapport à 2018 (15 jours).

#### > Assistance et suivi informatique

Quelques évolutions ou maintenances correctives ont été apportées aux applications internes à la DGA ET. Il a été également développé sous Access 2010 des outils internes à la DGA ET tels que :

- Pour la DEPP : un outil spécifique OSC<sup>2</sup>AR de Suivi des Conventions, des Cessions et des Acquisitions,
- Pour la DFEN : un outil spécifique ORESIENS de Rédaction, d'Enregistrement et de Suivi des Infractions en Espaces Naturels Sensibles

S'agissant des projets applicatifs au sein de la DGAET, un plan d'action d'évolution des outils informatiques de la DGA ET liés à la fonction bâtiment a été engagé.

Etude menée pour l'amélioration de la gestion numérique du système d'information Patrimoine du Département (SIG, GED Patrimoine, Abyla-GMAO/BIM).

Etude initiée en collaboration avec la DSIUN sur la mise en œuvre de AS-TECH Solutions de Gestion patrimoniale.

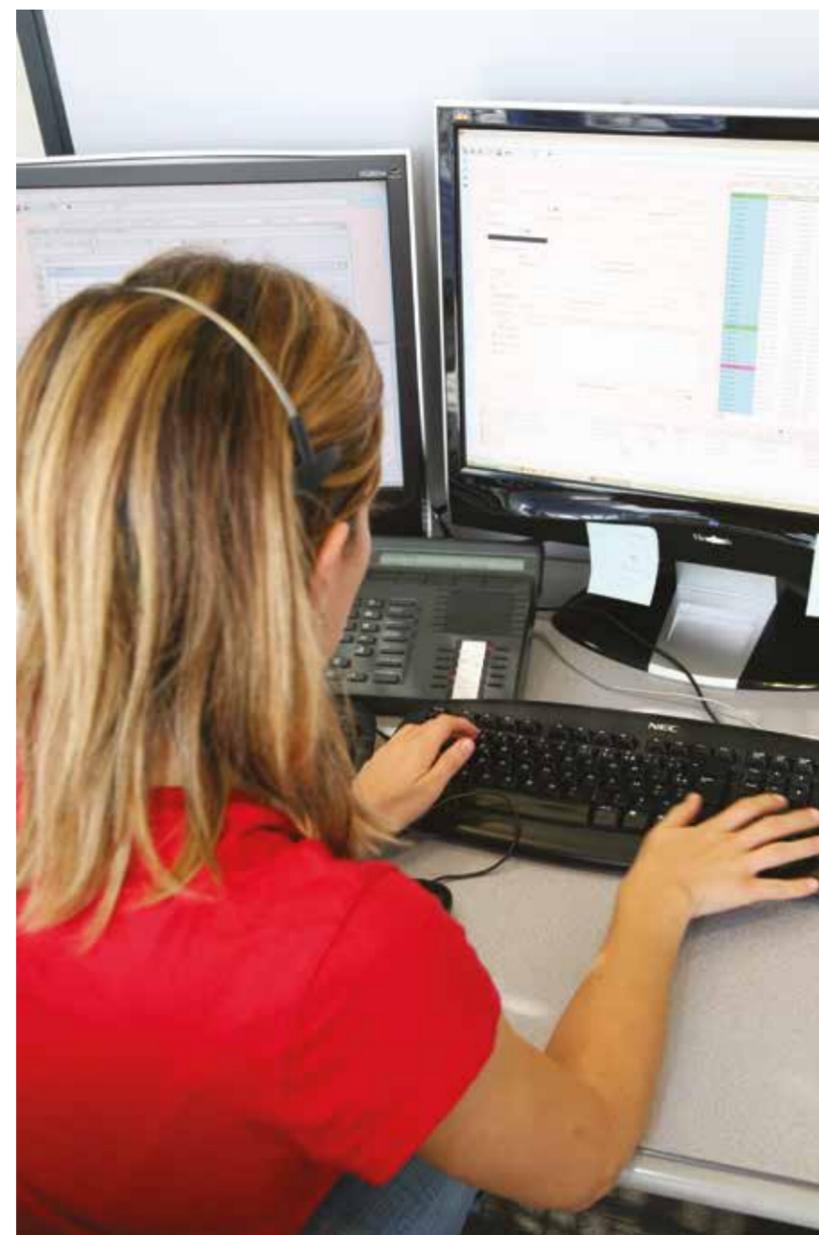
### PERSPECTIVES POUR 2020

#### > Finances et comptabilité

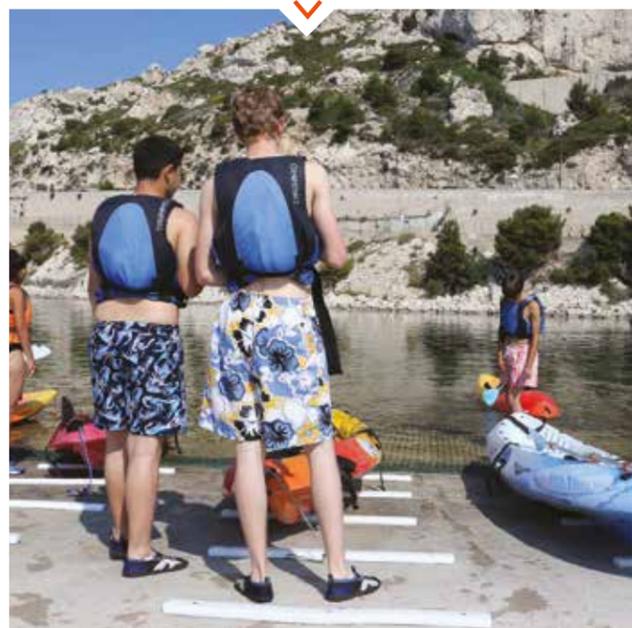
- Finaliser les procédures internes en relation avec la GED Factures et la GED Marchés.

#### > Finances et comptabilité

- Etude sur l'impact de la mise en œuvre d'une GED Marchés sur les outils Marchcomv4 et @MAC développés en interne sous Access, de même que l'impact de la GED Factures sur les outils GDOM Collèges et MTB2.
- Mise en production de la nouvelle version de MTB - BPU.
- Traitement des données du Système d'Information de la DGA ET au travers de la cartographie.
- Co-pilotage du projet d'amélioration du SI Patrimoine avec la DSIUN sur la mise en œuvre des solutions AS-TECH de gestion patrimoniale.



# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE



La Direction Générale Adjointe du Cadre de Vie (DGA CV) est composée de la Direction de la Culture et de la Direction Jeunesse et Sports qui participent à l'amélioration du cadre de vie de proximité et à l'épanouissement de tous les habitants des Bouches-du-Rhône. La Direction de la Culture intervient en faveur d'associations artistiques et culturelles et conduit de multiples actions culturelles, notamment à travers ses établissements, à l'attention des publics les plus larges possibles. La Direction Jeunesse et Sports subventionne le mouvement sportif, des manifestations et des animations sportives, mène des actions d'aide, d'information et d'accompagnement en faveur des jeunes et de leur prise d'autonomie. Par ces différentes actions, la Direction Générale Adjointe Cadre de Vie contribue à un aménagement équilibré du territoire et à des services diversifiés de qualité



- > DIRECTION DE LA CULTURE
- > DIRECTION JEUNESSE ET SPORTS



DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

## > DIRECTION DE LA CULTURE

### MISSIONS

- > Soutien aux associations et aux communes, organisation d'actions propres
- > Animation des propriétés départementales, dont la résidence d'artistes de l'Étang des Aulnes
- > Coordination des 5 établissements culturels: *Bibliothèque départementale (BD)*, *Archives départementales*, *Musée départemental Arles antique*, *Museon Arlaten*, *Pôle Évènements et Partenariats des Politiques Publiques Stratégiques (PEPPS)*

### CHIFFRES CLÉS

- > **BIBLIOTHÈQUE**: 99 bibliothèques soutenues / 3346 partitions (10 acquisitions)/ <http://www.biblio13.fr/>
- > **ARCHIVES**: entrées de fonds: 1 008 mètres linéaires / 21 082 documents consultés;
- > **MDAA**: 124 290 visiteurs dont 21 373 pour « La mosaïque aux îles » du 15/09/18 au 15/11/18
- > **MUSEON**: 1 893 pers. hors-les-murs / 318 objets restaurés, 38 formations effectuées, 6 000 fichiers répertoriés
- > **PEPPS**: 2 expositions, 10 manifestations événementielles grand format, 114 journées d'animations liées à la gastronomie, 21 550 personnes reçues

### UNITÉ DE DIRECTION

#### > Bilan

- > Subventions aux associations culturelles : 760 dossiers traités en fonctionnement et 61 en investissement +MH/PNP : 31 dossiers traités et Culture provençale : 111 dossiers traités, soit un total de 963 dossiers.
- > Aide au Développement culturel des communes : 25 dossiers subventionnés pour un montant total de 2 175 657 €
- > Dont 13 dossiers ADCC classiques pour un montant total de 1 654 688€ et 12 dossiers spécifiques « Gastronomie en Provence » pour un total de 520 969€.
- > Aide à la création: total de 16 dossiers retenus pour 2019 (édition 3 projets retenus, théâtre 10 et danse 3).
- > Tournées : Chants de Noël : 68 représentations pour 28 000 spectateurs FIPRA « De la Durance aux Alpilles » : 10 FIAL « Jeunes Voix Lyriques » : 6, tournée Théâtre : 16
- > Résidences d'artistes : 9 compagnies accueillies.
- > Saison 13 : 64 communes adhérentes, 321 représentations.
- > Espace culturel départemental « 21 bis Cours Mirabeau » : 3 expositions, 16 771 visiteurs.

#### > Perspectives:

- > Poursuite de la thématique « gastronomie » en y associant la thématique de la nature.

### BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

#### > Bilan

- > Aide aux communes : 1 réaménagement de bibliothèque : la Bouilladisse, 1 ré-informatisation à Saint Martin de Crau, 1 inauguration à Aurons.
- > Action culturelle : 8 dispositifs proposés au réseau - 2 287 participants.
- > Salle d'actualité : documents, ateliers, en particulier numériques, à destination des publics: 7 991 usagers.
- > Participation aux événements organisés par le CD13 ou en partenariat ex « Ecoliers et collégiens au Printemps du livre de Cassis », « Prévention Jeunesse », « Journée nationale des DYS », « Grains de Sel d'Aubagne »

#### > Perspectives:

- > Elaborer le Projet d'établissement 2021-2026 de la BD/Continuer l'accompagnement des bibliothèques du réseau/Poursuivre l'évolution du Portail/Accompagner par des actions sur le réseau et sur le site les thématiques départementales: la gastronomie (saison 2) et l'arbre/Accompagner les événements produits sur le site des ABD.

### ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

#### > Bilan

- > Collecte et contrôle : collecte de 1863 ml d'archives définitives, achat du fonds Forbin des Issarts.
- > Traitement des fonds : classement de 3 139 ml, travaux de classement axé sur les séries modernes, travail de reprise des instruments de recherche (norme ISAD(G), 220 instruments de recherche réalisés.
- > Préservation des fonds 1631 ml reconditionnés -matériaux de conservation neutres), numérisation du fonds.
- > Action culturelle et valorisation : pas d'exposition en 2019, cycle de rendez-vous mensuels, Journées européennes du patrimoine, fête de la science, expo itinérante dans le semi des archives, nouveaux ateliers. A total 6 250 personnes ont bénéficié de cette offre culturelle et 6900 scolaires reçus par le service éducatif.

#### > Perspectives:

- > Poursuite des opérations de collecte/Evolution du site internet /Mise en place d'une exposition itinérante dans le Semi des Archives et d'une programmation dans le cadre de l'année de la nature, avec un rendez-vous mensuel (dernier mardi du mois)/ Participation à l'élaboration de la stratégie de dématérialisation du Département/ Maintien de l'accueil du public pendant le changement des vitrages de la salle de lecture.

### MUSÉE DÉPARTEMENTAL ARLES ANTIQUE

#### > Bilan

- > Une grande d'exposition au musée d'Histoire de Marseille « On n'a rien inventé »
- > Conservation : expo permanente, étude des transports, des dieux et héros. Inventaire, reprise des textes et cartels.
- > Restauration : Mosaïque de Neptune pour le musée d'Autun, de la peinture du poète et des peintures du site de la Verrerie, conservation du rouge cinabre des peintures de Trinquetaille.
- > Archéologie : travail sur les peintures du site de la Verrerie, préparation du rapport et de la publication.
- > Département des publics : 109 553 visiteurs accueillis + 32 360 « On n'a rien inventé »

#### > Perspectives:

- > Préparation d'une présentation de quarante-trois dessins de Jean-Claude Golvin à l'Espace culturel départemental en résonance de la grande exposition qui se tiendra au musée Granet.
- > A l'automne, présentation du métier de gladiateur avec fac-similés que le public pourra toucher. Il est prévu une seconde étape pour cette manifestation début 2021 dans une autre ville du département.
- > Remontage, par le service archéologique et avec l'aide de l'Inrap, des peintures de la Verrerie.
- > Restauration d'un sol mosaïqué de la Verrerie et suite du travail sur les peintures provenant du même site.
- > Installation des zones refaites (transport terrestre et dieux et héros) et vitrine sur les jeux du cirque. Préparation du déménagement du dépôt archéologique vers la nouvelle réserve de Trinquetaille.
- > Préparation de deux événements, pour 2021, une vision par les nouvelles technologies de l'image du patrimoine antique de la ville et des collections, et pour 2022 exposition consacrée au patrimoine subaquatique.



## > DIRECTION JEUNESSE ET SPORTS

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Année de la gastronomie
- > Signature de la convention « terre de jeux 2024 »
- > Fermeture temporaire du site de la MPJS des Chapeliers-Marseille

### MISSIONS

- > Accompagner les jeunes de 11 à 25 ans autour de l'accès à l'emploi, aux loisirs et à la citoyenneté.
- > Permettre l'accès au plus grand nombre à la pratique sportive de qualité par le soutien au mouvement sportif, aux athlètes et clubs de haut niveau et l'organisation de manifestations sportives.
- > Organiser et assurer le traitement administratif des dossiers de subvention des associations.
- > Informer et accompagner les associations et les jeunes sur le territoire.

### CHIFFRES CLÉS

- > Budget :
  - Fonctionnement : 32 873 000 €
  - Investissement : 895 000 €
- DQA : 600 visiteurs sur l'HD13 et 24 648 appels reçus

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > Direction : 12 postes (2 A, 2 B, 8 C)
- > 4 services :
  - Sports : 25 postes (7 A, 9 B, 10 C)
  - Jeunesse : 27 postes (6 A, 5 B, 16 C)
  - Equipements : 20 postes (4 A, 3B, 13 C)
  - Relations avec les associations : 11 Postes (1 A et 10 C)

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Un soutien important au mouvement associatif :

- > Traitement de 7400 dossiers, 7842 appels et 2950 mails, 168 accompagnements individualisés au dépôt de dossiers (24 sur l'HD13 et 142 sur 15 communes du département).
- > Près de 300 acteurs associatifs sur les 6 rencontres associatives sur le territoire (1 mois).
- > 201 mises à disposition de salles au sein de la MPJS d'Aix-en-Provence.
- > 125 dossiers « jeunesse » votés sur 192 (1 595 390,00 € dont 92 578,00 € en investissement).
- > 1355 dossiers « sports » votés sur 1650 (11 992 206,00 € dont 515 612,00 € en investissement).

#### > Un accompagnement avéré pour la jeunesse :

##### De manière générale pour les jeunes de 11 à 25 ans :

- > 35 jeunes recrutés en service civique avec un accompagnement spécifique.
- > 125 demandes d'aide FAJ attribuées sur les 175 examinées (39 342,00 €).
- > 247 jeunes de la Team 13 mobilisés sur 5 actions solidaires : nettoyages de Port et plage, animations « Gastronomie et circuits courts » et tri de denrées alimentaires.
- > Participation d'environ 2500 jeunes (sur invitation) sur les 43 manifestations partenaires.
- > 77 bourses d'accompagnement accordées à des athlètes de haut niveau (131 500,00 €).

## MUSEON ARLATEN

### > Bilan

- > Suivi du chantier de rénovation, lancement des prestations pour la muséographie numérique, poursuite des campagnes de restauration, valorisation du fonds/Préparation de 630 collections en 2D/Fin de la numérisation des collections et de leur documentation/Préparation du guide général/démarrage des livraisons d'œuvres dans le musée/Enrichissement des collections (76 objets acquis)/Création du site Internet et identité visuelle du musée /Suivi de production (1800 soclages)/Installation des collections dans le musée (3500 objets)/Multimédia : 48 dispositifs interactifs, 3 projections immersives, 23 films documentaires

### > Perspectives :

- > Ouverture du musée/Acquisition et restauration des collections/Réorganisation des réserves/Réponses aux demandes de prêts extérieurs (ex Padoue pour exposition « Van Gogh, i colori della Vita »)/Accueil exposition des Rencontres d'Arles/Conception et suivi navigateurs de réalité augmentée dans la cour/Conception de l'exposition temporaire 2021/Enquêtes ethnologiques de terrain/Numérisations des fonds : mise en ligne, publications numériques, présentations au public.../Missions règlementaires d'un Musée de France/Mise en œuvre d'une programmation, actions de médiation et de guidage, travail de liens et de mobilisation des publics.

## PEPPS

### > Bilan

- > Programmation (juillet 2019 à mars 2020) consacrée à MPG2019/Accueil 23 000 participants en 6 mois (activités gastronomie)/Développement des publics avec actions spécifiques inter direction/Utilisation maximale des espaces (parvis), réussite particulière pour la patinoire en décembre/Augmentation de l'amplitude horaire (série de nocturne, rencontres pendant la pause méridienne)/Reconnaissance nationale de quelques événements (retransmission en direct de notre programmation par FIP pour la soirée de Marseille Jazz des cinq continents et focus de la presse spécialisée pour l'exposition pause déjeuner).

### > Perspectives :

- > Concentration de la programmation sur la période estivale afin d'exploiter au maximum les espaces extérieurs/ Partenariats avec des festivals incontournables/Moments forts durant la période de Noël/ Manifestations autour de la thématique à la nature avec un écho au congrès mondial de la nature.



DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



> 26 collèges ouverts sur les 32 pourvus en installations sportives départementales soit 36 870 heures d'utilisation, 154 associations et 7560 pratiquants.

> 5304 visiteurs (jeunes/familles et acteurs associatifs) sur la MPJS Aix contre 3626 en 2018 avec notamment 10 évènements accueillant entre 40 et 300 de jeunes de 11 à 25 ans par action.

> Coordination de 2 forums autour des métiers du sport sur la MPJS d'Aix-en-Provence et le CRIJPA (compte tenu de la fermeture de la MPJS Chapeliers).

#### Spécifiquement pour les collégiens :

> Carte Collégien de Provence : 81 000 comptes, 2 784 889,00 € consommés et 1583 partenaires conventionnés.

> 93 Séjours Sportifs, Educatifs et Culturels pour 4528 collégiens (publics et privés) inscrits.

> Investiture de 171 jeunes dans le cadre du CDJ (154 suite au renouvellement de septembre 2019), 3 assemblées et création du Conseil de Provence des Jeunes.

> 3710 collégiens de 54 collèges initiés à la voile et à l'aviron (plan Aviron et Voile),

> 1163 suivis Médicaux de Prévention (40 collèges et 47 clubs) sur les 3 centres.

> 3031 collégiens de 20 établissements bénéficiaires de « Collège en Forme ».

#### > Le Sport pour tous :

> Une politique sport et handicap (335 000,00 €) : Prise en charge d'une partie de la licence des sportifs « handisport », plan d'investissement (84 560,00 €), soutien de plusieurs manifestations « handisport » et sport adapté ; et ateliers de sensibilisation dans 13 collèges.

> Le développement du plan Départemental Sport Santé Bien Être 2017-2020 (235 000 ,00 €) intégrant notamment les actions à destination des collégiens, l'accompagnement au sport sur ordonnance.

> 6 projets « sports » labélisés par Ensemble en Provence (25 000,00€).

> Plan Investissement en voile (155 708,00 €).

#### > Des actions d'envergure qui confirment l'attractivité du territoire :

> 4 789 520,00 € versés pour des manifestations sportives (prestations et subventions) et 2 789 300,00 € pour des clubs de haut niveau (prestations et subventions).

> Création de la Commission Départementale des Espaces Sites et Itinéraires (en janvier 2019) en lien avec la Direction de l'Environnement.

> 5 remises de matériels aux clubs de football, voile, tennis, judo et volley-ball en présence de 323 clubs soit 3300 personnes.

> Le Département labellisé Terre d'Excellence Cycliste par la FFC en novembre 2019.

> L'année de la Gastronomie avec près de 500 participants (rencontres de jeunes avec de grands chefs étoilés, visites de lieux de prestige, ateliers pédagogiques initiés par les services civiques, expositions...).

## PERSPECTIVES POUR 2020

> **Intégrer l'axe de la biodiversité dans les actions de la DJS** notamment avec le pilotage de la COP Jeunesse (400 jeunes attendus de 11 à 25 ans) dans le cadre du Congrès Mondial de la Nature. Cette COP Jeunesse vise à établir « les Accords de Provence » qui seraient ratifiés par le Département et les institutions volontaires.

> **Optimiser le soutien aux associations** notamment dans le cadre de leur accompagnement technique et logistique (réunions, rencontres individualisées, ouverture d'espace/site dédiés et mise à disposition de locaux et ou petits matériels...).

> **Optimiser les actions en direction des publics ciblés** : Plan Départemental Sport Santé Bien-être 2021/2024, accompagnement des jeunes (espaces mis à disposition tels que la réouverture de la MPJS des Chapeliers, actions dédiées), étude de nouveaux projets et dispositifs à mettre en œuvre ou à .

> **Optimiser la promotion du territoire départemental** : Plan départemental « Héritage » 2024 intégrant la création d'une tournée Départementale dans les communes labellisées « Terre de Jeux 2024 », création d'espaces de plein air, poursuite des actions initiées en 2019 (remise de matériels, accueil de jeunes sur les évènements...), et valorisation des ressources du territoire concernant la biodiversité.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



La direction générale adjointe de l'administration générale (DGA AG) est chargée de piloter cinq directions supports : la direction des systèmes d'information et des usages numériques, la direction des services généraux, la direction du contrôle de gestion, la direction juridique et la direction de l'achat public. Elle apporte un appui logistique et technique, ainsi qu'une expertise achat, juridique et d'analyse à l'ensemble des directions opérationnelles contribuant ainsi au fonctionnement et à la réalisation des projets de la collectivité.

Au-delà des activités classiques conduites dans le cadre des missions supports dévolues aux directions de la DGA AG, plusieurs sujets stratégiques ont été au menu de l'année 2019 : la poursuite du projet centre de services, la préfiguration d'une fusion département/métropole, la mise en conformité au RGPD, la transformation de la direction de l'achat public tenant compte d'un premier bilan après un an de fonctionnement, la création d'une direction de la sécurité et de la prévention de la délinquance et de la radicalisation, et enfin l'amélioration des outils de pilotage des activités, dans un objectif de maîtrise des dépenses.



- > DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX
- > DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMÉRIQUES
- > DIRECTION JURIDIQUE ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE
- > DIRECTION DU CONTRÔLE DE GESTION



## > DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES USAGES NUMÉRIQUES

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Lancement du Plan Provence Numérique
- > Mise en œuvre de la dématérialisation des factures,
- > Remplacement de 3000 postes de travail sur les sites distants (DARWIN).

### MISSIONS

La Direction des Systèmes d'Information et des Usages Numériques :

- > A en charge les actions du Département liées à la transformation numérique de la collectivité (hors collègues),
- > Intervient pour le compte d'établissements publics sous tutelle départementale,
- > A un rôle de conseiller, de fédérateur, d'acheteur et de diffuseur de services numériques,
- > Conduit les projets métiers (de l'expression des besoins au déploiement) et assure les expertises, les études, les développements, l'exploitation et la maintenance des systèmes utilisés par le Département.

### CHIFFRES CLÉS

- > 9 067 comptes utilisateurs (dont 960 usagers externes)
- > 26 500 matériels et périphériques
- > 300 applications informatiques
- > 59 000 appels annuels au centre de service

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 2 services Supports
- > 4 services Opérationnels
- > 77 agents (51 A, 12 B, 13 C, 1 apprenti)

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Grands projets 2019

L'année 2019 a été marquée par la mise en œuvre du Plan Provence Numérique. De nombreux projets inclus dans ce plan ont abouti à une première version : mise en place d'une plateforme de service en ligne dans le cadre du compte usager, accompagnement à la médiation numérique, dématérialisation des flux comptable, statistiques d'analyse du territoire, organisation de directions ressources en centres de service, modernisation des postes de travail des sites distants en Windows 10. Des projets hors du Plan Provence Numérique ont également été lancés tels que la refonte des systèmes d'information de la MDPH et de la DPHPBA ou la mise en œuvre du prélèvement 2018 à la source et de la déclaration sociale nominative.

#### > Projets d'infrastructure

De nouveaux sites ont été déployés (10 nouvelles Maisons du Bel âge). Cinq salles de visio-conférence ont été installées, et 3800 postes de travail des sites distants ont été migrés sous Windows 10.

### PERSPECTIVES POUR 2020

#### > Mise en œuvre du plan numérique départemental :

Dans la continuité de 2019, de nouveaux services en lignes aux usagers sont prévus tels que la consultation des places disponibles chez les assistantes maternelles, l'équipement de nouvelles Maisons du Bel Age, la saisine électronique du Département, la publication de données en open data. En interne, poursuite du programme centre de service des directions supports, sécurisation des bâtiments de la collectivité, visio-conférence et outils collaboratifs, poursuite de la refonte des systèmes d'information du social.

#### > Maintien en conditions opérationnelles :

L'évolution de diverses réglementations nécessitera le maintien en conditions opérationnelles de solutions informatiques existantes : RIFSEEP, RGPD, ouverture du SI et stabilisation du prélèvement à la source.

#### > Projets d'infrastructure

Migration Arenc et HD13 sous Windows 10 (3000 postes), évolution de l'infrastructure du système d'impression.

Modernisation des systèmes d'accès mobile (WIFI) et internet ainsi que l'ouverture vers le cloud.

## > DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Création de la Direction de la Sécurité, de la Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation, la réorganisation de la DSG a été repensée pour rééquilibrer les deux directions adjointes, dans un souci de cohérence des missions.

### MISSIONS

La Direction des Services Généraux :

- > Coordonne l'ensemble des opérations matérielles et logistiques visant à mettre à la disposition des services les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement, tant à l'Hôtel du Département que sur les sites déconcentrés (mobilier, matériels, fournitures, vêture, signalétique, courrier, transport de matériels et de personnes, élaboration de dossiers documentaires, reprographie et impression, entretien des locaux et des espaces verts, gestion de la flotte de véhicules, organisation logistique des manifestations).
- > Gère les domaines liés à la sûreté et à la sécurité des personnes et des biens (jusqu'au 31/12/2019).
- > Assure la maintenance et l'exploitation technique de l'Hôtel du Département.
- > Assure l'accueil physique et téléphonique sur l'HD13.

### CHIFFRES CLÉS

- > Cellule dématérialisation : 21 921 factures et 553 marchés numérisés
- > Ventes aux enchères publiques de véhicules : 114 000€
- > 549 réservations des salles du Délibératif et 221 de l'Accélérateur de l'emploi
- > Plus de 110 000 appels téléphoniques reçus au standard, et 9330 visiteurs (hors manifestations)
- > Plus de 1450 demandes de mobilier/matériel
- > 31239 articles envoyés : veilles thématique, presse, newsletter
- > Près de 1000 demandes de travaux PAO, 4899 commandes d'imprimés administratifs et 6494 demandes de travaux d'impression

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

#### 2 Directions Adjointes - 11 Services

- > 423 agents :

28 A	} dont 15 postes vacants
54 B	
341 C	

- > Agents sur postes

205 en filière administrative
199 en filière technique
5 en filière culturelle

- > Dont

155 femmes
253 hommes

- > Formation : 170 agents pour 150 sessions / 410 journées de formation

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Projet de déploiement d'une organisation en centre de services :

- > réalisation d'un catalogue de services impliquant tous les services de la DSG ; rédaction de process de bout en bout en priorisant 4 activités (trousses de secours, imprimés administratifs, maintenance des défibrillateurs et lavage auto).

## DIRECTION DE L'ACHAT PUBLIC

### FAITS MARQUANTS 2019

> Participation des agents à la construction d'un plan d'action pour l'organisation de la DAP.

### MISSIONS

- > Mettre en œuvre dans un cadre juridique sécurisé les procédures de marchés publics du département à partir du seuil de 25k€ HT.
- > Définir et mettre en œuvre une politique d'achat responsable afin d'améliorer la performance de la commande publique départementale.
- > Améliorer la qualité de la passation et de l'exécution des marchés publics par du conseil et du contrôle.
- > Contribuer au développement d'une culture d'achat à l'échelle de la collectivité en élaborant, diffusant et mettant à jour les bonnes pratiques d'achat.

### CHIFFRES CLÉS

- > 570 marchés notifiés dont 251 en procédure formalisée

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > Effectif théorique total : 117 ETP + 5 déconcentrés

### BILAN DES ACTIONS 2019

#### > Stratégie/plan d'action :

- > Co-construction d'un plan d'action pour l'organisation de la DAP, dans le cadre d'une démarche centre de services validée en comité technique.
- > Définition du système de pilotage de la production des marchés avec équilibrage capacité/demande.

#### > Système d'information :

- > Mise en œuvre et déploiement de l'outil APM au sein de la DAP et des directions opérationnelles.

#### > Dématérialisation :

- > Définition et mise en œuvre d'une GED marchés Post notification (marchés >25k€).

#### > Mise en place de nouveaux processus :

- > marchés subséquents, groupements de commandes, sous-traitance en cours d'exécution, mémento des jurys de concours...

#### > Achat :

- > Mise en place de 2 équipes projet dédiées à l'achat responsable (dimension sociale et environnementale).
- > Démarche d'achat performant et/ou innovant sur différents sujets : déplacements de la Présidence, web documentaire sur la biodiversité, complémentaire santé à destination des habitants du département.

#### > Conseil et sécurité juridique :

- > Mise en œuvre des évolutions réglementaires (nouveau code de la commande publique et loi ELAN)
- > Diffusion d'un kit de sensibilisation au principe de déontologie dans les marchés publics.

#### > Qualité de l'exécution des marchés

- > Accompagnement des services en vue de la clarification des clauses contractuelles ainsi qu'en matière de contrôle d'exécution des prestations.
- > Déploiement du programme d'audit sur 10 marchés exécutés dans un objectif d'amélioration continue.

### > Optimisation des moyens humains et matériels :

- > Deux réorganisations présentées en CT :
  - CT 20/06/2019 : poursuite des démarches engagées d'adaptation de l'organisation des services aux besoins de la collectivité, renforcement de certains secteurs en tension, et rattachement de la Médiathèque au Service de la Documentation.
  - CT 10/10/2019 : reconstitution des deux directions adjointes suite au départ des services de la sûreté, sur la base d'un travail participatif guidé par la convergence des missions des différents services. Cette réorganisation a permis de rapprocher au sein d'une même direction adjointe, les principales missions d'équipement, d'aménagement et d'entretien des espaces de travail.
- > SAGEFD : mise en œuvre du nouvel arrêté de vêtue avec notamment l'introduction d'un système à points par métier.
- > Service impression : internalisation de travaux d'impression et mutualisation de moyens humains dans le cadre de diverses opérations (cartes collégiens, kits scolaires) ; intégration de la mission liée à l'impression et au façonnage des flux informatiques.
- > SMET : mise en place d'une régie interne pour petits travaux (peinture, électricité, interventions diverses).

### > Implication continue dans la mise en œuvre des projets et manifestations portés par la Collectivité :

- > Aménagement et équipement de nouveaux bâtiments : ouverture de 10 nouvelles MBA, délocalisation de la Direction des Routes et des Ports rue de Ruffi, déménagement de plusieurs sites (MDS Calmette et Guérin, Hozier...), déménagements sur Arenç.
- > Aménagement de nouveaux espaces sur l'HD13 : nouvelle cafétéria pour le personnel, zone fumeurs.
- > Accroissement du parc de véhicules électriques (43 fin 2019) et déploiement de 16 bornes de recharge supplémentaires sur les parkings du Département, portant leur nombre à 35.
- > Participation à la logistique et à la visibilité des différents projets/manifestations, notamment un grand nombre de manifestations organisées dans le cadre de MPG2019 : stockage, manutention, livraison de matériels, mobiliers ou équipements divers, signalétique événementielle, diversification des vêtements logotés. Contribution croissante des agents d'accueil, de montage de podium ainsi que des chauffeurs livreurs dans les manifestations et prise en compte, dans ce contexte, des besoins en traitement de déchets.
- > Renforcement de l'action de la Fabrique de Provence (participation à 17 manifestations).

### > Poursuivre les projets structurants portés par la Direction des Services Généraux :

- > Optimisation des espaces de l'HD13 (242 interventions ; itération de scénarios en fonction des besoins des services et des plannings de délocalisation, anticipation des besoins à plus long terme).
- > Finalisation des travaux de réalisation du Datacenter, poursuite de la remise en peinture de l'HD13.
- > Rénovation des mobiliers des salles publique et plénière.
- > Réaménagement de l'espace et changement des mobiliers de la Médiathèque ; création de la newsletter de la Médiathèque ; réflexion sur la définition de nouveaux espaces au sein de la Documentation (lecture presse/magazine, travail collaboratif, e-learning).
- > Mise en place d'une signalétique directionnelle dans les étages de l'HD13 avec un code couleur par étage.
- > Extension de la gestion sécurisée des déchets papier dans le cadre du RGPD (expérimentation avec la DRH). Prise en compte de l'évolution de la réglementation sur la collecte des ordures ménagères et définition de process pour les cas d'infestations de punaises de lits ou de contamination de gale.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > **Poursuite de la transformation de la DSG en « Centre de services »** : finaliser et diffuser le catalogue de services, avancer sur les process et identifier les fonctions supports/transverses et les indicateurs à mettre en place.
- > **Optimisation des espaces** : prendre en charge la coordination des déménagements / aménagements de nouveaux sites hors HD13 (hors DGAS) et les délocalisations d'équipes, poursuivre les opérations sur l'HD13 (phase 2) en participant aux réflexions sur des espaces stimulant l'intelligence collective, la mise en œuvre de nouvelles méthodes managériales et améliorant la qualité de vie au travail.
- > **Amélioration du pilotage budgétaire** : réfléchir sur l'organisation, les process et les outils d'élaboration et de suivi budgétaire et comptable, et instaurer un véritable dialogue de gestion avec les directions clientes, pour s'inscrire dans une prospective de maîtrise des dépenses.
- > **Réflexion à poursuivre pour envisager les réorganisations nécessaires** : pour les services ou secteurs en tension, pour développer le travail en transversalité et l'internalisation de certaines missions et pour répondre à de nouveaux enjeux (dématérialisation, gestion budgétaire...).
- > **Participation à la Stratégie Environnementale de la collectivité** : poursuivre le déploiement de véhicules électriques et l'implantation de bornes de recharge, les réflexions engagées pour rendre l'HD13 plus vertueux (projet d'implantation de panneaux photovoltaïques, économies d'énergie...), les démarches sur le tri des déchets (y compris lors des manifestations), l'intégration de clauses environnementales dans les marchés qui le permettent ; participer aux projets d'agriculture urbaine et de végétalisation de l'HD13 ; constitution d'une granothèque collaborative à la Documentation

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

## > DIRECTION JURIDIQUE

### FAITS MARQUANTS 2019

- > Construction de la démarche « centre de services » adaptée aux activités de la DJ.
- > Structuration de l'équipe dédiée à la mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).
- > Définition d'un processus permettant de prévenir les risques en période pré-électorale.
- > Achèvement du processus de dissolution de la SEM Treize D, de la SPL Terra 13 et du GIE 13 CECA.
- > Expérimentation du télétravail.

### MISSIONS

- > Conseil juridique de la collectivité et suivi des procédures contentieuses de la collectivité.
- > Suivi des dossiers sinistres aux bâtiments départementaux dans le cadre des garanties construction.
- > Référente de la collectivité en matière de protection des données personnelles.
- > Référente de la collectivité en matière d'accès aux documents administratifs.
- > Règlement et encaissement des condamnations relatives aux contentieux de la collectivité.

### CHIFFRES CLÉS

- > **948 nouveaux dossiers contentieux** (+28%) dont : 77% en matière d'action sociale, 84 % traités en interne, sans avocat, 260 dossiers de mineurs non accompagnés au tribunal administratif (+200% en 3 ans) et 260 contentieux en matière de RSA.
- > **284 analyses juridiques** (+20%) dont 97% traitées sans avocat.
- > **266 dossiers « sinistre construction »** dont : 196 en garanties, 31 en assistance (+48%) et 39 en prévention (+95%).
- > **80 déclarations nouvelles** (171 désordres), 112 acceptations d'indemnité, 22 contestations.
- > **60 heures de sessions d'information-sensibilisation** à la protection des données, à destination de plus de 450 agents.
- > **57 avis** rendus par le Délégué à la Protection des Données.

### COMPOSITION DE LA DIRECTION

- > 1 directeur, 1 directeur adjoint et 3 services :
  - Service Juridique et Contentieux (SJC)
  - Service Garantie Travaux Assurances (SGTA)
  - Pôle Finances et Administration (PFA)
  - Cellule protection des données
- > Répartition des agents par catégorie :
  - Catégorie A 17 agents
  - Catégorie B 5 agents
  - Catégorie C 11 agents
- > TOTAL : 33 agents

### BILAN DES ACTIONS 2019

- > Démarrage de l'expérimentation du télétravail au service juridique et contentieux (8 agents concernés).
- > Poursuite du projet d'évolution des missions du SGTA pour construire un partenariat avec la DAC et la DME.
- > Relance des marchés de service juridique et d'assurances dommage-ouvrage arrivés à échéance.
- > Pilotage du plan d'actions pour la mise en conformité de la collectivité au Règlement Général sur la Protection des Données (création et animation d'un réseau de 43 référents, développement d'actions de formation et de communication interne, élaboration d'outils et procédures).

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Lancer les chantiers de la démarche « centre de services » en s'adaptant aux besoins des « clients internes », en développant de nouveaux services tout en conservant l'identité de la Direction.
- > Etablir le bilan de l'expérimentation du télétravail pour la collectivité, pérenniser et étendre la démarche au sein de la Direction.
- > Piloter le programme « probité et conformité » de la collectivité et notamment, élaborer une cartographie des risques, mettre en place un dispositif d'alerte, informer et former les élus et les agents.
- > Mettre en œuvre les plans d'actions avec la DAC et la DME pour l'évolution des missions du SGTA

### > Partenariat/mutualisation :

- > mise en place d'une convention tripartite UGAP/CD13/Métropole et de groupements de commande (Euroméditerranée et Métropole). Projet de création d'une centrale d'achat.

### PERSPECTIVES POUR 2020

- > Poursuivre la transformation de la DAP en centre de services.
- > Poursuivre le développement d'un système d'information performant.
- > Faire monter en compétence les agents de la DAP et des directions prescriptrices avec un plan de formation complet.
- > Promouvoir la culture achat au sein de la collectivité sur la base d'un mode d'animation transverse, et en lien avec nos partenaires.
- > S'emparer, sur la thématique de l'achat, des sujets de transformation de la collectivité : déontologie, dématérialisation, mutualisation, RGPD.





# RAPPORT D'ACTIVITES 2019



**Hôtel du Département**  
52, avenue de saint-just // 13256 Marseille Cedex 20  
04 13 31 13 13

[www.departement13.fr](http://www.departement13.fr)

Certifié transmis à la Préfecture le 23 oct 2020